title : Tapuscrits divers (1936-1947)

# [ddr19360000ishm] [Compte rendu] Henri de Man, *L’Idée socialiste* (1936)[[1]](#footnote-1)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19360000ishm_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Depuis un an que ce livre est paru, l’a-t-on lu, en a-t-on parlé comme il convient ? C’est un ouvrage de première grandeur. Certes, sa densité et sa longueur, son vocabulaire de sociologue, et d’autre part l’extrême conscience qu’apporte l’auteur à prévenir les interprétations abusives de sa pensée, tout cela rend cette lecture plus laborieuse que de raison. Mais si l’on songe que *L’Idée socialiste* n’est pas seulement une somme du socialisme moderne, mais encore le premier essai — depuis Sorel — qui pose avec franchise le problème de la culture parmi nous, on conviendra que ces obstacles formels ne sauraient excuser notre paresse. D’ailleurs, ou je me trompe fort, ou *L’Idée socialiste* est promise à une carrière comparable à celle des *Réflexions sur la violence* de Sorel.

Ce n’est point par hasard que le nom de Sorel hante le lecteur de M. de Man. Le rapprochement, l’opposition de ces deux auteurs illustre d’une manière frappante l’évolution du socialisme européen durant les trente dernières années. Notons d’abord que le vocabulaire « demanien » — si l’on peut proposer cet adjectif commode — fait de larges emprunts au vocabulaire sorélien. Pour me borner à un exemple, je relève chez de Man l’emploi constant des termes de « producteurs » et de « consommateurs de la culture », termes analysés par Sorel (voir ses récents *Propos*) avec une vigueur et une autorité qui les marque définitivement de son sceau. Cette terminologie commune permet de prendre une vue aisée du contraste que font les deux doctrines : tout ce qui était romantique, anarchisant et d’inspiration nietzschéenne chez Sorel, est devenu chez de Man technique, organique, et d’inspiration nettement humaniste. [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19360000ishm_02.jpg/full/full/0/default.jpg) D’autre part, l’exaltation sorélienne de la violence et de la haine de classe fait place chez l’auteur de *L’Idée socialiste* à une théorie objective, solidement étayée à l’histoire, de l’évolution *normale* du prolétariat, considéré comme porteur de l’idée révolutionnaire. (La notion de saut irrationnel reste absolument étrangère à la pensée de M. de Man.)

Ceci s’explique d’abord, comme je le disais tout à l’heure, par l’évolution même du socialisme, instruit par l’expérience fasciste des dangers du recours à la violence, ou en tout cas de ses équivoques. Mais cela s’explique aussi par la personnalité de M. de Man. Nous n’avons pas affaire ici à un intellectuel détaché — ce qu’était malgré tout Sorel, que ses propos sur la violence n’ont jamais conduit à l’action. Nous sommes au contraire en présence d’un homme dont la pensée est constamment soucieuse de ses applications prochaines et nécessaires. M. de Man est aujourd’hui ministre ; il était naguère professeur ; mais si l’on en croit l’interview qu’il accorda à Frédéric Lefèvre, il a passé par bien d’autres métiers, il a connu des aventures plus rudes, parmi les ouvriers, de son pays ou les pêcheurs de l’Atlantique. Ce n’est pas un idéologue. C’est un homme qui a reconnu, à la faveur d’expériences précises, la valeur de certaines idées capables de « configurer l’action » (pour parler comme ses traducteurs).

Il y aurait plus que de l’imprudence à vouloir résumer ici cet essai de 550 pages, cette analyse de la formation du monde bourgeois et de ses vertus, cette critique de la culture actuelle, ces déterminations de la culture à venir et surtout de la « morale socialiste »… Comme le titre de l’un de ses précédents ouvrages l’indiquait, M. de Man veut aller *Au-delà du marxisme*. Il ne s’agit pas de renier le marxisme, mais d’appliquer la méthode même de Marx à des faits qu’il avait négligés, et qui se révèlent aujourd’hui décisifs : par exemple, le fait [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19360000ishm_03.jpg/full/full/0/default.jpg) culturel. On sait que l’orthodoxie marxiste se borne à définir la culture comme un « reflet » des phénomènes économiques. Cette définition d’origine purement polémique a fait plus de tort au socialisme que les attaques de tous ses ennemis. Elle l’a en effet empêché de formuler *à temps* — dans certains pays — les éléments d’une culture et d’une morale aptes à remplacer la culture et la morale bourgeoise décadentes. On s’imaginait que le « processus de la lutte des classes » sécréterait de lui-même et fatalement la culture qu’on ne voulait pas créer. Les toutes premières expériences soviétiques d’une part, et l’expérience fasciste à un autre point de vue ont montré l’étendue de cette erreur, et les fatalités qu’elle laissait se développer. C’est sur ce double échec de la théorie matérialiste que se fonde M. de Man pour affirmer la nécessité d’une orientation toute nouvelle du socialisme. Pour M. de Man, en effet, le socialisme n’est pas seulement un mouvement ouvrier organisé, c’est aussi et d’abord une *idée*, qui déborde le mouvement, et qui doit désormais lui donner son vrai sens.

Il vaut la peine d’insister sur cette thèse et de souligner sa nouveauté réelle dans l’histoire des doctrines politiques. C’est parce qu’il affirme avec force la puissance concrète des idées, que M. de Man se place réellement au-delà du marxisme. On a parlé à ce propos d’idéalisme. Je vois bien l’intérêt *polémique* que présenterait l’usage de ce mot, opposé à matérialisme. Mais je crains que, précisément, il ne réitère en sens inverse l’erreur du marxisme orthodoxe, qui fit de nécessité vertu. M. de Man paraît d’ailleurs l’avoir récusé par avance : « L’idéal, écrit-il, n’est rien qu’une forme particulière de l’idée, si l’on veut, une forme dégénérée. C’est une idée devenue affiche, une idée que l’on accroche aux murs ou que l’on projette toute faite dans l’avenir, et non plus une idée en marche. » (Une idée-force comme disait Fouillée.) Le terme d’idéalisme ne pourrait être accepté aujourd’hui [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19360000ishm_04.jpg/full/full/0/default.jpg) pour désigner les doctrines demanienne et personnaliste, si voisines à bien des égards, que si la définition de l’idée donnée par de Man était elle-même couramment acceptée : « Le propre d’une idée est d’anticiper sur un but », mais aussi « d’orienter et de diriger l’action vers des fins déterminées ». Lorsque M. de Man parle de la puissance des idées, il n’entend point parler des idées en soi, des idées détachées et gratuites de l’idéalisme de nos pères, — cet illusionnisme généreux qui masquait des complots d’intérêt fort « réalistes » comme on sait. L’« idéalisme » demanien veut être avant tout efficace. Ce n’est pas un rêve, c’est une méthode d’action ; ce n’est pas une explication idéale du monde, mais c’est une volonté de transformer le monde, *orientée par une vision finale et totale*. M. de Man, qui n’hésite pas à citer saint Augustin, Luther ou le P. Sertillanges à l’appui de ses dires, a mis en épigraphe à son premier chapitre cette phrase de Chesterton : « Nous ne pouvons réaliser rien de bon sans nous l’être d’abord représenté. » Qu’il me permette à mon tour de citer Lénine, qui écrivait d’une manière plus énergique : « Sans doctrine révolutionnaire, pas d’action révolutionnaire. » Ce qui signifierait, dans le domaine de la culture, auquel revient sans cesse M. de Man : sans une hiérarchie de valeurs suspendue à une fin bien définie, pas de société ni de morale vraiment renouvelées. Le mérite capital de ce livre, c’est qu’il pose dans toute son ampleur la question du *but final* de la culture, élevant ainsi le débat au-dessus des polémiques partisanes où il était en train de s’épuiser. « La culture est une forme commune de la vie dont l’activité économique et politique ne forme qu’une partie, tout comme la production scientifique ou artistique. » C’est ainsi que renvoyant dos à dos le « politique d’abord » et l’« économique d’abord », M. de Man affirme à sa façon — qui est d’un humaniste — la primauté du spirituel. Il reste à voir, évidemment, [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19360000ishm_05.jpg/full/full/0/default.jpg) si les formes et les fins qu’il propose sont aussi vraies qu’elles lui apparaissent désirables. J’entends qu’il reste à établir que la vision socialiste du monde est vraiment la plus haute vision vers laquelle nos efforts doivent tendre. Le but de chaque individu est-il la société parfaite ? Ou bien le but d’une société normale — il faudrait tout d’abord la rendre telle — ne serait-il pas au contraire la personne ?

# [ddr19380500etdp] L’esprit totalitaire et les devoirs de la personne (mai 1938)[[2]](#footnote-2)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_01.jpg/full/full/0/default.jpg) On parle couramment d’État totalitaire depuis quelques années, et l’on a coutume de désigner ainsi l’Italie fasciste et surtout l’Allemagne nationale-socialiste. À quoi j’ajouterai, pour ma part, l’URSS stalinienne. Mais mon propos n’est pas de décrire ces États, et encore moins de les juger. En choisissant cette expression d’*esprit*, et non d’État totalitaire, j’ai eu en vue quelque chose de plus vaste que les faits proprement politiques. Quelque chose qui n’est pas limité aux frontières des trois grandes dictatures mais qui nous concerne nous aussi, à l’intérieur de nos démocraties occidentales. L’esprit totalitaire n’est pas lié aux seuls régimes qui s’en réclament ouvertement. Dès maintenant, il agit parmi nous. Sous forme de *menace* en premier lieu. Mais aussi, j’en suis persuadé, sous la forme d’une *tentation*, plus ou moins inconsciente ou honteuse, généralement inavouée, mais assez puissante déjà pour que je n’aie pas à redouter de parler ici de choses tout étrangères à vos intimes préoccupations.

Une menace et une tentation : c’est cela que représente l’esprit totalitaire, pour nous, ici et maintenant. Et c’est à cause de cela qu’il n’est pas vain que l’on en parle.

Je sais : — On en a trop parlé déjà, penseront certains, et je les comprends dans une certaine mesure. Nous sommes las de nous indigner. Les pires excès nous trouvent de plus en plus indifférents. Et les coups de force périodiques des dictateurs, on dirait presque que nous les attendons avec une sorte d’impatience sourde, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_02.jpg/full/full/0/default.jpg) comme les péripéties d’un roman d’aventures. Nos pensées imitent ces oiseaux qui vont se percher de préférence sur les bras de l’épouvantail, ou pour moderniser l’image, sur la gueule d’un canon chargé. Fatigués de dénonciations inefficaces, lassés par la grandiloquence d’un certain humanitarisme, plusieurs d’entre nous réagissent par un optimisme curieux. Après tout, nous disent-ils, tout n’est pas mal dans ces régimes. On a rétabli l’ordre, les trains partent à l’heure, les ouvriers ont du travail, etc. D’autres s’efforcent de nous persuader — ou de se persuader à eux-mêmes — que le phénomène n’est pas si grave. Un trouvait encore à Berlin, il y a deux ans, des bourgeois qui vous affirmaient que le régime national-socialiste n’en avait plus que pour quelques mois. Et je citerai enfin cette opinion d’un des plus grands historiens de l’Europe qui me disait un jour ici même : vous avez tort d’attribuer tant d’importance doctrinale à des régimes qui ne sont en fait que les phénomènes anormaux, puisqu’ils sont le fait d’usurpateurs, de bandes d’individus armés s’emparant du pouvoir sans légitimité.

Je sais tout cela. Je sais que la propagande antifasciste, ou anticommuniste pareillement, se met au service d’intérêts que nous n’avons pas envie de voir triompher. Je sais que tout n’est pas mal, de ce qui s’est fait là-bas, loin de là. Je tiendrai compte de toutes ces objections.

Auparavant, je tiens à préciser la perspective de ma pensée. Je ne suis membre d’aucun parti. Je ne suis ni de gauche ni de droite. Je ne vous parle pas de politique, et je compte bien que mes propos ne flatteront aucun des délires qui se partagent l’opinion publique. Je considère l’esprit totalitaire comme un grand mouvement historique, comme une vague religieuse et mystique, telle qu’il en est passé déjà sur notre Europe, mais celle-ci est la plus [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_03.jpg/full/full/0/default.jpg) puissante. Le Moyen Âge fut une période collectiviste, qui dura de l’Empire carolingien jusqu’au début de la Renaissance, c’est à dire environ 600 ans. De la Renaissance jusqu’à la guerre de 1914, il y eut une période sinon d’individualisme réel, du moins d’ambition individualiste, et elle dura environ ans. Ce second cycle est en voie de s’accomplir, et nous assistons aujourd’hui aux prodromes d’une troisième période, retour en force du collectivisme, aggravé de moyens techniques dont le Moyen Âge n’avait aucune idée.

C’est là le phénomène que je vous invite à envisager maintenant.

Envisager, c’est voir en face, et voir de près. Or il nous est très difficile d’envisager la menace totalitaire, pour cette raison qu’entre elle et nous, se dressent les écrans de l’esprit partisan.

Depuis vingt ans, le monde s’épuise à discuter de faux problèmes, des problèmes qui ne sont pas urgents ni décisifs, et qui masquent la vraie menace. Mais plus je vais, moins j’accorde d’importance aux doctrines et aux intérêts qui se heurtent dans les discussions. Capitalisme ou socialisme, par exemple. Ou encore : droite et gauche. Communisme ou fascisme. Au regard du phénomène profond, du vaste soulèvement de passions obscures que représente l’esprit totalitaire, il me semble que tous ces problèmes, que l’on tient pour les plus brûlants, sont apparence et camouflage.

Je ne le dis pas pour le mauvais plaisir de faire du paradoxe et de déconcerter. Je le dis parce que l’histoire la plus récente, celle que nous sommes en train de vivre, nous porte à ressentir déjà la vanité de nos partis pris sociaux et politiques. Je le dis parce que je suis frappé par la constatation que voici : Que vous preniez par la gauche ou par la droite, que vous fassiez une révolution avec [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_04.jpg/full/full/0/default.jpg) des troupes fascistes ou au contraire socialistes, que vous mettiez tout votre espoir dans le Führer ou au contraire dans le Père des peuples — c’est le nom que se fait donner Staline — vous aboutirez finalement à un seul et même résultat, c’est-à-dire à une dictature qui n’est ni socialiste ni capitaliste — encore qu’il y ait des différences d’accent —, mais qui est la fois les deux choses, qui est une synthèse brutale des deux systèmes, synthèse dominée et orientée par l’idée de *puissance militaire*. Je me réserve d’en donner quelques preuves. Certes, les partisans de droite et de gauche ont d’excellentes raisons de contester l’identité profonde du stalinisme et du fascisme. Mais ce sont des raisons de propagande, pieux mensonges et mensonges sacrés. Pour qui veut s’en tenir aux faits, aux réalisations tangibles, tous les prétextes invoqués officiellement par les hommes de gauche ou de droite qui ont conduit telle ou telle révolution, tous ces prétextes s’évaporent comme des nuées. Que l’on exerce la dictature totalitaire au nom de la race ou au nom d’une classe, il n’en reste pas moins qu’*en fait*, on exerce la dictature. Or la dictature a ses lois, elle se développe sans nul souci des idéologies opportunistes qui ont pu servir à l’établir. Elle a sa mécanique propre, et qui broie tout, idées et hommes, et qui coule tout dans le même gabarit. Il n’y a pas trente-six moyens pratiques de maintenir l’ordre dictatorial. Il n’y en a qu’un, et c’est la tyrannie de la police et de l’armée. Que l’esprit et l’humanité soient brimés et persécutés par des policiers rouges ou bruns, je ne vois pas que cela fasse une différence telle qu’il y ait lieu de s’exciter pour l’une de ces méthodes contre l’autre. La maladie est bien la même dans les deux cas. Or si je constate chez un malade une pneumonie, la question que je me pose, c’est de savoir comment on pourrait la guérir, et non si le malheureux [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_05.jpg/full/full/0/default.jpg) l’a contractée au sortir d’un meeting communiste, fasciste ou même antifasciste.

Je laisserai donc carrément de côté la question à mes yeux insoluble, et au surplus sans intérêt urgent, de savoir si le mal en question est une pneumonie raciste ou marxiste. Le vrai dilemme n’est pas là. Le vrai dilemme est entre la maladie et la santé, entre la mort et la vie du patient, et pour revenir au fait présent, entre l’esprit totalitaire d’où qu’il provienne, et l’esprit de liberté qui s’y oppose, et que j’aurai à définir.

Considérons maintenant la maladie. Et tout d’abord essayons de voir ce qui a bien pu prédisposer l’Europe à la gagner.

⁂

[Dans un ouvrage récent](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1936pm), j’ai tenté de montrer que les excès de l’individualisme en politique et en morale ont fini par détruire dans notre civilisation, toute espèce de *commune mesure*. Voici ce que j’entends par ce terme.

Toutes les grandes civilisations se sont faites autour d’un principe qui était commun à tous les ordres d’activité sociale ou personnelle. C’était ce principe, et lui seul, qui donnait un sens aux actions, qui permettait de les juger grandes ou basses, qui était l’étalon idéal et la mesure de toutes choses. Je ne dis pas qu’il triomphait toujours, mais tout le monde s’y rapportait spontanément. La justice jugeait en son nom, la guerre se faisait en son nom, la culture et l’art l’illustraient, la politique le maintenait. [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Ainsi la *loi* chez les anciens Hébreux ; *l’idée le l’homme dans la cité*, mesure de toutes choses, chez les Grecs ; *l’idéal impérial* à Rome ; la *foi chrétienne* au Moyen Âge.

L’ère moderne a tenté de remplacer tout cela par l’idée de progrès matériel, et pratiquement, par le culte de l’argent. Évidemment, on ne *disait* pas la chose si crûment. On invoquait les grands principes, et cette chose vague qu’on nomme le sens commun. Une des maximes fondamentales de l’individualiste du xixe, c’était : *chacun pour soi et Dieu pour tous*. Et comme on ne croyait plus en Dieu, cela revenait à dire : chacun pour soi. Cela revenait à pratiquer la morale de la concurrence, sans frein légal, sans scrupule du prochain. Et comme il fallait bien, tout de même, que la cité soit gouvernée, on s’en remettait l’État, providence hargneuse et abstraite, quitte à payer le moins d’impôts possible. Mais un cadre administratif et une poussière d’individus, cela ne fait pas une société vivante. Chacun tirant de son côté, sans souci de l’idéal commun, on en vient à un stade de division sociale sans précédent, je crois, dans toute l’histoire. Le monde des affaires avait sa loi, qui contredisait totalement la morale de la vie privée. Le monde de la culture vivait sur des principes qui n’avaient plus aucun rapport ni avec la morale des affaires ni avec celle des philistins, ni avec celle du christianisme subsistant. De plus, la société se divisait en classes, que se disputaient à leur tour les partis, et l’intérêt de la classe ou du parti primait partout le bien commun. Seul, le respect quasi religieux de l’argent constituait encore un lieu commun. On n’en parlait d’ailleurs qu’avec pudeur, comme de tout ce que l’on tient pour sacré.

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais vint la guerre, et vint la crise économique. Le dernier lien sacré, l’argent, venait à se défaire. Le capital et le travail se tournèrent alors vers l’État, or l’État était en faillite. Où était donc la société ? Sur quelles valeurs, sur quelles mesures, sur quel principe pouvait-on désormais bâtir et vivre ? Il semblait que la société des hommes fut retournée à la poussière originelle, selon la prophétie biblique. Alors le désespoir, l’angoisse, et la misère matérielle, devinrent les seules réalités humaines vraiment communes à tous les hommes. Pour les uns, elles étaient déjà là, installées au foyer et dans toutes les pensées ; pour les autres, elles se tenaient à la porte. On ne pouvait plus, on ne devait plus penser qu’à cela. C’était la seule question sérieuse.

⁂

Or dans toutes les périodes historiques où la société se défait, l’on assiste au même phénomène. Les individus isolés sont envahis par une vague angoisse, et de l’angoisse naît un appel confus à une nouvelle religion. Car la religion en général, c’est ce qui relie les hommes à quelque dieu dont la loi fonde la commune mesure. Point de société, point de communauté sans religion ; et à l’inverse dès que paraît une religion, une société se reforme autour d’elle. Je n’insiste pas sur ces données élémentaires qui ne sont plus contestées par aucun sociologue, fût-il le plus obtus rationaliste.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans l’état d’atomisation où se trouvait la société moderne, il était aisé de prévoir qu’un formidable appel religieux se ferait jour. Et c’est précisément ce qui s’est produit, c’est l’appel religieux des peuples qu’ont su deviner et exalter les dictateurs, c’est à lui qu’ils ont répondu. Puisque les hommes ne croyaient plus en Dieu, puisque l’Argent les trahissait, il fallait trouver autre chose. On leur offrit une religion qui se présenta d’abord comme celle d’une classe, puis d’une race, et finalement de la nation armée.

J’insisterai fortement sur ce point : il ne s’agissait pas de politique, au sens étroit et partisan du terme. Certes, le détail de l’opération ressort évidemment de l’analyse politique, et plus encore de l’analyse économique, mais la cause déterminante du foudroyant succès des dictatures n’est pas du tout dans telle ou telle manœuvre, dans telle tactique ou telle doctrine opportuniste. Elle est dans l’*appel religieux* que les dictateurs ont su deviner et qu’ils ont voulu satisfaire. L’esprit totalitaire est né d’une angoisse dont la vraie nature est *en fin le compte* religieuse.

Cette vue très générale, et peut-être nouvelle, n’est pas de la pure poésie, quoi qu’en pensent les esprits réalistes. Je vais vous lire un court passage l’une lettre que j’ai reçue tout récemment d’Allemagne. Elle est d’un jeune national-socialiste dont je ne connais d’ailleurs que le nom et l’écriture, et qui a lu par hasard mon [*Journal d’un intellectuel en chômage*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1937jic). Il entreprend de justifier le régime qu’il sert. Il m’explique tout d’abord que ce régime est né de la pauvreté et du malheur de son pays, ce qui est très juste. Et il ajoute :

Mais la pauvreté ou le malheur ne peuvent expliquer que des [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_09.jpg/full/full/0/default.jpg) phénomènes extérieurs. La raison profonde d’un mouvement comme le nôtre est irrationnelle. Nous voulions croire à quelque chose, nous voulions vivre pour quelque chose. Nous avons été reconnaissants à celui qui nous apportait cette possibilité de croire. Le christianisme, probablement par la faute de ses ministres, ne satisfait plus depuis bien longtemps au besoin de croire de la majorité du peuple. Nous voulons croire à la mission du peuple allemand. Nous voulons croire à l’immortalité du peuple (un arbre dont nous ne sommes que les feuilles qui tombent à chaque génération) *et peut-être réussirons-nous à y croire*.

Je m’en voudrais de commenter ce document.

Ruine des croyances communes, carence du christianisme, appel irrationnel à de nouvelles raisons de vivre, volonté angoissée de croire à la première réalité qui se présente — la nation —, on ne peut pas exprimer d’une manière plus précise et ramassée la nature proprement religieuse du phénomène totalitaire. Tout le reste est littérature, et dans ce reste, je place pêle-mêle les passions partisanes de gauche et de droite, les intérêts de classe, les programmes des partis, bref toutes les fariboles chères à nos réalistes, et qui passionnent encore notre opinion. Un témoignage tel que celui que je viens de vous lire rejette tout cela, selon les termes du jeune nazi, dans les « phénomènes extérieurs », c’est-à-dire dans le domaine de cette énorme mystification qu’est la politique pour les masses.

⁂

[[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_10.jpg/full/full/0/default.jpg) D’ailleurs, ce caractère de religion au sens le plus élémentaire du terme qu’ont pris les grands mouvements totalitaires, et qui les rend si contagieux, les dictateurs eux-mêmes l’ont proclamé. Voici ce qu’écrit Mussolini dans l’Encyclopédie fasciste :

Le fascisme est une conception religieuse… Si le fascisme n’était pas une *foi*, comment donnerait-il le stoïcisme et le courage à ses adeptes ? On ne peut rien accomplir de grand sinon dans un état d’amoureuse passion, de mysticisme religieux.

Et le *Credo du Balilla*, récité par tous les enfants italiens, contient cet article édifiant :

Je crois en notre Saint-Père le Fascisme.

Au congrès de Nuremberg en 1935, Hitler s’écrie :

Vous avez été cette garde qui jadis m’a suivi d’un cœur *croyant*. Vous avez été les premiers qui ont *cru* en moi… Ce n’est pas l’intelligence coupant les cheveux en quatre qui a tiré l’Allemagne de sa détresse, mais votre *foi*… Pourquoi sommes-nous ici ? Par ordre ? Non… parce qu’une *voix intérieure* vous l’a dicté, parce que vous *croyez* en votre mouvement et en ses chefs. Seule la force de l’idéalisme a pu accomplir cela… La raison vous eût déconseillé de venir à moi, et seule la *foi* vous l’a commandé.

Foi en qui ? Croyance en quoi ? C’est très simple : foi au chef qui est l’incarnation du destin immortel de la nation.

M. Goebbels s’adresse à son Führer dans le langage même du piétisme :

Dans notre profond désespoir, s’écrie-t-il, nous avons trouvé en vous celui qui montre le chemin de la foi. Vous avez été pour nous l’accomplissement d’un mystérieux désir.

Et je lis ailleurs, sous la même plume :

La foi dans le Führer est entourée, on pourrait presque dire, d’une mystique mystérieuse et énigmatique.

Un autre chef du parti va plus loin :

La volonté du Führer, écrit-il, est [[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_11.jpg/full/full/0/default.jpg) est effectivement la volonté de Dieu.

Et M. Goering déclarait à l’envoyé d’un quotidien anglais :

De même que les catholiques considèrent le pape comme infaillible dans toutes les questions de religion et de morale, de même nous croyons avec la même conviction profonde que le Führer est infaillible dans toutes les matières qui concernent les intérêts sociaux et moraux du peuple.

« Il a toujours eu raison et il a ira toujours raison », dit Rudolf Hess. De même les Balillas récitent : « Mussolini a toujours raison. Je crois au génie du Duce. »

Et si maintenant nous passons en Russie, nous entendrons et nous lirons partout : « Staline a toujours raison. » Nous lirons les poèmes à la gloire du Père les peuples — le tsar n’était que le Petit Père —, poèmes où il est affirmé que la pluie ne féconde les champs que par la volonté du seul Staline. D’autres lyriques lui attribuent la charge vraiment écrasante de faire lever le soleil chaque matin, et de favoriser les naissances. Il est vrai que ces poètes sont du Midi de la Russie… Mais il est vrai aussi que le programme de Lénine supposait l’extinction de la superstition, et non pas sa publication en première page de la *Pravda*. Là encore, la logique totalitaire a balayé tous les principes. Il faut une religion pour le bon peuple.

Je borne ici mes citations. Aussi bien, certains d’entre vous sont-ils sans doute en train de se dire : après tout, il ne s’agit là que de façons de parler, et d’exagérations lyriques. Tout cela, ce sont des trucs de propagande, des phénomènes épisodiques.

Je l’ai longtemps cru moi-même. Je l’ai cru jusqu’au jour [[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_12.jpg/full/full/0/default.jpg) où à Francfort, en 1936, j’ai assisté à un discours d’Hitler. Permettez-moi de vous lire une page que j’envoyai le lendemain même à une revue française, sous le coup de la révélation qu’avait été pour moi cette cérémonie[[3]](#footnote-3).

Le caractère sacral et quasi liturgique de pareilles fêtes se trouve d’ailleurs curieusement confirmé par l’*inconscience* des participants. Si vous dites à un hitlérien qu’il adore son Führer comme un dieu, il protestera énergiquement. Il vous affirmera peut-être même qu’il est chrétien, à condition toutefois que l’on débarrasse le christianisme de ses éléments judaïques. Et il sera sans aucun doute sincère. Mais cela n’est contradictoire qu’en apparence. La foi la plus profonde n’est pas toujours la plus consciente, et ce n’est pas toujours celle qu’on avoue et qu’on professe des lèvres. Si je puis affirmer que le national-socialisme, le fascisme et le stalinisme sont *en réalité* des religions ; que les chefs de ces mouvements sont *en réalité* divinisés, et que l’État ou la nation sont *le contenu réel* de ces cultes nouveaux, ce n’est pas seulement sur la base des textes que je vous citais tout à l’heure. J’ai des raisons plus péremptoires de le penser. Et je vais vous en donner deux.

La première, c’est que la croyance réelle d’un homme est définie d’une part par la nature des sacrifices qu’il consent, d’autre part par la nature les actes ou des paroles qu’il considère comme sacrilèges. Or nous voyons que dans les dictatures, il est permis le blasphémer le Christ, mais il n’est pas permis d’élever ne fût-ce qu’une critique polie à l’endroit de la personne du Chef. Au Moyen Âge, [[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_13.jpg/full/full/0/default.jpg) on rendait la justice au nom de l’Église. Dans les pays totalitaires, on la rend au nom de la nation, ou ce qui revient au même, au nom du peuple. Or le dieu qu’on révère, ce n’est point celui qu’on nomme des lèvres Dieu, mais c’est celui que l’on sert dans la réalité. C’est celui dont la volonté définit le bien et le mal. Et nous voyons que le bien et le mal, dans les régimes totalitaires, ne sont plus définis officiellement par les principes du droit ou de la morale, et encore moins par ceux de la religion chrétienne, mais bien par l’intérêt de la nation. On le tolère dans la mesure où il peut lui rendre service. « Pour le fascisme, écrit Mussolini, l’État est l’absolu. » Voilà qui est clair. Quant au catholicisme, on le « respectera » dans la mesure où il fait partie du folklore italien et des bons vieux usages. Jugez plutôt : « Le fascisme, dit encore le Duce, respecte le Dieu des ascètes, des saints et des héros, et même le Dieu que voit et prie le cœur ingénu et primitif du peuple. » Pareillement, les régimes allemand et russe proclament dans leurs lois la liberté de tous les cultes, en précisant seulement que la pratique du christianisme ne doit gêner en rien les droits absolus de l’État. C’est-à-dire qu’en réalité, on a le droit d’être chrétien à condition que cela ne se voie pas, que cela n’entraîne aucun acte, que cela reste un rêve intérieur, une chose privée, Privatsache ou comme le dit si plaisamment Mussolini : une illusion « d’usage interne pour les cœurs ingénus et primitifs ».

[[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_14.jpg/full/full/0/default.jpg) Mon second argument, c’est que les régimes en apparence aussi hostiles les uns aux autres que le fascisme et le communisme, ont tout de même su se trouver un adversaire commun, et cela comme par hasard, dans le plan religieux. Cet adversaire n’est autre que le christianisme. Pour les Soviets, la chose est claire. Pour les régimes fascistes, vous m’accorderez sans doute qu’elle commence à devenir non moins claire. Je n’ai pas à insister ici sur des faits de persécution que chacun connaît. Je me bornerai à noter que là encore, la logique totalitaire est sans défaut et sans pardon : on ne saurait tolérer une religion qui est au-dessus des nations et des classes dans un État qui se donne pour l’absolu, et qui se fonde sur une race ou une classe.

Certes, les communistes ont jugé opportun d’inaugurer il y a deux ans une politique de « main tendue » aux catholiques. Mais cette hypocrisie est par trop éclatante. Il s’agit d’une alliance tactique, c’est-à-dire d’une manœuvre absolument antichrétienne par sa nature et j’ajouterai blasphématoire. « Les athées que nous sommes te tendent la main, catholique », ai-je entendu prononcer par Duclos, leader communiste français. C’est autant dire qu’on tient la foi du catholique pour nulle et sans effets pratiques. Car voici le dilemme inévitable : ou bien l’on croit, ou bien l’on ne croit pas. Si l’on croit, on ne tend pas la main, on entre dans l’Église. Si l’on ne croit pas, l’acte de tendre la main signifie simplement : je te pardonne cette faiblesse bizarre mais après tout sans conséquence. Je veux bien croire qu’elle ne t’empêchera pas de collaborer au dessein de l’incroyance. Mais prenons garde ! L’incroyance consciente n’a jamais pu tendre la main à la vraie foi, à la foi militante et missionnaire. L’incroyance fameuse des Juifs n’a pas tendu la main au Christ, mais elle l’a crucifié. Et elle l’a crucifié dès l’instant où elle a compris que le Christ refusait de servir ses desseins, et de se laisser couronner roi. Voilà la situation réelle et éternelle, et dans le fond de notre cœur, nous savons bien que c’est encore la nôtre.

[[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_15.jpg/full/full/0/default.jpg) Quant à la protection qu’Hitler entend accorder aux chrétiens, à ces pauvres chrétiens persécutés par les ignobles bolchévistes, il est un homme qui vous en parlerait mieux que moi, qui vous en parlerait en pleine connaissance de cause, un homme qui vit en prison et dont l’exemple sauvera l’honneur de notre époque : c’est le pasteur Martin Niemöller, « incarcéré pour fait de christianisme » comme l’écrivait l’autre jour Paul Claudel.

⁂

*L’esprit totalitaire, religion de la nation*, tel est le fait qui domine le xxe siècle. Une religion de la nation déifiée. À condition que l’on prenne ces mots dans leur sens littéral et virulent, non par image — vraiment c’est une religion, et vraiment la nation a pris la place de Dieu. Je ne connais pas de définition plus simple, plus complète, ni moins discutable à mes yeux, du phénomène totalitaire. Elle a le mérite d’embrasser la réalité profonde et inavouée des trois régimes dictatoriaux, en même temps qu’elle explique leurs ressemblances, et qu’elle donne la clé de leur tactique. D’autre part elle réduit à leurs vraies proportions les doctrines officielles de ces régimes. On voit enfin que s’ils ont triomphé, ce n’est pas au marxisme de Lénine, au machiavélisme du Duce, ou au programme hétéroclite du Führer qu’ils le doivent. Mais bien à une poussée religieuse, inconsciente et désordonnée, que ces doctrines ont su capter et mettre au pas, jusqu’au moment où le pouvoir a été pris. Hitler écrivait dans *Mein Kampf* :

Dans sa grande majorité, le peuple se trouve dans une disposition et un état d’esprit à tel point féminins que ses opinions et ses actes sont déterminés beaucoup plus par l’impression [[p. 16]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_16.jpg/full/full/0/default.jpg) produite sur les sens que par la pure réflexion. La masse… est peu accessible aux idées abstraites. Par contre, on l’empoignera plus facilement dans le domaine des sentiments… Quiconque veut gagner la masse doit connaître la clé qui ouvre la porte de son cœur. Dans tous les temps, la force qui a mis en mouvement sur cette terre les révolutions les plus violentes a résidé bien moins dans la proclamation d’une idée scientifique qui s’emparait des foules que dans un fanatisme animateur et *dans une véritable hystérie qui les emballait follement*.

Maintenant, je n’ignore pas qu’on a donné d’innombrables définitions politiques, économiques, sociologiques, des régimes totalitaires. Elles sont parfois contradictoires, souvent discutables, toujours aisément réversibles. Je ne nie pas leur intérêt, mais il demeure secondaire par rapport au fait religieux fondamental.

Il est juste, par exemple, de remarquer que le bolchévisme s’est appuyé sur les ouvriers de Pétrograd, tandis que les deux fascismes ont cherché leurs appuis dans la petite bourgeoisie et dans le grand capital. Cela fait, au départ, une différence considérable. Mais il est d’autant plus frappant de voir qu’à l’arrivée, cette contradiction s’évanouit. Les nationalistes allemands insistent de plus en plus sur leur socialisme, et les socialistes russes, sur leur nationalisme. Songez que l’industrie lourde allemande est en voie d’étatisation, ce qui représente un processus socialiste. Et songez, d’autre part, que les sujets du Père des peuples subissent l’interdiction de quitter la Russie *sous peine de mort*, ce qui est une très curieuse manière de concevoir l’internationale… Songez que la bourgeoisie allemande se plaint de perdre tous ses privilèges, paye des [[p. 17]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_17.jpg/full/full/0/default.jpg) impôts qui équivalent à une confiscation de capital, et gémit qu’on ne fait rien pour elle et qu’on ne s’occupe que des ouvriers. Songez aussi que le but du Service de travail est d’effacer les différences de classes. Celui qui présenterait un tel programme chez nous serait immédiatement traité de bolchéviste. Ce serait d’ailleurs une grosse erreur, un effort actuel de Staline est dirigé exactement dans le sens contraire, comme le démontre sa politique des salaires. Voici des chiffres que j’emprunte à l’ouvrage tout récent d’un communiste français orthodoxe :

|  |  |
| --- | --- |
| Salaire mensuel d’une bonne à tout faire en URSS | 80 roubles |
| Salaire d’un manœuvre | 120 roubles |
| Salaire d’un ouvrier qualifié | 240 roubles |
| Salaire d’un ouvrier stakhanoviste | 800 à 1200 roubles |
| Salaire d’un écrivain !!!! | 10 000 roubles |
| Salaire d’un cinéaste en vogue | 15 000 roubles |

Ainsi un ouvrier qualifié gagne trois fois plus qu’une bonne, un stakhanoviste (ouvrier-champion) 5 fois plus qu’un ouvrier qualifié ; un écrivain 10 fois plus qu’un stakhanoviste et 50 fois plus qu’un ouvrier ordinaire. Je répète que j’extrais ces chiffres d’un ouvrage entièrement favorable à Staline.

Il résulterait de ces données que les gens de droite devraient appuyer Staline et combattre Hitler, si c’était au nom de la raison et de leurs intérêts qu’ils jugeaient. Mais on sait bien qu’il n’en est rien. Ils préféreront se faire socialistes avec Hitler, et critiquer le capitalisme de Staline. Il en va de même, bien entendu, pour les gens de gauche, encore qu’il soit juste de marquer qu’ils se méfient plus de Staline que les droites ne se méfient d’Hitler. Dans les deux cas, ces partisans sont les victimes d’idéologies de façades, sans [[p. 18]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_18.jpg/full/full/0/default.jpg) grands rapports avec les phénomènes réels, mais qui ont le don de les rassurer d’une manière toute sentimentale. Il n’y a pas de pires utopistes, dans notre monde présent, que les hommes de partis.

On dit aussi : le communisme nivelle tout, tandis que le fascisme crée les hiérarchies. C’était peut-être vrai il y a vingt ans. Mais je viens de vous rappeler que le but des camps de travail est proprement de niveler les classes, et que la raison des formidables différences de salaires en Russie est au contraire de constituer des « cadres dirigeants » — car on ne dit pas des classes — entièrement dévoués au chef ».

On dit encore : Hitler est le rempart qui protège l’Europe contre la barbarie des bolchéviques. Il a sauvé notre culture. Mais on pourrait soutenir, preuves en main, la thèse inverse. Hitler va supprimer les universités, tandis que l’URSS les multiplie. Hitler décourage les études, tandis que l’URSS y pousse de toutes ses forces, etc., etc.

Je n’insiste pas, encore qu’il soit aisé de faire cent remarques analogues en ce qui concerne le statut des ouvriers, de l’industrie, de l’armée, et de la pensée libre, dans les régimes communistes et fascistes, mais tout cela, je le répète, est secondaire. Si l’on s’interroge honnêtement, on s’aperçoit que ce n’est pas cela qui compte. Je suis certain que vous avez tous vos préférences, même si vous rejetez le fascisme autant que le communisme, en théorie. Si vous étiez forcé de choisir, vous choisiriez. Le feriez-vous après enquête approfondie sur la réalité des deux régimes ? Ou simplement, choisiriez-vous selon vos partis pris secrets ? Je ne puis que laisser cette question ouverte. Ce qui est clair, c’est que les gens qui se passionnent pour Hitler contre Staline, ou l’inverse, ne le font pas [[p. 19]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_19.jpg/full/full/0/default.jpg) sur la base d’une connaissance des faits. Ils le font au contraire sur la base d’une furieuse ignorance du réel. Ils ont entendu dire, ils ont lu un article… les rentes baissent… les salaires sont trop faibles… la presse excite de vagues paniques… et l’on choisit ! Si par hasard on voulait vérifier son parti pris en le confrontant avec les faits, un verrait qu’il faut se livrer à des recherches techniques au cours desquelles toute espèce de passion s’évanouirait. Mais dans le fond, c’est la passion qu’on aime, et non la froide vérité. Il est commode et agréable de traiter de fasciste ou de communiste le Monsieur dont la tête ne vous revient pas, et cette injure est d’autant plus facile qu’on ignore davantage de quoi on parle. Ensuite, à supposer qu’on aboutisse à relever des différences *réelles* entre les deux régimes — et on le peut —, il faut avouer que ces différences s’atténuent de mois en mois. Ce qui apparaît alors derrière le camouflage des nuées doctrinales et l’enchevêtrement des détails historiques, c’est le visage unique du totalitarisme, monumental et pétrifié, l’immense idole de la nation armée, encensée par des foules en rang, dans une hystérie solennelle, dans cette espèce d’horreur sacrée qui annonce les sacrifices humains.

⁂

Il faut ici que je dise deux mots au sujet d’une certaine naïveté que j’observe quotidiennement dans la bourgeoisie libérale, de droite ou de gauche d’ailleurs.

Il est des gens qui viennent m’objecter : tout ce que vous dites est peut-être bien vrai, mais après tout, ces régimes-là n’ont-ils pas fait d’excellentes choses ? Prétendez-vous qu’il n’y ait rien [[p. 20]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_20.jpg/full/full/0/default.jpg) à prendre chez eux ?

Vous ne pouvez pas nier, me dit cet homme de droite, qu’Hitler n’ait rétabli l’ordre en Allemagne. Il fait régner la paix sociale. Il y avait 6 millions de chômeurs en 1933, il n’y en a plus que 1 200 000[[4]](#footnote-4). La dignité de la nation est rétablie, et nous voici sauvés du communisme. — Même couplet au sujet de l’Italie, où les trains, comme on sait, partent à l’heure.

Et ne voyez-vous pas, me dit cet homme de gauche, que Staline a repris l’œuvre de Pierre le Grand, qu’il a fait de la Russie une grande nation, que les ouvriers s’y sentent chez eux, et mettent dans l’URSS tout leur espoir, qu’elle protège les démocraties menacées par le péril fasciste, et qu’elle fait mieux que l’Amérique ?

C’est ainsi que les uns et les autres apportent leur petite contribution à l’effort de la propagande totalitaire dans nos pays. Ils le font sans malice, et au nom du bon sens. Ils se rappellent cette bonne vieille femme qui portait pieusement son petit fagot au bûcher du supplice de Jean Huss : ce que voyant, le martyr prononça *O sanctas simplicitas !*

Oui, réellement, il faut une sainte simplicité pour croire encore qu’on puisse *détacher* telle ou telle pièce de ces régimes pour l’admirer isolément. Les libéraux qui parlent ainsi ignorent sereinement de quoi ils parlent. Ils ignorent tout bonnement le sens du mot *totalitaire*. Ils ne voient pas que l’esprit totalitaire est la condamnation radicale et brutale de l’esprit libéral au nom duquel ils admirent ceci ou cela, pris à part, tout en n’acceptant pas l’ensemble. C’est une effrayante ironie sur le libéralisme impénitent, que cette manière libérale d’admirer les totalitaires. Comme si le mot *totalitaire* ne signifiait pas justement que *tout se tient*[[5]](#footnote-5) dans ces régimes, et que rien ne peut en être détaché, sous peine de perdre toute [[p. 21]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_21.jpg/full/full/0/default.jpg) espèce de sens ! Croyez-vous que Mussolini ait fait une révolution dans l’intention philanthropique de faire partir les trains à l’heure ? Croyez-vous que l’ordre social que vous admirez en Allemagne puisse être obtenu à bas prix, par des méthodes libérales ? Ne voit-on pas que cet ordre est simplement la suppression brutale et militaire de toute expression libre des *vrais* antagonismes ? Ne voit-on pas que la paix sociale est obtenue là-bas par l’écrasement des faibles ? Ne voit-on pas que l’unanimité des ouvriers en URSS résulte de la suppression brutale des syndicats et de la dictature des bureaucrates ? Ne voit-on pas enfin que ce qui importe aux dictateurs, ce n’est pas telle mesure en soi, mais au contraire le sens qu’elle prend par rapport au mouvement total, à la religion de la nation armée ?

⁂

Mais revenons à des choses plus sérieuses. Voyons à quoi tendent, pratiquement, l’ambition des totalitaires, et leur nouvelle religion étatique.

Vous savez qu’en Russie comme en Allemagne, l’éducation de la jeunesse consiste à supprimer chez elle toute espèce de conflits moraux, sentimentaux ou spirituels. Les conflits intérieurs, le tragique privé, les problèmes individuels, c’est un manque à gagner pour l’État, c’est de l’énergie perdue pour l’armée nationale. Un Nietzsche ou un Dostoïevski seraient de très mauvais SA, de très mauvais stakhanovistes, des hommes que leurs soucis privés empêcheraient de marcher bien au pas. Il s’agit donc de former une jeunesse en qui le sens de la discipline remplace le sens de l’intime réflexion. Un développera, bien entendu, les qualités d’initiative, mais seulement [[p. 22]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_22.jpg/full/full/0/default.jpg) dans le cadre étatique. Lorsque les Russes ou les nazis parlent d’initiative individuelle, il faut entendre qu’il s’agit d’aptitudes proprement militaires, telles qu’en exige la guerre moderne. C’est ainsi, par le sport et la morale d’État, qu’on est en train de fabriquer une jeunesse sans problèmes intimes, une saine jeunesse toute délivrée des miasmes de l’intelligence et de la culture bourgeoise, une jeunesse qui possède dans un corps sain aussi peu d’esprit que possible.

Or, comme les hommes ne peuvent pas vivre sans passion, et que la passion individuelle est condamnée, il s’agit de *reporter* tous les conflits et les passions à l’échelle de la seule *nation*. Tel est le sens du totalitarisme : c’est la nation totale qui est seule dotée de qualités individuelles, d’initiative réelle, de liberté et de responsabilité morale.

Quand le Führer réclame la *liberté* pour les Allemands, cela ne signifie pas du tout qu’il est devenu subitement démocrate. La liberté, dans son esprit, est un attribut de la nation, et non pas des individus. Elle suppose même le renoncement aux libertés individuelles. Elle consiste, par exemple, dans le droit d’annexer l’Autriche ou de réarmer en dépit des traités.

Ainsi, toutes les qualités et tous les vices que l’intérêt de l’État ou la morale interdisent aux particuliers, sont reportées sur la nation divinisée et deviennent son apanage. La nation étant Dieu a tous les droits. Sa volonté seule définit ce qui est le bien et ce qui est le mal. Voici un paragraphe tiré de *Mein Kampf* qui le confirme sans équivoque :

Telle solution sera-t-elle avantageuse pour notre peuple, actuellement ou dans l’avenir, ou lui causera-t-elle un dommage ? Voilà la seule opinion qui compte.

[[p. 23]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_23.jpg/full/full/0/default.jpg) Il s’agit donc d’« éliminer impitoyablement toute considération de politique de partis, de religion, d’humanité, bref toutes autres considérations quelles qu’elles soient… » Ce sont les propres termes du Führer, je le répète.

Dès lors, tout ce que morale et religion condamnent dans la vie d’un particulier devient le devoir sacré de la nation : l’orgueil est glorifié, quand il est national, les attitudes provocantes sont de règle, en tant que nation, ou le droit de se faire valoir comme le plus grossier nouveau riche. Les vantardises les plus puériles deviennent le thème des discours officiels : c’est moi le plus grand, le plus riche, le plus nombreux, le plus infaillible des peuples. La nation des totalitaires se comporte exactement corme les « bandits d’honneur » de la Corse. Elle a la même « morale », si l’on peut dire, et les mêmes susceptibilités. De plus, elle a toujours raison puisqu’elle est sainte, puisqu’elle est divine.

Une conclusion se dégage, claire et nette, des écrits des grands chefs et de leurs actes récents : la morale totalitaire inaugure dans notre histoire le règne du butor armé.

Que cela satisfasse les instincts d’un certain nombre de nos contemporains, c’est indéniable. Je dirai plus : la brute sommeille dans la plupart des civilisés. Mais on peut se demander si l’idéal est de réveiller cette brute, de l’exciter et de la satisfaire collectivement. La question eût paru grotesque il y a vingt ans. Elle se pose sérieusement aujourd’hui, et beaucoup d’hommes la tranchent déjà par une joyeuse et solennelle affirmative.

[[p. 24]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_24.jpg/full/full/0/default.jpg) « L’État fasciste, écrit Mussolini, est une volonté de puissance et de domination. » Il s’oppose à l’« esprit casanier, signe de décadence ». Notez que cet esprit casanier, c’est ce qu’on appelle chez nous : la volonté de rester dans ses frontières et de ne pas embêter ses voisins. Signe de décadence, aux yeux du Duce.

Ainsi la religion de la nation a pour contenu la volonté de puissance. Mais cette volonté, en pratique, ne peut conduire qu’à la guerre, car tout de même, la nation infaillible n’est pas seule dans le monde réel, comme elle est seule dans sa rêverie passionnée de domination. Elle a tout de même, en fait, quelques voisins. Et dès lors, la passion nationale qui a confisqué à son profit, et *nationalisé* les passions personnelles, cette passion unique et totale ne peut trouver son champ d’action que dans le conflit avec les voisins. L’État totalitaire, c’est l’état de guerre. Nés de la guerre, organisés pour elle et selon ses méthodes propres, les régimes autarchiques ne peuvent aboutir, quoi qu’ils fassent, qu’à la guerre avec le voisin. Quoi qu’ils fassent et même quoi qu’ils veuillent. En vertu d’une logique implacable et dont ils ne sont plus les maîtres. Il ne leur reste plus qu’à glorifier l’inévitable, donc à diviniser la guerre. Ils n’y manquent pas.

Voici un texte de Mussolini, texte officiel s’il en fut, puisqu’il figure dans la définition du fascisme, composée à tête reposée après dix ans de pouvoir, par le Duce lui-même. Il figure dans l’Encyclopédie italienne. Il est intitulé : *La Guerre et la vie comme devoir.*

Avant tout, le fascisme, en ce qui concerne d’une manière générale l’avenir et le développement de l’humanité — et abstraction faite de toute considération de politique actuelle —, ne croit ni à la possibilité ni à l’utilité de la paix perpétuelle. Il repousse le [[p. 25]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_25.jpg/full/full/0/default.jpg) pacifisme, qui cache une fuite devant la lutte et une lâcheté devant le sacrifice. La guerre, seule, porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime une marque de noblesse aux peuples qui ont le courage de l’affronter. Toutes les autres épreuves ne sont que secondaires et ne placent jamais l’homme en face de lui-même, dans l’alternative de la vie et de la mort.

Trente pages plus loin, je lis ceci : « Le fascisme et une doctrine de vie… car il a eu ses morts et ses martyrs. »

Et maintenant, pour ceux qui penseraient que la Russie au moins est pacifiste, voici une page traduite des *Izvestia*, journal officiel de Staline. Elle est datée du 6 septembre 1935, et commente un décret donné 3 jours avant, instituant le port obligatoire de l’uniforme pour tous les écoliers, dès l’école primaire.

Il faut inculquer à l’enfant que le jeune citoyen soviétique doit obéir à son maître comme le soldat rouge à son officier, l’ouvrier son contremaître et l’ingénieur son directeur…

Il faut aider de toutes nos forces l’école dans sa lutte pour la discipline. Il faut se féliciter sans réserve de la décision du Comité central du parti introduisant le port obligatoire d’un uniforme pour les écoliers. Autrefois, nous nous moquions de l’honneur dû à l’uniforme, parce que les classes ennemies et exploiteuses s’en servaient pour mieux juguler et exploiter le peuple. Mais aujourd’hui nous défendons l’honneur de l’uniforme de l’Armée rouge qui nous protège et nous savons que nos enfants sont pleins d’amour et de fierté pour notre Armée rouge. Je n’ai pas rencontré un seul enfant qui, à la question : « Veux-tu servir dans l’Armée rouge ? », répondit non. Que nos enfants sachent donc que le but de l’école est de les préparer au rôle de soldats de l’Armée rouge, de soldats du socialisme, et que le droit de porter l’uniforme de l’école est un grand honneur.

[[p. 26]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_26.jpg/full/full/0/default.jpg) On se demande ce que le socialisme vient encore faire dans cette histoire d’uniformes et de respect dû aux galons. C’est une survivance rhétorique. On sent bien que l’important, ici, c’est « l’amour et la fierté » qu’éveille l’armée.

D’autre part, nous savons aujourd’hui que l’objectif réel du premier plan de 5 ans, développant d’une manière absurde l’industrie lourde, c’était tout simplement la puissance militaire. Le dernier discours de Staline exalte d’ailleurs, en termes très mussoliniens, la puissance offensive de la Russie nouvelle.

Résumons-nous : la religion de la nation, à défaut d’autre foi réelle, a pour contenu la volonté de domination. Cette volonté ne peut s’appuyer que sur un peuple encaserné dès son enfance. Elle ne peut trouver son objet, son point d’application concret, que dans la guerre. Or la guerre signifie la mort. La religion des masses, c’est donc le culte de la mort. « Doctrine de vie… car elle a eu ses morts », s’écriait l’un des dictateurs. Non pas doctrine, dirai-je, mais passion.

Wagner, dans son plus grand chef-d’œuvre, qui est le poème orchestral de *Tristan*, nous révèle le dernier secret de la passion sous toutes ses formes. La passion exalte la vie à l’extrême des puissances humaines : mais ce n’est là que l’apparence. En vérité, ce qu’elle veut, c’est dépasser la vie insupportable et limitée, c’est dépasser l’angoisse qui l’exalte, c’est sombrer dans la Nuit éternelle. Souvenez-vous de la mort d’Isolde, de ce crescendo infini vers la catastrophe désirée ! Ce que veut la passion, c’est la mort, la catastrophe et le commun naufrage. Et la religion totalitaire n’est rien d’autre que la passion transportée à l’échelle des peuples déifiés.

[[p. 27]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19380500etdp_27.jpg/full/full/0/default.jpg) J’aborde ici la seconde partie de cet exposé : elle sera beaucoup plus brève, rassurez-vous, car nos critiques ont déblayé le terrain pour reconstruire.

En face de la menace et de la tentation totalitaire, la question qui se pose maintenant, c’est *Que faire ?*

J’essaierai d’y répondre dans la perspective du personnaliste. Et ce sera la meilleure façon de définir cette doctrine — non par quelques formules abstraites et générales, mais par certaines applications historiques et immédiates.

Pour répondre à la question *Que faire ?* il faut se rappeler d’abord les *causes* du succès des totalitaires. Et cela nous dictera peut-être les *moyens* de résistance et les vrais *buts* d’une contre-attaque.

Le totalitarisme a triomphé surtout pour deux raisons, me semble-t-il.

[La suite de cette conférence a été publiée dans les [*Cahiers protestants*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/cp) en juillet 1938, sous le titre : « [La vraie défense contre l’esprit totalitaire](https://www.unige.ch/rougemont/articles/cp/ddr193807cp) ».]

# [ddr19390000psc] Pour une « Suisse chrétienne » (1939)[[6]](#footnote-6)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19390000psc_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Est-ce un nouveau slogan ? Il ne court pas encore les rues, mais on le voit paraître, de plus en plus souvent, dans certains articles, dans certains discours, dans certains programmes de groupes ou de partis politiques, tant « réactionnaires » qu’« avancés », tant catholiques que non confessionnels, et même, quoiqu’un peu plus rarement, dans notre presse protestante. Il est donc temps de poser à notre tour la célèbre question de Foch : « De quoi s’agit-il ? »

Nous n’avons pas en vue, ici, telle ou telle déclaration précise, telle ou telle personnalité ou tendance qui se serait réclamée de la « Suisse chrétienne », mais plutôt le sens moyen et encore flottant de cette expression. Nous pensons que le moment est venu de définir, du point de vue protestant, ce que l’on doit entendre par « Suisse chrétienne », si l’on veut éviter que des malentendus déjà *possibles* ne deviennent bientôt réels et irréductibles.

⁂

L’expression « Suisse chrétienne », en soi, nous paraît appeler deux critiques assez graves.

1. À parler rigoureusement, l’adjectif « chrétien » ne saurait s’appliquer qu’à l’homme *converti au Christ*. À mesure que le terme de chrétien prend une extension plus grande, et s’éloigne de ce sens primitif par une suite de dérivations de plus en plus indirectes, toutes sortes d’abus deviennent possibles. On peut [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19390000psc_02.jpg/full/full/0/default.jpg) certes parler d’Église chrétienne, puisque l’Église est le corps du Christ. On peut encore parler de doctrine chrétienne, lorsqu’il s’agit de la doctrine de cette Église, — mais c’est déjà un sens dérivé. Si l’on parle maintenant d’une politique chrétienne, c’est alors une dérivation de dérivation, puisqu’il s’agit d’une politique plus ou moins fidèlement déduite de la doctrine élaborée par une Église dont le chef est le Christ. Le risque d’abus apparaît clairement. Et lorsqu’on va plus loin encore, lorsqu’on parle par exemple de nation chrétienne, ou même de civilisation chrétienne pour désigner l’Europe et son histoire, le sens de l’adjectif devient tellement indirect qu’il finit par recouvrir n’importe quoi, y compris les choses les plus contraires à l’Évangile : c’est ainsi qu’on appelle « chrétienne » la civilisation que les blancs apportent aux colonies, c’est-à-dire le machinisme, l’argent, les armes à feu, l’alcoolisme, etc. Première raison de se méfier d’un emploi inconsidéré du nom de « chrétien » pour désigner autre chose que l’homme converti.

2. Si l’on est conscient de ce danger, pourra-t-on qualifier de « chrétiens » certains États ? Un État, c’est une organisation. Or une organisation ne peut pas se convertir, et ce qui est chrétien, c’est ce qui est converti au Christ. Mais, dira-t-on, si l’État repose sur des bases doctrinales conformes à la doctrine chrétienne, ne peut-on pas, dans un certain sens, évidemment indirect, l’appeler un État chrétien ? Cela ne suffit pas encore. Car si l’on imposait à une tribu nègre une organisation déduite de la doctrine calviniste par exemple, alors que tous les membres de la tribu resteraient païens, il est clair qu’on n’aurait pas encore le droit de parler d’État chrétien. Pour que l’on eût ce droit, il faudrait que tous les citoyens, ou en tout casle plus grand nombre, fussent des chrétiens. Et si nous revenons [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19390000psc_03.jpg/full/full/0/default.jpg) à notre slogan : pour que l’on puisse parler sans abus d’une « Suisse chrétienne », il faudrait qu’au moins la majorité des Suisses fussent des chrétiens convertis. Or je ne pense pas que ce soit le cas. Et dès lors, parler d’une Suisse chrétienne, dans l’état présent de notre pays, c’est faire une anticipation qu’il serait très dangereux de prendre pour une réalité politique. (Dangereux pour les chrétiens, désobligeant pour les incroyants.)

⁂

Cependant, s’il est bon de vérifier d’abord le sens des mots, afin de prévenir certains abus de langage qui pourraient en entraîner d’autres plus graves, sur le terrain de la doctrine et des faits, on ne saurait s’en tenir là, sans passer à juste titre pour un puriste stérile. Cherchons donc à voir quelles réalités, et quelles tendances concrètes se cachent derrière l’emploi courant de cette expression approximative, et en soi dangereuse. J’en vois deux, l’une excellente, l’autre des plus suspectes.

La première est une tendance que j’appellerai *évangélisatrice*. Ceux qui parlent en son nom de « Suisse chrétienne » ont en vue la christianisation réelle de notre pays. Ils voudraient que tous les Suisses deviennent chrétiens, et que, *par suite*, ils réalisent les réformes politiques, sociales et économiques indispensables pour que la Confédération puisse être qualifiée d’État chrétien.

La seconde tendance, au contraire, traduit, inconsciemment sans doute, un désir *politique d’abord* : celui de défendre l’état de choses existant contre le communisme ou l’hitlérisme. Ces dernières doctrines se donnant comme antichrétiennes, leurs adversaires se voient naturellement tentés de les combattre à l’aide du christianisme. Ce n’est d’ailleurs pas forcément de leur christianisme personnel qu’il s’agit alors, mais peut-être surtout de celui des autres… de [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19390000psc_04.jpg/full/full/0/default.jpg) ce « christianisme » officiel et diffus, qui est considéré comme faisant partie de l’ordre établi et de la civilisation bourgeoise.

En d’autres termes, si certains sont tentés de recourir à l’appui du christianisme, c’est moins parce qu’ils le croient *vrai* que parce qu’ils le croient *utile* à leur cause. Ils songent moins à le servir qu’à s’en servir. Voilà le danger. Il n’est pas négligeable. Il est même d’autant plus à redouter qu’il est très souvent ignoré de ceux-là mêmes qui le créent, et qui pensent n’avoir vraiment que de bonnes intentions. La Suisse est le pays du monde où l’on se méfie le moins des bonnes intentions. C’est précisément pour cela que je m’inquiète, dès l’abord, lorsque j’entends prôner la « Suisse chrétienne ». Je demande : quelle Suisse ? et comment « chrétienne » ? Je demande s’il s’agit de la Suisse d’aujourd’hui ou de celle qu’on espère à l’avenir. De celle qu’un arrêté du Conseil fédéral décréterait du jour au lendemain « chrétienne », pour la sauvegarde de l’ordre établi, — ou de celle que Dieu convertirait pour Son honneur ?

⁂

Comment favoriser la tendance évangélisatrice tout en évitant qu’elle soit *utilisée* d’une manière abusive par la politique ? Telle est la question concrète que nous pose désormais le mouvement vers la « Suisse chrétienne ».

Si nous prenons vivement conscience de cette question, nous aurons fait le principal. Car la réponse est alors évidente : *il* *faut, et il suffit, pratiquement, que ce soient les Églises, et non pas un parti ou une classe sociale, qui prennent l’initiative de revendiquer une « Suisse chrétienne »*.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19390000psc_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Alors tout sera clair. Alors — mais alors seulement —, il n’y aura plus d’équivoques à redouter. On saura que la Suisse chrétienne est celle qui veut servir le Christ, et non pas celle qui veut se servir de son nom. On saura qu’il s’agit d’un mouvement de conquête religieuse, et *par suite* de rénovation civique, non pas d’une vaine habileté de politiciens, ou d’une confusion du temporel et du spirituel. On saura qu’il s’agit de conversion, non de maintien de l’ordre bourgeois.

Que chacun donc s’examine sérieusement et se demande si c’est par *fidélité d’abord* qu’il appelle une Suisse chrétienne, et non par un calcul politique ou social inconscient. Car tout dépend de cela : savoir au nom de quoi ou au nom de qui nous agissons. Et le déclarer en tout temps.

# [ddr19400000qhei] Quelle heure est-il ? (1940)[[7]](#footnote-7)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Pendant des siècles, l’équilibre entre les grands États qui entouraient la Suisse fut notre garantie d’indépendance.

Cet équilibre vient d’être rompu.

L’immense révolution totalitaire a refermé autour de nos frontières un cercle sans fissures, qui nous isole du monde.

La Suisse est réduite à elle-même. Quelle que soit l’amitié que lui portent ses voisins, elle se voit menacée dans son autonomie par la force des choses et par la contagion des idéologies nouvelles. Le régime qui va régir l’Europe s’appuie sur des *masses* qui n’existent pas chez nous. Il est animé d’une volonté impériale qui nous est interdite. Il est rigoureusement centralisé, et nous sommes une fédération. Il aspire à l’unification de la race, de la langue, de la culture, et nous, nous sommes jaloux de nos diversités dans tous ces domaines. Il est dictatorial, et nous sommes démocrates. Son industrie et son agriculture sont totalement socialisées ou nationalisées, et les nôtres relèvent encore en grande partie de l’initiative et de la propriété privées.

Ces oppositions sont évidentes. Elles ne résultent pas de nos opinions et de nos appréciations. Elles ne résultent pas non plus de la malveillance de nos voisins, qui ont au contraire réaffirmé leur volonté de respecter notre pays. Elles sont inscrites dans les faits. Notre régime, notre autonomie, nos libertés traditionnelles, tout cela est sérieusement mis en question par l’organisation de la nouvelle Europe. Nous courons le risque d’être absorbés économiquement, divisés racialement, manœuvrés moralement par des influences étrangères. [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Jamais notre existence indépendante n’a paru plus gravement menacée.

## Voix défaitistes

En présence de cette situation, certains nous proposent déjà de capituler sans combat. Si nous sommes attaqués, d’une manière ou d’une autre, murmurent-ils, pourquoi chercher à nous défendre ? *Primo*, ce n’est pas possible, *secundo* ce n’est peut-être pas avantageux, ni même nécessaire… Si nous nous laissons absorber, nous aurons la vie sauve, du travail et du pain. Que veut-on de plus ? D’abord « gagner sa croûte ». Le reste, liberté, honneur, démocratie, on en a trop parlé, ce sont de vieux bateaux. L’histoire suit fatalement son cours. Il n’est pas sage de se mettre en travers, il est fatigant de remonter le courant. Adaptons-nous, résignons-nous, tâchons de nous faire une petite place… Et puis, ce régime nouveau, c’est l’ordre ! disent à droite des industriels et des bourgeois. C’est le socialisme véritable ! répliquent à gauche des ouvriers, des fonctionnaires. Et tous en chœur concluant : pourquoi se défendre ?

## Réponse aux défaitistes

Je ne perdrai pas beaucoup de temps à réfuter les défaitistes. L’expérience m’a prouvé que ces gens-là ne sont pas sensibles aux raisons. Le défaitisme est une maladie de l’esprit et de la volonté. Une maladie ne se réfute pas à force d’arguments, elle se soigne. Et cette maladie-là ne peut être guérie que par l’action.

Il est évident qu’un pays comme le nôtre, en perdant son indépendance, perdrait *tout*. Il est évident qu’un peuple qui a été formé par six siècles de libertés civiques chèrement conquises ne supporterait ni physiquement ni moralement la dictature de l’étranger. Si d’autres peuples paraissent accepter le joug, c’est qu’ils [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_03.jpg/full/full/0/default.jpg) n’ont pas comme nous dans le sang, le besoin et l’antique habitude de gouverner eux-mêmes, sur place, à leur manière. Il est évident qu’une soumission à l’étranger bouleverserait profondément nos conditions de vie et de travail, et que ceux d’entre nous qui ont le plus à se plaindre de l’état social actuel seraient les premiers à regretter le temps où ils avaient encore au moins un droit : le droit de se plaindre. Nous *devons* nous défendre, comme nous l’avons juré ; nous *devons* répéter avec les anciens Suisses : « Plutôt la mort que l’esclavage. » Et non seulement nous le devons, mais avec l’aide de Dieu, nous le *pouvons* !

La Suisse est le pays d’Europe le mieux fait, par sa nature même, pour résister aux procédés de combat modernes. Sa topographie paraît avoir été calculée tout exprès pour opposer aux divisions blindées le maximum d’obstacles naturels. Ses forêts la protègent, non moins que ses montagnes. Ses traditions de résistance locale, vallée par vallée, village par village, sont connues de tous nos voisins : il n’en est pas qui soient plus favorables aux conditions modernes de la défense armée. Mais tout cela, dira-t-on, ne nous empêcherait pas de succomber au bout de quelques semaines devant des forces vingt fois supérieures. Il se peut. Mais une chose est certaine : c’est que nos voisins calculeront la dépense avant de lancer leurs armées. Il dépend donc de nous, de notre volonté et de notre préparation, que cette dépense soit jugée trop forte et que l’opération n’apparaisse pas rentable.

Une volonté indiscutée et unanime de nous défendre jusqu’au bout et *à tout prix*, voilà la seule garantie qui nous reste, — mais c’est aussi la plus solide. À l’inverse, le défaitisme est aujourd’hui la manière la plus sûre d’attirer le péril et de préparer la catastrophe. Si nous le voulons, nous pouvons nous défendre : mais si nous en doutons, nous sommes déjà perdus.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Voilà ce qu’il faut répondre aux défaitistes, parce que c’est vrai, parce que c’est évident. Cependant les meilleurs arguments et les appels au devoir les plus impératifs ne serviront de rien, ne seront que des phrases, si nous ne *savons* pas, et si nous ne *sentons* pas ce qu’est la Suisse que nous devons défendre, et ce que sont nos libertés. Il est temps que nous l’apprenions.

## Qu’avons-nous à défendre ?

Beaucoup de Suisses ne se rendent pas compte de la grandeur unique de leur petit pays. Voilà la vraie raison de leur défaitisme.

Ils ne savent pas ce que sont nos libertés, parce que la liberté est comme l’air qu’on respire : c’est quand on l’a perdue qu’on s’aperçoit qu’elle est indispensable. Nos héros, nos batailles et nos vertus civiques, ce sont pour nous des souvenirs scolaires, ennuyeux et pâlis. On nous a fait trop de discours conventionnels dans les cantines de tirs fédéraux. On nous a trop parlé du peuple des bergers, de Guillaume Tell et de Sempach : nous ne voyons plus le rapport entre ces vieux clichés et la situation réelle et dure que nous fait le monde d’aujourd’hui, avec ses crises économiques, son chômage chronique, sa lutte pour la vie et ses guerres totales. Nous ne voyons plus le rapport entre notre passé glorieux et le présent sévère et prosaïque.

Il est un mot, pourtant, qui éclaire et vivifie toute notre histoire, et qui la rattache au présent : *liberté*.

Un mot qui fut chez nos ancêtres bien plus qu’un mot : une raison de vivre et de mourir.

Notre histoire est celle de la liberté. Ajoutons : de la liberté *menacée*, conquise au prix des derniers sacrifices, toujours sauvée envers et contre tout. C’est l’esprit de liberté des communes.

[…][[8]](#footnote-8)

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Nos ancêtres n’ont pas combattu pour un mot. La liberté, pour eux, avait un sens concret : droit d’être armé, droit de s’occuper de ses affaires et le celles du pays, droit de donner à ses enfants l’éducation qu’on juge bonne.

Nous avons conservé ces libertés. Nous y sommes même tellement habitués que nous oublions ce qu’elles représentent. Si jamais l’étranger nous soumet, s’il prive un paysan du droit de posséder son champ, de vendre ou de consommer librement ses produits, s’il prive un ouvrier du droit de changer de domicile ou de profession, s’il réduit au silence l’opinion, réglemente les mariages et intervient dans la vie intime de chacun, nous comprendrons — trop tard — ce que signifiaient pour nous le bulletin le vote, arme civique, et le droit pour chaque soldat d’emporter chez lui son fusil. Ces symboles nous apparaîtront alors comme les marques du plus haut état de liberté et d’ordre véritable auquel soit parvenu un peuple européen. Jamais, nulle part ailleurs, le citoyen n’a mieux senti que la chose publique était sa chose, et qu’il en était responsable. Jamais, nulle part ailleurs, l’État ne lui a fait confiance à ce point-là. Voilà le *chef-d’œuvre politique* que nous avons à maintenir intact ! Voilà notre œuvre d’art nationale ! Voilà notre présent, digne d’un grand passé.

Mais il nous reste à voir qu’en défendant tout cela, nous défendons aussi un grand avenir.

Peut-être l’avenir de l’Europe.

## La mission des Suisses

Se défendre n’est pas suffisant, bien que ce soit indispensable. Se défendre n’est pas enthousiasmant ni créateur. Et certains Suisses me diront même : se défendre, c’est bon pour ceux qui *ont* quelque chose, mais pour ceux qui n’ont rien à perdre, le passé et le présent ne comptent guère. C’est un avenir qu’il faut. Donnez-nous [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_06.jpg/full/full/0/default.jpg) un avenir ! Donnez-nous un grand but commun !

Ils ont raison. Un peuple ne fait rien s’il n’a pas devant lui une espérance.

D’ailleurs, on ne se défend bien qu’en attaquant. On ne maintient un héritage qu’en travaillant à l’enrichir. Ainsi la Suisse ne survivra aux révolutions actuelles que si elle croit à la grandeur de son avenir. Il est temps que les Suisses comprennent que leur État est chargé d’une *mission*, et que cette mission seule les rend indispensables aux autres peuples de l’Europe.

Quelle est donc la mission de la Suisse ?

Le chef-d’œuvre que représente notre démocratie fédérative est à certains égards une survivance, au milieu de l’Europe totalitaire. Si la Suisse a été préservée, jusqu’ici, ne nous faisons pas d’illusions : c’est au titre de parc national des anciennes libertés civiques, partout ailleurs apprivoisées. On tolère cette « réserve gardée » comme un anachronisme pittoresque…

Reste à savoir si ce vestige du monde ancien ne va pas devenir un germe ! Le germe d’une Europe nouvelle, réconciliée avec elle-même et tolérante. Le noyau d’une Europe fédérée.

Adaptons-nous à la nouvelle Europe ! disent nos journaux. Oui certes, mais non pas comme des vaincus, des attardés et des imitateurs. Ce ne serait pas là du réalisme, car la faiblesse opportuniste est *toujours* un mauvais calcul. Nous ne pourrions pas, même si nous le voulions, nous transformer en un État totalitaire. Nos conditions physiques nous l’interdisent, et toutes nos coutumes y répugnent. Si nous refusons de devenir une colonie, il ne nous reste donc qu’une seule issue : faire de notre statut fédératif les prémisses d’un monde nouveau. Non pas imiter, mais créer ! Non pas se résigner, mais entreprendre ! Non pas suivre, mais devancer !

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans l’ère totalitaire qui vient de s’ouvrir, nous ne pourrons subsister en tant qu’État que si nous prouvons par le fait nos capacités créatrices. Notre rôle est dès lors tout tracé : *nous avons à maintenir sur notre coin de terre une pratique exemplaire des libertés civiques*. Jusqu’au jour où les peuples satisfaits de leurs conquêtes viendront nous demander les secrets de notre paix.

Cette mission est réalisable, elle n’est pas disproportionnée avec les forces que la nature et notre histoire nous ont données. Un germe, ce n’est jamais grand : l’image convient à notre taille. Mais on sait qu’il suffit d’une graine, poussée dans une fissure à peine visible, pour qu’éclate un gros bloc de pierre.

Gardons ce germe. Rendons-le fécond, ménageons-lui un terrain nourricier. Cela doit signifier pratiquement : essayons de nous rendre dignes, par une discipline personnelle, de l’idéal de liberté, d’entraide et de sérieux civique, qui est la raison d’être de la Suisse, et qui l’illustre aux yeux des autres peuples.

## Mais sommes-nous dignes de la Suisse ?

Ici, les « réalistes » m’arrêteront. Ils me traiteront d’idéaliste (c’est une injure dans certaines bouches). Ils me diront que la Suisse n’a pas de mission, et que la seule tâche sérieuse est de s’occuper du prix du lait ou des barèmes d’exportation. Je ne méprise nullement les problèmes de ce genre. Je dis seulement qu’un véritable réalisme ne doit pas commencer par là, et surtout ne doit pas en rester là. Les événements récents nous ont montré que la force d’un peuple dépend de sa foi dans ses destinées, et de la conscience qu’il prend de sa mission. Le reste étant l’affaire des techniciens.

Soyons net : si l’on ne veut pas parler d’une mission de la Suisse, qu’on ne parle pas non plus de la défendre.

[[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Ce ne sont pas des capitaux, ou le confort moderne que nous défendons : car beaucoup d’entre nous n’en ont pas, et ceux qui en ont savent bien qu’ils ne les perdraient pas nécessairement si la Suisse cessait d’être libre. Ce n’est pas pour nos paysages que nous nous ferons tuer : car l’étranger ne pourrait jamais nous les enlever, et il les protègerait probablement mieux que nous, s’il envahissait notre terre.

Seule, la volonté résolue de sauver un *idéal* personnel et commun, et de maintenir des *raisons* d’être nationales, peut donner à un citoyen l’esprit de résistance *à tout prix*. Voilà la leçon de l’histoire contemporaine. Voilà le véritable réaliste.

Or cette volonté résolue, soit réfléchie, soit instinctive, n’existe pas chez tous les Suisses, loin de là ! Qui pourrait sérieusement et honnêtement soutenir que nous sommes tous conscients des raisons d’être de la Suisse, et par là même imperméables aux propagandes étrangères ? Qui oserait dire que nous sommes, dans l’ensemble, à la hauteur de la mission de la Suisse ?

Ayons le courage d’avouer la vérité avant qu’il soit trop tard pour réparer le mal. Dans l’ensemble, le peuple suisse n’a guère le sens et la conscience de sa mission. Dans l’ensemble, il n’est guère « à la hauteur » de sa nature sublime, de son histoire et de ses libertés tant vantées.

Un siècle de matérialisme épais et inconscient, dans *toutes* les classes, a détendu bien des ressorts spirituels. Un siècle de confort et de sécurité trompeuse a endormi les énergies. Un siècle de luttes partisanes, de petits calculs politiciens, de petit réalisme à courte vue, d’indifférence religieuse affectée, et d’absence d’idéal viril, montre aujourd’hui ses effets menaçants pour le moral de la nation. On dit dans les discours : un pour tous, tous pour un. Mais [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_09.jpg/full/full/0/default.jpg) en pratique, c’est juste le contraire : chacun pour soi, l’État pour tous.

Trop de Suisses en sont arrivés à ne prendre au sérieux que les questions matérielles, — et sur une toute petite échelle, beaucoup trop courte pour le temps que nous vivons. Si cela dure, nous serons balayés, parce que nous n’aurons plus de raisons d’être, à nos yeux et aux yeux de l’Europe. Si cela dure, nous ne serons même plus capables de nous défendre par les armes. Une Suisse armée et surarmée, mais sans esprit de liberté et sans foi dans un idéal, c’est comme un obus sans fusée.

## Une révolution « à la suisse »

Voilà la situation. Et maintenant, que faire ?

Se défendre d’abord. Ce n’est plus une *question*. Le Conseil fédéral et le chef de l’armée ont publié au mois de mai de cette année un document qui les engage et nous engage sans discussion possible. Nous savons tous, citoyens et soldats, que ceux qui mettent en doute la volonté de résistance du gouvernement ou du commandement de l’armée sont traîtres au pays. Si le bruit se répand que nos autorités transigent ou capitulent, il s’agira, selon les termes mêmes du message, de propagande ennemie et de sabotage. N’oublions jamais qu’un ordre de poser les armes donné par radio est *incontrôlable*, hautement *suspect*; qu’un ordre écrit peut être *truqué*; que seul le message [de] mai fait loi, et que nous lui devons obéissance *quoi qu’il arrive*. Fortifions-nous dans cette conviction, afin qu’au jour où l’on nous attaquerait par l’intérieur, rien ne puisse ébranler notre moral, et créer de la confusion.

Mais, quelle que soit la volonté de nos chefs, elle ne suffira pas si, *à la base*, elle n’est pas appuyée par l’unanimité des hommes de cœur, par l’initiative de tous ceux qui ont un commandement local, [[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_10.jpg/full/full/0/default.jpg) par l’action immédiate de tous ceux qui ont leur tâche fixe, si minime soit-elle.

Pour se défendre avec succès, pour subsister, la Suisse doit redevenir une *communauté* solide et organique. Elle doit se refaire des bases sociales. Elle doit éliminer le poison partisan, et les causes séculaires de division du peuple. Elle doit se rénover dans son esprit, dans ses institutions, dans son rythme d’action. Elle doit se recréer et elle doit inventer, mais dans la ligne de son idéal traditionnel.

Je parle ici au nom des hommes qui ont été mobilisés pendant dix mois ; et au nom des jeunes gens qui sont encore sous les armes. Nous voulons, en rentrant, faire du neuf. Nous ne voulons pas que le train-train reprenne comme s’il ne s’était rien passé. Nous exigeons, à l’occasion de notre retour, le « grand nettoyage du samedi » dans toutes les pièces de notre maison suisse.

Mais attention ! Une solution n’est pas forcément bonne du seul fait qu’elle est « neuve ». Méfions-nous du faux neuf ! Méfions-nous des imitations, et des « adaptations » improvisées ! Méfions-nous souvent des politiciens qui sont prêts à utiliser la bonne volonté souvent naïve des jeunes générations, afin de la détourner sur des voies de garage.

On ne surmonte une révolution que par une autre révolution. Nous serons colonisés par les révolutions étrangères si nous essayons, avec beaucoup de retard, de les imiter. Nous ne nous sauverons que par une révolution « à la Suisse », conforme à notre amour de l’*ordre humain* et de la *liberté*, à nos traditions et à nos possibilités actuelles.

Cette révolution sera spirituelle d’abord ou elle ne sera pas. Elle sera politique ensuite. Elle sera nécessairement économique et sociale, si elle est d’abord, et réellement, spirituelle.

Révolution ou rénovation, réforme ou rajeunissement : l’étiquette n’importe pas. Ce qui importe, c’est un changement réel [[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_11.jpg/full/full/0/default.jpg) d’état d’esprit. Il sera réel s’il a des conséquences pratiques.

La révolution suisse sera fédéraliste et solidariste ; elle se fera au-dessus des partis, au-dessus des fausses oppositions gauche-droite, capital-travail, centralisme-régionalisme.

Elle sera fédéraliste, parce que cette forme politique est essentiellement suisse, et que la mission de la Suisse consiste justement à l’illustrer, à la réaliser d’une manière exemplaire.

Seul le fédéralisme bien compris échappe à la fois aux vices des démocraties centralisées et ploutocratiques, et aux vices des systèmes totalitaires et impérialistes. C’est le régime de l’avenir européen.

Le fédéralisme bien compris n’est pas l’égoïsme de la région isolée, mais la solidarité des régions autonomes. Il n’est pas le sacrifice des libertés à l’État, mais l’État mis au service des libertés. Il est à la fois « un pour tous » et « tous pour un ». Il est *l’union dans la diversité*.

Tous ses défauts d’application proviennent chez nous de ce que les uns oublient l’union (régionalistes), et les autres la diversité (centralistes). Ces défauts seront surmontés si nous renonçons à nos routines intellectuelles, à nos manies locales, à nos méfiances.

Ceux qui placent la discipline de leur parti au-dessus du bien commun de la fédération doivent être écartés des postes de commande, à tous les degrés.

Les journaux qui perpétuent des polémiques partisanes monotones, prolongées par la seule force de l’habitude, et hautement inopportunes à l’heure actuelle, doivent être d’abord *avertis* par leurs lecteurs, puis méthodiquement *boycottés* s’ils s’obstinent.

Les luttes sociales doivent faire place à une discussion technique des aménagements nécessaires.

Les syndicats ouvriers et les corporations doivent s’unir, [[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_12.jpg/full/full/0/default.jpg) pour discuter *ensemble*, et non séparément, avec les organisations patronales.

Les syndicats, les corporations et le patronat doivent s’unir pour discuter *ensemble*, et non séparément, avec les organes de l’État.

Le développement du *système coopératif dans les entreprises de production* doit devenir la base de la vitalité et de la résistance d’une économie vraiment fédéraliste.

La réduction du nombre des fonctionnaires et le rajeunissement des cadres administratifs doivent permettre à l’État fédéral une adaptation plus souple aux besoins locaux des entreprises et des communes.

Les ouvriers doivent comprendre que syndicat, corporation, coopérative sont synonymes, et signifient tous : *solidarité locale*, puis *fédération*. Alors ils renoueront la tradition la plus ancienne de la Suisse : celle des communes des Waldstätten, qui créèrent notre État et nos premières libertés.

Les patrons doivent comprendre qu’une entreprise n’est pas une affaire personnelle, mais la cellule organique d’un ensemble, tant social qu’économique. Le seul moyen de sauvegarder l’initiative nécessaire du chef, c’est de renforcer le sens de sa responsabilité sociale. L’étatisme abusif est toujours le résultat de l’égoïsme des chefs, tant patronaux que syndicaux. Un seul exemple illustrera tout ce qui précède.

Nous démobilisons : le problème du chômage se repose. La Suisse se trouve aujourd’hui, ce mois-ci, en présence d’une « épreuve de force » qui sera décisive pour le régime fédéraliste. Si elle parvient à supprimer le chômage dans le cadre des entreprises sans perdre l’essentiel des libertés civiques, elle aura donné un exemple qui peut féconder tout l’avenir. Si elle ne sait combattre le chômage qu’en [[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_13.jpg/full/full/0/default.jpg) créant un prolétariat étatisé et déraciné, elle formera elle-même l’armée qui la détruira par l’intérieur.

Chaque chômeur, dans les semaines qui viennent, représentera non seulement un scandale humain, mais une menace pour notre indépendance.

Chaque occasion de travail créée et utilisée comblera une lacune dans notre défense nationale.

Mais il faut que nous comprenions ce que signifie pour chacun le mot d’ordre : « Supprimons le chômage à tout, prix ! »

Je conjure les ouvriers de consentir à des réductions de salaire, si cela peut permettre de donner du travail à leurs camarades : il y va de la liberté des travailleurs.

Je conjure les patrons de consentir une réduction de leur profit, qui devra même être totale dans certains cas, si cela peut éviter des débauchages : il y va de la liberté des entreprises.

Je conjure les paysans de s’unir en coopératives agricoles de production, sur le modèle des communautés de la Suisse primitive, au lieu de s’épuiser en concurrence mesquine et en demandes de subventions.

Je conjure les fonctionnaires de faire un effort maximum d’humanité dans l’accomplissement de leur service ; chaque citoyen a le droit d’être considéré comme un cas particulier.

Je conjure nos gouvernants de gouverner, et de ne plus se contenter d’administrer. Je les conjure de se retirer s’ils ne se sentent plus la force d’innover : ils feront un acte de patriotisme, ils épargneront au pays des désordres autrement inévitables.

Les sacrifices qu’exige l’heure sévère que nous vivons ne sont pas impossibles. Je n’en veux pour preuve que ceux que nous avons accomplis déjà pour notre défense militaire et pour l’aide aux familles des soldats. Ce que la guerre sut obtenir de nous, il faut que [[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19400000qhei_14.jpg/full/full/0/default.jpg) la paix le maintienne, et le développe encore au maximum.

La Suisse est acculée à ce dilemme : ou bien se rénover, ou bien mourir ; ou bien donner un grand exemple de solidarité, ou bien se faire coloniser et disparaître sans honneur, avec tout son trésor de libertés.

Petit peuple chargé d’une grande mission : s’il la reconnaît, il sauve son avenir, et crée de l’espoir en Europe. S’il la néglige ou la trahit, il démissionne de son indépendance.

Que ceux qui, tranquillement, refusent cette démission viennent avec nous pour *travailler*. *Nous ne vous promettons qu’un grand effort commun*. Mais il vous rendra fiers d’être hommes, et d’être Suisses.

# [ddr19410100poh] Passion et origine de l’hitlérisme (janvier 1941)[[9]](#footnote-9)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_01.jpg/full/full/0/default.jpg) L’hitlérisme n’est pas la création d’un individu isolé, la création personnelle d’Hitler : c’est un phénomène de masse. Ce n’est pas non plus le résultat nécessaire d’un système économique déterminé : ses « convertis » se trouvent aussi bien chez les riches que chez les pauvres, chez les industriels que chez les fermiers, chez les intellectuels que chez les militaires. L’énumération des causes historiques plus ou moins immédiates du succès d’Hitler — le germanisme éternel, le traité de Versailles, l’inflation, la crainte du bolchevisme, la personnalité du dictateur, les tares des démocraties, la complicité du grand capital — ne suffit pas à expliquer pourquoi elles ont toutes convergé vers le même résultat. Face à l’ampleur et à la profondeur du phénomène, il semble que ces causes hétérogènes n’aient joué qu’un rôle de prétextes, d’agents catalyseurs, déterminés, orientés, portés par le phénomène lui-même — qui, par conséquent, reste encore à expliquer.

Quel est donc le principe de cohésion du mouvement hitlérien ? Quel est le secret de son pouvoir contagieux ? Ils me semblent résider dans les deux faits suivants : 1° L’hitlérisme est né comme réponse à l’aspiration communautaire des temps modernes, comme un remède à la décomposition individualiste de la société moderne. 2° L’hitlérisme réalise un transfert gigantesque des passions individuelles sur la Nation, représentée par le Führer et le Parti.

C’est à l’examen de la seconde thèse que je voudrais consacrer cet essai.

## [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_02.jpg/full/full/0/default.jpg) I. La passion et l’Occident

Presque toute notre sociologie, en tant que science est fondée sur des présuppositions rationalistes ou matérialistes. Qu’il suffise de mentionner ses fondateurs : Hegel, Auguste Comte et Marx. Depuis Lévy-Bruhl, il est vrai, nous avons tenté de décrire et d’interpréter certains phénomènes collectifs de nature irrationnelle. Cependant, il est curieux d’observer que nous les avons localisés chez les peuples soi-disant « primitifs ». L’étude de la passion dans les sociétés civilisées n’a été qu’à peine entamée par des hommes comme Georges Sorel, Gustave Le Bon ou H. de Keyserling. Des éléments valables peuvent être également trouvés dans l’analyse de l’Inconscient collectif, élaborée par C. G. Jung. Quant à moi, il me semble qu’une telle étude, poursuivie systématiquement, serait capable d’expliquer les phénomènes de masse qui dominent notre époque. Car la masse ne réagit pas comme un ensemble d’individus raisonnables ; la masse réagit selon la dialectique de l’Inconscient et, en particulier, de la passion à l’état pur.

Le phénomène de la *passion en soi* doit donc être examiné en premier lieu. J’utiliserai ici certains résultats d’[une étude que j’ai consacrée à l’évolution de l’amour-passion et de la passion mystique en Occident, du Moyen Âge à nos jours](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1939ao).

On sait que le xiie siècle a vécu ce que je n’hésite pas à appeler une « révolution affective » : ce siècle ne vit-il pas l’apparition presque simultanée de la première mystique chrétienne de l’Amour Divin : Saint Bernard de Clairvaux ; de la première histoire d’amour-passion : *Tristan et Iseult* ; des premiers poètes de l’amour pur : les troubadours ; et du premier couple d’amants célèbres pour leur passion désespérée : Abélard et Héloïse ?

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Les conséquences de cette révolution affective ont été si nombreuses et importantes — dans les domaines les plus divers — que nous avons encore aujourd’hui des difficultés à mesurer ou même à concevoir leurs dimensions. La passion est devenue la seconde nature des peuples de l’Occident (Américains compris) : ils ont donc une difficulté quasi instinctive à considérer la passion comme un phénomène spécifique, limité dans le temps, puisqu’il est apparu en tant que tel seulement au xiie siècle, et limité dans l’espace, puisqu’il est presqu’entièrement ignoré en Orient. Les peuples de l’Antiquité et ceux de l’Orient ont certes connu certaines formes de passion. Mais ils n’ont jamais admis, cultivé et admiré la passion pour elle-même comme le font ceux d’Occident. Ils l’ont considéré comme un excès soit morbide (Plutarque), soit ridicule (Ménandre). Il est possible, par conséquent, d’affirmer que la passion est l’une des caractéristiques de l’Occident moderne. Analyser la passion, telle qu’elle s’exprime originellement dans le mythe de *Tristan et Iseult*, c’est analyser du même coup certains aspects de l’évolution récente du monde occidental — ceux qui sont du ressort de l’Inconscient collectif et ceux qui sont intimement liés au phénomène totalitaire.

Le récit de l’amour de Tristan et Iseult est la première description connue d’une passion complètement triomphante. De même, c’est le modèle universellement admiré et toujours répété de toutes les histoires d’amour. Il concerne, il est vrai, seulement une forme de la passion, la passion concentrée dans l’amour d’un homme pour une femme. Mais il en donne les caractéristiques avec une vigueur vraiment exemplaire, et est devenu l’illustration classique des traits éternels de toute passion, en général. Énumérons-les ici brièvement.

Il faut se souvenir que l’amour de Tristan pour Iseult est décrit comme une *fatalité*, dans tous les sens du terme. Les amants s’aiment parce qu’ils ont bu le philtre d’amour par erreur. Leur amour est donc né en vertu d’un [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_04.jpg/full/full/0/default.jpg) pouvoir extérieur à eux-mêmes, indépendant de leur volonté et de leurs qualités individuelles. Leur amour n’est pas un choix, mais une destinée qui les subjugue et les prive de tout sentiment de responsabilité.

Or celui qui n’est pas responsable des actes de son coeur se sent pour cette raison même libre de tout sentiment de culpabilité. La destinée a conduit les amants à boire le philtre d’amour. Le pouvoir magique du philtre les contraint à commettre l’adultère. Ils vivent dans un état d’âme où les catégories du bien et du mal ont perdu leur réalité. Ceux qui ont fait l’expérience d’une passion intense savent que son premier effet est d’obscurcir le sens de la réalité. Bientôt c’est l’intensité même de la passion qui devient la preuve de la « réalité » de leur amour.

La passion ne transporte pas seulement les amants au-delà du bien et du mal, elle les entraîne aussi dans un univers quasi transcendant par rapport à la vie de tous les jours. Ils ne peuvent plus s’expliquer et bientôt ils ne le désirent même plus. Ils vivent dans une sorte d’*autarcie* *psychologique*. Ils ne se sentent pas obligés d’expliquer une conduite que les autres ne sont de toute façon pas susceptibles de comprendre.

Cet état d’aveuglement et de négation des normes ne peut être obtenu sans la création de tourments grandissants. Mais les *obstacles* que les lois divines et humaines opposent à leur passion, loin de la réprimer, ne font que la renforcer. On peut dire que l’amour croit et prospère avec les obstacles (séparations, épreuves diverses, existence d’un époux légitime : le roi Marc, etc.). L’amour les invente quand ils n’existent plus (épisode de l’épée nue placée par Tristan entre sa maîtresse et lui, alors qu’ils sont seuls dans la forêt). Plus leur amour grandit, plus les obstacles augmentent. Finalement, la vie elle-même, avec toutes ses limitations naturelles, physiques et morales, devient le seul obstacle au désir d’infini de leur passion. [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_05.jpg/full/full/0/default.jpg) La passion donne un démenti à la vie. De là le désir de la mort, la caractéristique de la passion pure. Wagner comprit si bien cela qu’il en fit le véritable sujet de son *Tristan*. Dans la mort, l’obstacle suprême, les amants voient l’émancipation finale et déifiante de toutes les barrières du monde créé. Dans la mort, comme l’a si bien dit le philosophe allemand Karl Jaspers, la Passion de la Nuit triomphe sur toutes les Lois du Jour.

Par conséquent, l’essence de la passion paraît être le choix d’un tourment intense et même mortel de préférence à celui des joies et des peines de la vie quotidienne. D’ailleurs, la passion agit précisément comme l’*hypnose* : elle dépossède l’individu de son libre arbitre et l’enferme dans un monde sans contact avec l’extérieur, au-delà des catégories morales, légales et rationnelles.

## II. Évolution de la passion en Occident

Pourquoi la Passion fit-elle irruption en Occident au xiie siècle ? Pour répondre à cette question, je devrais trop m’écarter de mon sujet[[10]](#footnote-10). Je prendrai ici la passion comme base historique de départ en indiquant seulement qu’elle est sans aucun doute le résultat d’une déviation hérétique et paganisante de l’aspiration chrétienne primitive : l’amour pour les choses de l’Éternité, l’acte de foi paulien (« pour moi … mourir est un gain »). Passion et christianisme sont liés l’un à l’autre de la même manière qu’hérésie et orthodoxie. En somme, il est possible de définir la passion comme la réaction d’une âme païenne contre le christianisme. De fait, le phénomène de la passion se développe au xiie siècle dans les zones d’hérésie situées entre le gnosticisme chrétien et le paganisme platonisant. [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais de toute façon ici nous nous intéressons à l’évolution sociologique de la passion, après son apparition (comme à une maladie qui après être passée par la période d’incubation, apparaîtrait enfin au grand jour).

La mystique d’un Saint Bernard ou d’un Saint François d’Assise « canalisait » la passion naissante dans les catégories du christisme orthodoxe. Elle la reliait à la Révélation et à la morale évangélique tout en gardant son vocabulaire, qui fut créé par les troubadours et les trouvères. La littérature romanesque engendrée par *Tristan* canalisa la passion dans le domaine érotique. Elle lui donna des règles, une rhétorique et un vocabulaire qui n’étaient applicables qu’aux histoires d’amour. C’est pourquoi cette littérature devint un moyen de défense de la société contre la passion anarchique et antisociale. Elle ramenait le dommage à un domaine apparemment très peu dangereux pour le bien public, celui des sentiments individuels. D’autre part, les lois de la chevalerie réglaient à la même époque la forme que devait observer la passion pour les armes. En fait, nous nous trouvons en face d’une seule et unique réaction « d’auto-protection » de la société, car nous savons que l’amour courtois (*cortezia*) déterminait d’un seul et même coup les rituels de l’amour, idéalisés par la poésie, et l’art militaire dans ses plus petits détails.

Le grand mérite du Moyen Âge, comme l’a montré J. Huizinga[[11]](#footnote-11), est d’avoir fixé la forme d’amour et de l’avoir enfermé dans le cadre d’un rite pour sublimer la violence irrésistible de la passion. Cependant, ce succès réel contenait certains risques. La littérature de l’amour courtois idéalisait la passion, certes, mais en même temps elle en prolongeait la tradition et donnait à des milliers d’auditeurs, plus tard de lecteurs, la nostalgie de sa jouissance. Les siècles suivants de pensée classique tentèrent une analyse rationnelle de la passion (Corneille, Racine). [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Le xviiie siècle porta même cette analyse jusqu’à une dissociation quasi complète des éléments affectifs et irrationnels de notre vie consciente. (À l’époque de Voltaire, l’amour perd son halo tragique ou sentimental. La guerre perd sa violence sauvage et devient une « guerre en dentelles ».) Mais cette répression préparait des explosions redoutables qui étaient déjà visibles à l’état d’embryon dans les oeuvres de Rousseau comme dans celles du Marquis de Sade. La Révolution française explosa comme un souffle destructeur de passion. Étant tout à la fois sentimentale et sanglante — rousseauiste et sadique — elle détruisit immédiatement toute la charpente de règles et de conventions que le Moyen Âge avait établie pour tenter de contenir la passion et que le rationalisme avait imprudemment sapée pendant un siècle entier. Dès lors, nous voyons la passion submerger ses digues et atteindre le domaine social. Le *nationalisme* apparaît en même temps que le romantisme. Le nationalisme est l’expression collective de la résurgence de la passion trop longtemps réprimée dans l’inconscient, les aspects individuels de cette résurgence étant décrits dans le romantisme.

Pendant tout le xixe siècle, la décadence des conventions créées par la courtoisie médiévale augmentera à une allure croissante. Rencontrant dans le domaine des morales individuelles des obstacles de moins en moins sérieux, la passion popularisée tombera dans le sentimentalisme et ne rencontrera plus de réelle intensité exceptée au niveau collectif. C’est si vrai qu’au xxe siècle les traits originaux et virulents de la passion se retrouvent davantage dans le comportement des masses que dans la psychologie des amants.

## III. Les masses et l’inconscient

Le xxe siècle est devenu *conscient de l’inconscient*. En même temps il a vu l’*organisation des masses*. Ces deux faits sont plus que de simples coïncidences.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Le comportement de la masse n’a rien de commun avec celui d’un individu raisonnable. Mais, pour moi, il ressemble suffisamment au comportement de l’inconscient dans un individu. La masse précisément est composée d’individus privés momentanément de leur jugement rationnel et de leur conscience normale. L’irruption des masses ainsi définies dans la vie politique et sociale contemporaine ressemble à l’irruption de l’inconscient dans la vie d’un individu : c’est une sorte de névrose collective.

On sait qu’un névrosé est un homme qui est soudain attaqué par certaines réalités psychiques longtemps réprimées ou ignorées par sa raison. Dans un esprit sain, ces attaques de l’inconscient ont lieu généralement durant le sommeil, sous la forme de cauchemars. L’irruption du Prolétariat dans la vie moderne est un phénomène du même ordre : les couches « basses et obscures » de la population que nous ne voulions pas affronter ou considérer, que nous avons par conséquent « réprimé » socialement dans les « profondeurs » de l’Inconscient collectif — explosent soudain maintenant et se font entendre avec une violence terrifiante. Par conséquent, le Prolétariat est réellement et pas seulement métaphoriquement le « cauchemar » de la bourgeoisie. Les exigences des masses rendues « conscientes et organisées » par le marxisme, ressemblent formellement à ces compensations de l’inconscient qui tente de bousculer l’équilibre superficiel d’un homme qui est trop étroitement raisonnable. Et quand elles se sont établies dans le corps social et dans la conscience politique, sources de déséquilibre permanent, elles deviennent à proprement parler une névrose de la société.

Indiquons que le contenu rationnel de ces exigences est moins important que la forme dynamique dans laquelle elles sont exposées. Les programmes ne sont que des prétextes dans les révolutions modernes. Ils peuvent être différents ou opposés comme, par exemple, ceux de Hitler et de Lénine, sans que le schéma dynamique de l’apparition des masses soit sensiblement chargé. *Eh bien, cette technique inchangée du réveil des masses, c’est ce que l’étude du mythe de la passion nous a révélé*.

[[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_09.jpg/full/full/0/default.jpg) C. G. Jung[[12]](#footnote-12) a étudié un certain nombre de symboles et de schémas psychiques qui réapparaissent identiques, soit dans la conscience d’une époque et dans ses rites religieux, soit dans l’inconscience d’individus vivant dans des époques et des religions entièrement différentes. Nous pouvons remarquer qu’il n’est pas nécessaire pour tel ou tel individu d’avoir entendu parler de ces symboles pour les voir apparaître dans ses rêves : les symboles ne sont pas « transmis », ils sont permanents dans la psyché humaine, et quand ils sont réprimés par le conscient, ils vivent dans l’inconscient collectif, jusqu’à ce qu’ils réapparaissent à nouveau. Le mythe de la passion, tel qu’il fut exprimé longtemps auparavant dans l’histoire de *Tristan*, me semble fournir une excellente illustration de la théorie jungienne. Réprimée par la conscience rationaliste, déprimée par l’immoralité moderne, la passion est peu à peu redescendue dans l’inconscient et actuellement elle règle le comportement des mouvements collectifs dans la mesure où ils sont fondés sur une perte de la conscience individuelle, dans la mesure donc où ils constituent des *masses*.

Parce qu’ils ne prirent pas au sérieux ce phénomène très important de notre époque, la plupart des hommes d’État démocratiques se sont trouvés pendant ces dix dernières années dans une position psychologique d’infériorité dans leurs rapports avec les dictateurs. Tout le succès des dictateurs a précisément consisté dans leur talent à sentir et à utiliser cyniquement ce que Jung appelle « l’énergie de l’âme collective », c’est-à-dire les forces latentes de l’inconscient. Les masses modernes ont choisi de véritables « directeurs d’inconscience ». Hitler, à mon avis, est le plus doué de tous. Dès 1924, il donna des descriptions étonnamment exactes du réveil des puissances souterraines qu’il se proposait de manipuler. Maintenant, ce qui nous intéresse ici, c’est que ces descriptions correspondent exactement à ce que nous avons dit plus haut au sujet de la *passion*. [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_10.jpg/full/full/0/default.jpg) Si un homme désire créer une force dynamique, le problème est de susciter la passion, Hitler l’a répété vingt fois, « la passion hystérique et non la réflexion ». Pour désigner ce processus dans sa totalité, Hitler a recours à l’expression : « la nationalisation des masses » et il ne se trompe pas, si nous nous rappelons que le nationalisme est la forme la plus vivante et la plus virulente de la passion en Occident.

## IV. « La nationalisation des masses » selon *Mein Kampf*

Tous les grands mouvements sont des mouvements populaires, des éruptions volcaniques de passions humaines et d’états d’âme [*sic* !] soulevées ou bien par la cruelle Déesse de la Misère ou bien par les torches de la parole jetée au sein des masses, — jamais par les jets de limonade de littérateurs esthétisants et de héros de salon. Seule, une tempête de passion brûlante peut changer le destin des peuples ; mais seul peut provoquer la passion celui qui la porte en lui-même […]. Un mouvement qui poursuit de grands buts doit donc veiller anxieusement à ne pas perdre le contact avec la masse. Il doit examiner chaque question en premier lieu sous ce point de vue, et orienter ses décisions dans ce sens.[[13]](#footnote-13)

La nationalisation ne peut […] être obtenue [que] par une concentration d’efforts poussés à fond, avec fanatisme, jusqu’au but qu’il importe d’atteindre. […]. La grande masse d’un peuple ne se compose ni de professeurs ni de diplomates. Elle est peu accessible aux idées abstraites. Par contre, on l’empoignera plus facilement dans le domaine des sentiments […]. La foi est plus difficile à ébranler que la science, l’amour est moins changeant que l’estime, la haine est plus durable que l’antipathie. Dans tous les temps, la force qui a mis en mouvement sur cette [[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_11.jpg/full/full/0/default.jpg) terre les révolutions les plus violentes a résidé bien moins dans la proclamation d’une idée scientifique qui s’emparait des foules que dans un fanatisme animateur et dans une véritable hystérie qui les emballait follement.[[14]](#footnote-14)

Pour obtenir cette hystérie, il faut d’abord écarter les objections de l’intelligence, puis l’opposition des sentiments, Cette seconde opération est de loin la plus importante et la plus difficile. « Seul, un appel à ces forces mystérieuses peut avoir de l’effet. »[[15]](#footnote-15)

Quelle sera la technique de cet appel aux forces mystérieuses ? La technique de l’hypnose collective. Pour les meetings de masse, on fixera l’heure la plus favorable, c’est-à-dire l’heure où l’individu offrira le moins de résistance consciente. L’orateur choisira aussi un endroit où il aura le plus de chance de créer l’atmosphère favorable.[[16]](#footnote-16)

Dans tous ces cas, il s’agit de l’*affaiblissement du libre arbitre de l’homme*. […] Le matin et encore pendant la journée, les forces de la volonté des hommes s’opposent avec la plus grande énergie aux tentatives de leur suggérer une volonté étrangère, une opinion étrangère. Mais le soir, ils succombent plus facilement à la force dominatrice d’une volonté plus puissante.[[17]](#footnote-17)

Personne ne devrait tenter de convaincre une foule par des arguments d’ordre intellectuel, il faudrait plutôt essayer de la priver de ses schémas de réflexions et de la mettre en face d’un fait accompli affectif.[[18]](#footnote-18) Ainsi on parvient à déposséder les membres de la foule de tous leurs sentiments de responsabilité et à les réduire à l’état de « masse ». Or, une masse « n’est qu’une partie de la nature »[[19]](#footnote-19), c’est-à-dire qu’elle n’a pas d’autres réactions que celles qui sont déterminées par la dialectique de l’inconscient.

[[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_12.jpg/full/full/0/default.jpg) Nous savons avec quel succès Goebbels perfectionna la technique de l’hypnose collective ; à l’époque où le Führer tint ses discours les plus importants, il créa un nouveau genre de mise en scène, un véritable théâtre des masses.

Nous avons vu que cette hypnose de la passion (déclenchée chez Tristan par le philtre d’amour) prive l’homme de son libre arbitre, mais le libère aussi simultanément de son sens de culpabilité. Hitler était bien conscient de ce qu’il accélérerait l’action hypnotique en supprimant le complexe de culpabilité que les Allemands subissaient durant l’après-guerre. Pour hypnotiser un sujet, l’opérateur d’une part contraint sa volonté, de l’autre exerce une *séduction* sur ses émotions. Or, rien ne séduit davantage que la perspective d’être libéré d’une conscience chargée. Peu importe celui qui promet cette libération, il met de son côté toutes les chances d’être « cru ».

Il m’était clair alors que pour les premiers militants dont se composait au début notre mouvement, il fallait vider à fond la question des responsabilités de guerre […]. À cette époque, où tous voyaient encore dans cette paix (le traité de Versailles) une victoire de la démocratie, on devait faire front contre cette idée, et nous graver pour toujours dans la cervelle des hommes comme les ennemis de ce traité, afin que, par la suite […], le souvenir de notre attitude dans cette question nous amène la confiance des masses.[[20]](#footnote-20)

Le traité de Versailles, une nouvelle Méduse (« … *notre peuple, désarmé sous les mille regards des signataires du traité de Versailles* »)[[21]](#footnote-21) symbolise toutes les fautes individuelles et collectives des Allemands et sera décrit comme la plus monstrueuse et la plus inhumaine des cruautés de tous les temps, par opposition au traité de Brest-Litowsk, décrit comme un acte d’humanité infinie.[[22]](#footnote-22)

[[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_13.jpg/full/full/0/default.jpg) Ainsi, la masse irresponsable et blanchie comme neige est prête à atteindre le stade final de la passion. Elle acceptera dorénavant comme « vérité » ce qui « intensifie » sa passion :

De par tous les temps, le peuple a considéré l’attaque sans merci de ses adversaires comme *la preuve de son bon droit* ; pour lui, renoncer à les détruire c’est douter de ce bon droit : c’est même nier qu’il existe.[[23]](#footnote-23)

Les masses frénétiques donneront un démenti aux lois du jour, aux lois romaines, par exemple, qu’Hitler propose de supprimer, à la morale chrétienne, à « l’intellectualisme » et à la réflexion en général. La masse veut s’enfermer dans une *autarcie psychologique* qui la préparera et la conditionnera pour l’autarcie économique. Hitler engage une polémique contre tout ce qui rendrait capable la masse allemande de communiquer avec l’extérieur contre chaque conception universaliste : contre les Juifs, les marxistes, les intellectuels, les Églises.

La nationalisation de notre masse ne pourra réussir que si, outre le combat mené pour conquérir l’âme de notre peuple, on entreprend de détruire ses empoisonneurs internationaux.[[24]](#footnote-24)

D’où le racisme et l’exaltation du pur germanisme : la communauté allemande doit être rendue imperméable à toute « raison », à tout échange, à toute compréhension du monde extérieur qui menacerait d’affaiblir sa passion. Or, le racisme est la religion la plus imperméable puisque personne ne peut être converti à elle. (Si vous n’êtes pas né allemand, vous ne pourrez jamais comprendre les mystères créateurs de l’esprit allemand…).

Une autre caractéristique de la passion, c’est : *le besoin de produire sans cesse des obstacles, de plus en plus insurmontables à mesure que la fin approche* :

[[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_14.jpg/full/full/0/default.jpg) Sans aucun doute, on peut dire que sa force (celle d’un mouvement) et, avec elle, son droit à la vie ne se développent qu’autant qu’il admet comme condition d’extension l’idée de se battre ; on peut dire aussi que le moment où un mouvement aura atteint sa force maxima est celui où la victoire complète se sera rangée à son côté. Un mouvement ne demandera donc la victoire qu’à une tactique.qui, loin de lui procurer des succès immédiats mais momentanés, lui imposera une longue période de croissance et de longs combats provoqués par son intolérance absolue vis-à-vis des autres.[[25]](#footnote-25)

Après, comme chacun sait, Hitler adopta la tactique d’une multiplication systématique des obstacles : chaque fois qu’il obtenait une victoire, qu’il avait précédemment qualifié du signe d’« aboliton finale du Diktat infamant », il découvrait immédiatement de nouveaux articles dans le traité contre lesquels il fallait combattre. Il en fut de même pour les exigences territoriales, car l’essence de la passion est de se nourrir d’obstacle et d’aspirer non pas à telle ou telle réalisation concrète, mais à un objectif situé à une distance infinie — à une aspiration toujours plus intense — quand bien même la fin, quand tout est dit et fait, se situerait au-delà des possibilités matérielles ou humaines, au-delà de la vie et de ses lois, dans la guerre, qui est considérée comme glorieuse, bref, dans la mort *qui* *rend les hommes dieux*.

Un peuple raisonnable, se trouvant dans la position de l’Allemagne après la Première Guerre mondiale, aurait choisi pour objectif la reconstruction concrète du pays : le travail. (C’est ce que nous voyons en France aujourd’hui.) Mais un peuple passionné doit avoir un autre objectif que le travail : révolte, exigences affectives, conquête infinie. Il ne se sent pas obligé de rétablir un certain mode de conduite, il se sent plutôt contraint de solliciter et de préférer les épreuves et les difficultés au lieu des plaisirs et des souffrances de la vie de tous les jours.

[[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_15.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans une des comédies de Somerset Maugham, une femme amoureuse hésite entre son mari et son amant. Le mari lui offre le bonheur et des avantages matériels. L’amant dit simplement : « Tout ce que je peux vous promettre, ce sont des peines de cœur et un drame. » (« *All I can promise you is drama and the torments of the heart*. ») La femme se jette immédiatement dans les bras de son amant. Cette réaction élémentaire de la passion explique le plébiscite sarrois : les Sarrois ont préféré en 1935 à une écrasante majorité le malheur de devenir nazis au bonheur d’être des hommes libres. Hitler avait réussi à enflammer leur « passion ».

Laissons parler Hitler lui-même : « Le développement étonnant de notre mouvement […] tient à ce que nous ayons compris cette idée et que nous l’avons mise en pratique. »[[26]](#footnote-26)

## V. Le transfert des passions sur la nation

La « nationalisation des masses » est un fait accompli dans de nombreux pays d’Europe et se poursuit dès maintenant dans le reste du monde, bien qu’à un rythme infiniment moins rapide. En Allemagne, l’évolution a été beaucoup plus radicale que dans les autres pays totalitaires.

Quelques remarques doivent être faites à propos de ces deux faits.

a) La façon générale dont notre époque évolue favorise la dépersonnalisation des individus. L’homme moderne vit de plus en plus dans un monde d’affolement collectif, où il ne participe que par des manières étrangères à son expérience individuelle. Le cinéma en offre un bon exemple. Là, chacun peut « par procuration » vivre des [[p. 16]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_16.jpg/full/full/0/default.jpg) aventures qui ne lui arriveraient jamais personnellement. La radio, la presse, les « réunions-monstre » permettent également à l’individu de s’unir par l’imagination et l’émotion aux grands événements qui affectent les Nations (personnifiées par leurs chefs) et aux Révolutions (identifiées à leurs leaders). Tout ceci contribue à éloigner l’individu de son propre environnement, dans lequel rien de similaire ne pourrait jamais se passer. Les inconvénients de la vie de tous les jours, autrefois considérés comme normaux, deviennent de plus en plus inacceptables à mesure que les notions du Progrès illimité, du confort et du succès rapide s’étendent et que les idéaux transcendantaux disparaissent — ceux qui rendaient autrefois l’individu capable d’accepter patiemment son sort. D’une part, l’individu est exaspéré au point de chercher à échapper à son existence mesquine, d’autre part il est saisi par la flamme de l’émotion collective. Cette répulsion et cette attraction aboutissent au même résultat : elles amènent l’homme à rechercher toute occasion d’*échapper à son individualité*. Elles nous prédisposent tous à l’hypnose collective, à être les victimes de la passion de la masse.

b) Les Allemands en général, et plus particulièrement ceux de l’entre-deux-guerres, ont montré des dispositions spéciales pour cette sorte de fuite collective, d’abandon de soi. Qu’il soit suffisant de rappeler l’existence de leur perpétuel complexe d’infériorité, aggravé par leur sentiment aigu de culpabilité et de dépréciation après Versailles. Les auteurs du traité oublièrent que les Allemands sont beaucoup plus sensibles que les autres peuples à l’humiliation symbolique du désarmement : pour eux c’est une sorte de castration. Être sans armes, dans l’univers allemand, c’est cesser d’être un homme libre. Pour cette raison, la célébration de Nuremberg pour le rétablissement de la Reichswehr fut baptisée par Hitler en : *Jour de la liberté*.

Les nazis ont distingué avec acuité entre ces facteurs généraux de dépersonnalisation, communs à tous les hommes de notre époque, et les facteurs plus spécifiquement allemands ; loin de les contrecarrer, ils les ont exploités intentionnellement et cyniquement. Et ceci de deux façons :

[[p. 17]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_17.jpg/full/full/0/default.jpg) 1. La *Weltanschauung* nationale-socialiste enseigne que l’individu est habilité à exister seulement comme étant une part du *Volkstum*. Regardons de plus près : « Chaque Allemand par la race, dit Hitler, a le droit de vivre librement. » Traduisons ceci dans la terminologie nazie : « Chaque Allemand doit accepter complètement la loi du parti totalitaire, seul capable de garantir à l’Allemagne sa liberté. » Traduisons de nouveau cette fois en termes démocratiques : « Chaque Allemand a le droit de vivre, mais seulement dans la mesure où il cesse d’être lui-même et où il collabore aveuglément à l’effort passionné du Parti pour achever par la conquête une hégémonie mondiale. » Toute la morale, toute l’idéologie du parti nazi tend à supprimer dans l’individu l’aspect de la *personne* (de sa vocation irréductible et transcendante) pour le livrer, bien discipliné et enthousiaste, aux forces obscures manipulées par le Führer.

2. Que la démoralisation de la jeunesse allemande, dans le domaine sexuel, ait été très avancée après la guerre, est un fait bien connu. Or avec l’abaissement des barrières sociales et morales, il s’ensuit nécessairement une dégradation de la passion en amour. Pour mettre fin à l’anarchie des moeurs, les nazis n’essayèrent évidemment pas de restaurer la moralité chrétienne et les conventions bourgeoises. (Cela aurait signifié implicitement, la renaissance des passions individuelles.) Ils décrétèrent un certain nombre de mesures étatiques concernant le mariage et l’eugénisme. Ils éliminèrent les derniers vestiges du halo romantique autour de la femme, et la réduisirent au rôle de procréatrice de soldats-citoyens et à celui de ménagère. Ils fondèrent des « écoles de fiancées » obligatoires pour les futures femmes des SS, troupes d’élite du Parti. Ils eurent de plus en plus tendance à autoriser les mariages sur la seule base d’une sélection pseudoscientifique et raciale. Ainsi le mariage cesse d’être une affaire personnelle et émotionnelle pour la jeunesse allemande. Il tend à devenir seulement un acte civique, une sorte de service rendu à la [[p. 18]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_18.jpg/full/full/0/default.jpg) société. Une fois de plus, nous voyons que la démoralisation bourgeoise et le moralisme totalitaire tendent aux mêmes résultats : ils nient et rabaissent le besoin de passion individuelle ; ils détruisent ses plus intimes motivations. Mais le besoin de la passion subsiste dans le cœur de l’Occidental et spécialement dans le cœur de l’Allemand. S’il ne trouve plus de satisfaction dans sa vie privée, il ira autre part rechercher des moyens d’exaltation. C’est précisément ce que lui offre Hitler à l’échelle nationale. Et ainsi, la propagande, la morale et la législation nazies transposent les passions individuelles sur l’Être collectif. Tout ce que le dressage totalitaire refuse aux individus isolés, il la reporte sur la Nation. La Nation (ou le Parti) a des passions. La Nation par conséquent adoptera la dialectique de l’obstacle exaltant (demandes territoriales, jamais satisfaites) ; la Nation décidera l’autarcie ; préférera la souffrance au bonheur (pas de beurre, mais des fusils) ; enfin, suscitera une aspiration indéfinie à l’expansion, éventuellement à la mort — en guerre. Toutes ces tensions, dénouées dans les individus, donc à la base, sont concentrées au pinacle de l’édifice totalitaire. Sur ce pinacle se tient le Führer. C’est lui personnellement qui polarise toute la passion allemande, et la nationalise.

Les relations du Führer et de la masse allemande m’ont toujours semblé procéder d’une sorte de sexualisation du collectivisme. La masse joue le rôle de l’élément féminin et sa féminité est particulièrement allemande. Hitler ne tente pas de la séduire en la submergeant de flatteries comme le faisaient les hommes politiques français quand ils courtisaient à la manière française leurs électeurs. Hitler s’efforce de « violer » la masse, naturellement inerte, ou même hostile à sa personnalité. Tantôt il se déchaîne, tantôt il supplie. Il n’essaie jamais d’endoctriner ses auditeurs. ; il lance un sortilège sur eux. Finalement il invoque le Destin, et affirme qu’il est lui-même ce Destin… Alors la foule capitule (« succombe » comme il l’a dit). Elle capitule [[p. 19]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_19.jpg/full/full/0/default.jpg) parce que soudainement elle se sent libérée par ce Destin de la responsabilité de ses actes. Elle capitule devant ce Sauveur terrible et l’acclame comme son « libérateur » au moment précis où il la rend esclave et en fait sa chose.

## VI. Impuissance des démocraties

Je me rends compte que le type d’explication sociologique que j’avance ici donne prise à un certain nombre d’objections de la part d’excellents esprits. Certains diront que je néglige trop les facteurs économiques ou les grands incidents de politiques internationales ou l’influence des doctrines pangermaniques, ou la *Realpolitik*, etc.

Je répondrai que j’essaie ici de décrire quelque chose de plus profond que toutes ces « causes » analytiques, quelque chose qui les précède et leur donne un fondement qui leur a permis d’agir toutes dans la même direction. Certains croiront peut-être que mon explication est trop « romantique » pour être réellement sérieuse. Une telle objection exprime et illustre l’erreur capitale de nos démocraties. Car l’hitlérisme *est* en vérité une forme de romantisme, et si nous refusons d’accepter ce fait, si nous sommes incapables de le comprendre, nous sommes condamnés à répéter les erreurs commises depuis plus de quinze ans dans la lutte contre les mouvements totalitaires. Goebbels proclamait à Dantzig, le 18 juin 1939 : « Notre politique est une politique d’artiste ! Le Führer est un artiste en politique. Les autres hommes d’État sont plutôt des artisans. Son État est le produit d’une imagination de génie. »

Une « politique d’artiste », une politique de romantisme collectif. C’est le cauchemar que le Troisième Reich somnambulesque est en train de projeter devant nos yeux. Du romantisme bon marché, le romantisme adopté par ses traditionnels ennemis, les Philistins, mais du romantisme quand même, c’est-à-dire, de la *passion*, le goût d’une exaltation mortelle.

[[p. 20]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_20.jpg/full/full/0/default.jpg) L’incapacité rationaliste des démocraties de comprendre la nature interne de ce phénomène n’explique que trop bien leurs échecs, leurs retards et leur perpétuel état de surprise. Cela explique pourquoi certains de nos leaders ont persisté à croire qu’ils pouvaient discuter objectivement d’affaires et à employer des termes — « en tant que soldat et avec honneur » — avec des hommes qui s’étaient emmurés eux-mêmes dans le rêve d’une autarcie millénaire. Cela explique pourquoi ces leaders ont chaque fois été déconcertés par la violence et la grandeur des réussites totalitaires, techniquement et rationnellement impossibles à prévoir. Cela explique spécialement l’échec des menaces tonitruantes de la presse démocratique contre le totalitarisme. Cet échec a deux raisons principales :

1. La propagande démocratique épuise sa force à montrer que le totalitarisme est barbare, violent, belliqueux, spartiate, tyrannique, etc. alors que les démocraties sont civilisées, raffinées, pacifiques, prospères, libérales, etc. Bien, chacun sait cela. Les disciples des dictateurs le savent également. Mais la *raison*, aussi évidente qu’elle puisse être, ne saurait faire beaucoup contre la *passion* montante. D’ailleurs, elle ne saurait faire beaucoup pour prévenir la diffusion de la contagion dans des masses prédisposées à être contaminées par toute la vie moderne.

2. La propagande démocratique consiste le plus souvent en une *réfutation* des doctrines totalitaires. Nous ignorons ou oublions que ces doctrines ne jouent qu’un rôle superficiel dans le processus d’hypnotisation collective présenté par l’hitlérisme. Nous ignorons ou oublions par conséquent qu’en nous entêtant dans cette attitude négative, dans cette critique stérile de la folie totalitaire, nous risquons de succomber un jour à son influence hypnotique. Rien n’est plus facilement changé en un *Pro* qu’un *Anti*, qui n’est que cela. J’ai moi-même suivi de près la conversion à l’hitlérisme d’un certain nombre d’antifascistes allemands. La meilleure [[p. 21]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_21.jpg/full/full/0/default.jpg) explication que je conçois sur ce sujet est donnée par Thomas Mann, dans une nouvelle intitulée *Mario et le Magicien*.

Cette nouvelle, probablement symbolique, décrit simplement une séance publique d’hypnotisme tenue dans une petite plage de l’Adriatique. À un certain moment, l’hypnotiseur invite quelques spectateurs à tirer des cartes au hasard. Naturellement tous choisissent les cartes déjà sélectionnées par la volonté du magicien. Pourtant, un spectateur se lève et déclare qu’il a décidé de choisir sa propre carte, et de résister à toute influence psychique. Le magicien prononce alors ces mots décisifs :

Vous allez rendre ma tâche un tout petit peu plus difficile. Votre opposition ne changera pourtant en aucune façon le résultat. La liberté existe, la volonté existe aussi, mais la liberté de la volonté n’existe pas, *car* ne vouloir qu’*être libre de vouloir, c’est en réalité ne rien vouloir*. Vous choisirez donc d’autant plus certainement la bonne carte que vous vous efforcerez d’agir librement.

Un peu plus tard dans la soirée, le magicien contraint un autre spectateur à danser, bien que celui-ci ait répété auparavant avec insistance qu’il ne le ferait pas.

Si j’ai bien compris, commente l’auteur du récit, l’homme était vaincu *en raison de la nature négative de son point de vue*. D’après toutes les apparences, l’âme ne peut pas vivre en ne voulant pas. Ne pas vouloir quelque chose, c’est presque ne rien vouloir — par conséquent c’est faire éventuellement ce qu’un autre vous imposera.

Il existe seulement un moyen (mais il est infaillible) de prévenir l’action hypnotique : il suffit simplement de vouloir quelque chose de positif. Être satisfait du refus du totalitarisme, vouloir la liberté en général sans aucun contenu positif polarisant les capacités de la personne, c’est être battu d’avance. N’oublions pas : dans le combat dramatique entre les magiciens de notre époque et les libéraux privés de *foi* *positive*, si nombreux encore dans nos démocraties, [[p. 22]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410100poh_22.jpg/full/full/0/default.jpg) les magiciens ont un grand avantage : eux seuls connaissent la nature passionnée du combat qu’ils sont en train de mener. Ils savent qu’ils n’ont rien à craindre — au contraire — de l’indignation bien pensante et pourtant futile des libéraux.

Les démocraties ne résisteront à la contagion totalitaire que si elles se donnent des objectifs positifs (reformer la démocratie et finalement l’achever dans le domaine économique). Les germes de la passion totalitaire ne seront détruits que dans les âmes de ceux qui reprendront goût à vivre individuellement leur propre vie. La constitution de « masses nationalisées » ne sera prévenue que par la renaissance de véritables communautés. Mais ces communautés devront être fondées sur la vérité universelle, et non sur une vérité étroitement nationaliste. Je ne peux donc conclure cet essai que par un appel aux Églises.[[27]](#footnote-27)

# [ddr19410000ffv] Le fédéralisme : un fait et une volonté (1941)[[28]](#footnote-28)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_01.jpg/full/full/0/default.jpg) La question du fédéralisme se confond aujourd’hui avec celle des buts de guerre. Elle n’est plus seulement un problème intérieur pour des États comme les USA, l’Empire britannique et la Suisse, mais un problème mondial d’extrême urgence. Jusqu’ici le fédéralisme n’était qu’un héritage *traditionnel* pour les pays que je viens de nommer. Désormais, il apparaît aux meilleurs esprits comme la seule alternative au totalitarisme, le seul *avenir* possible d’un monde pacifié.

De là les plans, plus ou moins vagues ou utopiques, proposés et soutenus par des hommes comme Clarence Streit (*Union Now*) et Coudenhove-Kalergi (Paneuropa). De là les souhaits réitérés par certains leaders politiques, chefs d’Églises, ou directeurs de conscience de l’opinion publique. Il n’est pas jusqu’aux totalitaires, staliniens ou hitlériens, qui n’aient parlé à l’occasion de fédération mondiale.

En opposant dans les pages qui suivent le fédéralisme traditionnel, né de nécessités historiques et géographiques, au fédéralisme utopique, né de désirs moraux et d’idéologies pacifistes ou utilitaires, je n’ai pas l’intention d’exalter le premier aux dépens du second. Je voudrais simplement tirer de l’histoire certaines conclusions pratiques et théoriques faute desquelles nos meilleurs plans d’avenir resteront ce qu’ils sont actuellement : de l’utopie.

Enfin, comme Suisse, héritier de la plus ancienne tradition fédéraliste — six siècles et demi cette année — je voudrais adresser aux partisans du fédéralisme « utopique » dont je partage les espoirs, pour leur rappeler qu’un certain *empirisme* est la condition même de tout effort fédérateur.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_02.jpg/full/full/0/default.jpg) L’exemple suisse est minuscule au regard des tâches qui attendent notre génération. Mais il est concluant. Il peut et doit servir d’avertissement par ses échecs non moins que par ses réussites. Il représente une « expérience-témoin » opérée dans le concret et la durée de l’histoire. À tout le moins pourrons-nous en déduire *ce qu’il ne faut pas faire* si l’on veut réussir une fédération universelle.

## I

Il se peut que le fédéralisme n’ait été à son origine qu’une nécessité naturelle. Il se peut que durant des siècles, il soit demeuré une pratique terre à terre, et n’en ait que mieux fonctionné. Ce qui est certain, c’est qu’une *praxis* ne peut rayonner et créer qu’avec l’appui d’une *theoria*, à partir d’un certain moment.

Ce moment est venu. Nous y sommes. Dans la révolution du xxe siècle, ceux qui se taisent n’ont peut-être pas tort, mais ils sont certainement battus. L’« arme secrète » dont on parle souvent, c’est simplement la propagande. *Toute propagande est efficace*, voilà le principe tactique fondamental de notre siècle. Si aucune contre-propagande n’entre en action pour la neutraliser, toute propagande obtient un certain rendement qui varie entre 5 % (dans les pays d’opinion « libre ») et 98 % (d’autres pays).

Il y a donc aujourd’hui pour le fédéralisme une *nécessité* de s’exprimer, quand ce ne serait que pour se défendre. En même temps, une possibilité se révèle, d’élargissement continental et même mondial. Mais afin de nous mettre en mesure de prêcher le fédéralisme, il nous faut savoir d’où il vient, à quoi il tend, et quelle est son essence.

Dans le temps, dans le monde du péché, tout commence par la nécessité, et tend à nous y enfermer. Dans le monde de l’esprit, tout s’ouvre et se libère, devient grâce et devient nouveauté. L’action [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_03.jpg/full/full/0/default.jpg) réelle, c’est de passer du monde de la nécessité à celui de la liberté. Cet acte seul nous rend humains et nous maintient à hauteur d’homme. (Pas question de monter jusqu’à l’ange ; nous avons bien assez à faire à ne point retomber à la bête.)

Ainsi pour le fédéralisme. Qu’il soit né de la géographie, c’est un fait dont il faut partir sous peine d’utopie pernicieuse. Mais il faut en « partir » justement, si l’on veut qu’il révèle son sens. Aucun fait n’a de sens en soi. L’esprit seul donne un sens aux données dans lesquelles notre histoire prit son départ. Les données matérielles du fédéralisme conditionnent notre destinée, mais ne la déterminent pas. À négliger cette distinction, nous tomberions dans un « géographisme » fort voisin du racisme, et qui ne serait à tout prendre qu’une des formes du matérialisme moderne, disons la forme poétique. Or rien n’est plus artificiel, plus utopique, que le matérialisme, d’où qu’il vienne. Cette doctrine n’est en fait qu’un *ressentiment*. Elle naît toujours des déceptions de l’idéalisme et de ses lacunes. Elle est toujours une revanche des instincts, une nostalgie des éléments concrets que l’idéalisme, en son orgueil naïf, avait cru pouvoir négliger. Mais l’abus ne doit pas nous interdire l’usage. La réponse à l’idéalisme déficient ne doit pas être le matérialisme, mais l’idéalisme efficient : la foi qui œuvre.

Ces considérations générales valent aussi bien pour les US que pour le Commonwealth britannique ou la Confédération suisse. Mais dans ce dernier cas, il est particulièrement aisé de les illustrer avec précision.

La position géographique de la Suisse semble l’avoir prédestinée à un statut fédéraliste. Le compartimentage des régions montagneuses appelle une forme politique tout opposée à celle qui règne normalement dans les landes de Prusse ou les steppes de l’Asie. Le [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_04.jpg/full/full/0/default.jpg) fait géographique que le massif du Gothard est *le seul point où un seul col permette de traverser les Alpes* suffit à expliquer ce grand fait historique : « l’immédiateté impériale » (c’est-à-dire le droit de ne rendre de comptes qu’au chef du Saint-Empire, et non pas aux seigneurs locaux) accordée aux trois premiers cantons, et fondant la liberté suisse. Mais dès cet instant-là, les facteurs *historiques* apparaissent beaucoup plus déterminants que la nature, qui se borne à leur fournir un point de fixation. C’est l’esprit des communes italiennes qui donne l’impulsion décisive lors de la fondation des premières ligues, dans les Grisons et au Tessin, dès la fin du xiie siècle ; puis, sur l’autre versant du Gothard, aux environs de 1291. En vérité, dès ce début, c’est la mission spéciale confiée aux cantons primitifs — j’entends la garde du col du Gothard, seul lien physique entre les deux moitiés du Saint-Empire — qui définit l’existence de la Suisse et assure son indépendance. La nécessité de s’entraider et le besoin d’indépendance des montagnards existaient aussi bien dans le reste des Alpes : ce qui leur a permis de se réaliser en ce point très précis de l’espace et du temps, ce n’est pas seulement le fait physique de l’ouverture du col du Gothard, mais c’est aussi le fait sociologique des idées qui passèrent le col. Le premier conditionne le second, mais c’est le second qui détermine des actes. Et surtout, dominant l’un et l’autre, il y a l’*idée* et l’*idéal* du Saint-Empire, c’est-à-dire de l’*Europe unie, dont il faut protéger le cœur*.

Toute l’histoire suisse, à partir de ces temps, illustre ce même équilibre entre les conditions de fait et les volontés de l’esprit. C’est une interminable *interaction de l’idéal et de la nécessité*, de l’intérêt local et de l’intérêt commun, de la petite patrie et de l’Empire. Peu à peu, le Gothard perdra son importance économique, mais [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_05.jpg/full/full/0/default.jpg) il prendra la valeur d’un symbole, et la mission des Suisses s’élargira. Peu à peu, de nouveaux cantons s’allieront aux communes du Gothard. Un réseau compliqué de pactes reliera les villes aux campagnes. Et chaque fois que l’un des cantons voudra prendre la tête de la Ligue, il trouvera tous les autres unis contre sa volonté d’hégémonie. Ainsi jusqu’à la fin du xve siècle.

À ce moment, la puissance matérielle et la grandeur territoriale viendront tenter les Suisses, « premiers soldats de l’Europe ». L’Italie s’ouvre à eux, la Souabe et la Bourgogne… Vont-ils faillir à leur mission ? La Garde de l’Europe sera-t-elle un coup d’État, et trahissant l’Empire, deviendra-t-elle impérialiste pour son compte ? C’est alors qu’éclate la Réforme.

Les historiens modernes accusent parfois Zwingli d’avoir brisé l’essor guerrier des Suisses, leur élan vers la mer et l’aventure. En vérité, Zwingli nous a sauvés, la Réforme a sauvé la Suisse. Un grand État participant aux luttes des puissances nationales en formation ne pouvait être gouverné par les cantons dépourvus de pouvoir central. Ou bien ce pouvoir central aurait dû être improvisé, et c’eût été la fin de notre fédéralisme ; ou bien les provinces annexées auraient pris une trop grande influence, et c’eût été la guerre perpétuelle jusqu’au démembrement inévitable. La division des Suisses en deux camps religieux eut au moins pour effet de tuer en germe l’ambition centralisatrice, chez ceux-là mêmes qui *devaient* y rêver, les Zurichois et les Bernois, citoyens des deux villes les plus puissantes de la Ligue.

Dès lors, la Suisse est ramenée à sa mission exceptionnelle. Les deux partis renoncent aux appuis étrangers, et c’est le nouveau fondement de notre neutralité. Ils accommodent leurs exigences aux nécessités de l’union, et c’est le nouveau fondement de notre fédéralisme. Ainsi l’on a passé progressivement d’une alliance avant tout [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_06.jpg/full/full/0/default.jpg) nécessaire à une alliance beaucoup plus spirituelle. Et quand celle-ci sera stabilisée, après les guerres civiles et religieuses du xviiie siècle, la Confédération sera capable d’intégrer et des races et des langues nouvelles : c’est ce qui se produit au commencement du siècle suivant. Par le rattachement sur pied d’égalité des cantons italiens et romands. Notre fédéralisme actuel ne date légalement que de 1848, et ce n’est même qu’à partir de 1919 que son statut légal a pris force de vie. (Quand le « fossé » entre Suisses allemands et français eût été comblé.)

Nous sommes donc au sommet de notre histoire, si l’on admet que le sens de cette histoire est de créer et d’illustrer la réalité fédérale.

Cependant, de nouveaux problèmes, et des plus graves, sollicitent un progrès nouveau et décisif. L’économie vient remettre en question les succès obtenus dans d’autres plans. La Suisse, moins que tout autre pays d’Europe, peut rêver d’autarchie. Elle ne produit pas de matières premières, et dépend entièrement du complexe industriel des puissances qui l’entourent. Son fédéralisme politique ne pourra donc subsister que s’il peut s’intégrer à un fédéralisme économique européen.

## II

La force des choses — qui n’est qu’une traduction automatique de la faiblesse des hommes — fait aujourd’hui de la *politique traditionnelle* du fédéralisme helvétique une sorte de programme et même de manifeste nettement antitotalitaire.

Par la force des choses, l’union paisible de deux religions, de quatre langues, de 22 républiques, et de je ne sais combien de races en un État qui les respecte, cette union prend l’allure à la fois [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_07.jpg/full/full/0/default.jpg) d’un antiracisme déclaré et d’un antinationalisme.

Par la force des choses, la pratique séculaire et instructive d’une méthode d’arrangements empiriques, c’est-à-dire non rationalistes, prend l’allure d’un antijacobinisme, ou d’un antimarxisme.

Par la force des choses enfin, la préférence accordée par les Suisses à la coutume sur la loi ; leur goût d’utiliser ce qui existe plutôt que de décréter sur table rase ; leur refus d’opposer pathétiquement la tradition et le progrès, tout cela prend l’allure d’une réaction contre les « mystiques » et les mythes, apparemment contradictoires, de la révolution européenne.[[29]](#footnote-29)

L’instinct contrecarré devient conscience ; la coutume attaquée devient programme ; la pratique remise en question par une propagande agressive se voit contrainte de développer pour sa défense une théorie.

Nous vivons ce moment de l’histoire où le fédéralisme, s’il veut durer, doit devenir à son tour missionnaire.

Telle est sa crise : ou se nier, ou triompher, mais sur le plan de l’Europe entière, puis du globe.

Le grand danger de l’heure présente, pour la Suisse, je le vois dans ce fait qu’elle *doit* se formuler. Elle doit dire ce qui allait sans dire et qui alors n’en allait que mieux. Elle s’expose à son risque maximum : celui de décoller de ses bases concrètes, perdant ainsi en force originelle ce qu’elle pourrait gagner en conscience de ses fins.

De même pour le fédéralisme européen. Un sentiment commun se formait peu à peu, depuis la guerre de 1914-1918. La SDN fut l’un [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_08.jpg/full/full/0/default.jpg) de ses symptômes, bien faible encore. L’idée d’un réseau de pactes bilatéraux, ou à trois, ou à quatre, en fut un autre. Dans les deux cas, le sentiment fédéraliste fut promptement détourné au profit de politiques d’hégémonie. Toutefois ce sentiment ne cessait pas de croître et de se renforcer dans la plupart des peuples. La guerre actuelle est venue le fouetter. Brusquement la question se pose de fédérer l’Europe dès la paix rétablie. Mais parce qu’elle se pose brusquement, elle risque d’être mal posée. J’entends qu’elle risque de ne susciter que des plans rationnels et des systèmes.

Or *tout système, fût-il nommé fédéraliste, est unitaire par essence, et donc antifédéraliste*. Il l’est dans son esprit, il le sera donc aussi, et fatalement, dans son application. Le fédéralisme réel est le contraire absolu d’un système, toujours conçu par un cerveau et à partir d’une seule idée, d’un centre abstrait. Je définirais même le fédéralisme comme un refus constant et instinctif de recourir aux solutions systématiques.

Ceci ne signifie pas d’ailleurs que la fédération mondiale puisse se passer d’une philosophie de la cité, laquelle suppose nécessairement une certaine définition de l’homme et de son destin, terrestre ou divin. Essayons d’en esquisser les bases.

## III

Aujourd’hui apparaît au concret le problème, ou la nécessité d’une philosophie fédéraliste. Car lorsqu’il s’agit de prévoir, l’empirisme reste nécessaire, mais n’est plus suffisant. La vue doit s’élargir ; et le premier horizon qu’il nous soit permis d’embrasser, à nous les Suisses, c’est celui de l’Europe entière, non tel groupe de puissances voisines. Or [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_09.jpg/full/full/0/default.jpg) l’Europe est un idéal, une civilisation et un esprit, bien plus qu’une entité géographique. (« Cap de l’Asie », dit Valéry…)

Notre fédéralisme suisse, par exemple, ne peut durer que si nous lui donnons pour *fin* la fédération de l’Occident. Et celle-ci ne pourra prendre forme qu’au sein d’une fédération mondiale, pour des raisons économiques qui sautent aux yeux, et pour bien d’autres. Mais une fédération mondiale ne peut s’établir solidement que sur une conception universaliste et concrète du destin de l’homme.

Promouvoir une fédération, ce n’est pas créer un nouvel ordre systématique, simple de lignes, clair et satisfaisant pour la logique. Fédérer, c’est tout simplement *arranger ensemble* des réalités concrètes. Pour être en mesure de comprendre vraiment la véritable alternative politique de notre temps — *totalitarisme ou fédéralisme* (et non point gauche ou droite, capitalisme libre ou étatisme, communisme ou fascisme, et autres attrape-nigauds) —, il faut avoir compris au moins cette chose très simple et des plus quotidiennes : la différence infinie qui existe entre « faire le l’ordre » sur une table de travail et « arranger » des papiers. Il arrive que ma femme de ménage fasse de l’ordre à son idée dans mon bureau : c’est une petite catastrophe totalitaire ! Les dossiers sont « mis au pas », alignés et empilés, rien ne dépasse et tout est brouillé. Pour moi, quand j’arrange mes feuilles en une série de liasses ou d’éventails, je ne tiens pas compte de leur format ou de leur couleur, mais de ce que j’ai écrit dessus. Et c’est pourquoi je m’y retrouve avec aisance. C’est là mon ordre personnel, mon « arrangement » fédéraliste, conforme au sens et aux qualités propres à chacun de ces feuillets, conforme aussi à mon usage pratique ; tenant compte des uns et de l’autre, dans une mesure que je ne songe pas définir, mais que m’indique à coup sûr mon travail, j’entends l’œuvre que j’ai en train.

[[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_10.jpg/full/full/0/default.jpg) (Il n’y a pas de petits exemples pour qui sait lire le réel dans le texte original, et ne se contente pas de résumés traduits.)

Prenons maintenant l’exemple de la fédération suisse. En vérité ce ne sont ni les idées qui ont « inspiré » son statut primitif, ni la nature qui l’a « dicté » ; mais ce statut est né de l’*arrangement* tout empirique de réalités très diverses, voire même très hétéroclites : la nature compartimentée des régions alpestres, l’ouverture du col du Gothard au xiiie siècle, l’influence du mouvement des communes italiennes, l’instinct germanique de la liberté armée, la rivalité entre l’empereur et les grands vassaux, la nécessité et l’habitude du travail en équipe pour cultiver la terre dans ces parages. Tout cela s’exprime plus ou moins consciemment dans le pacte fameux de 1291, qui fonde officiellement la Confédération.

Cette confédération primitive, nous l’avons vue s’accroître organiquement par un jeu d’alliances très complexes, qui se chevauchent sans jamais se recouvrir exactement. Le noyau primitif des cantons forestiers s’allie aux villes de Lucerne et Zurich ; puis conquiert avec l’aide de Zurich les pays de Glaris et de Zoug ; puis les libère et s’allie avec eux ; puis s’allie avec Berne, qui par là devient l’allié au second degré des autres cantons ; Berne, ensuite, noue des liens particuliers avec Zurich, et d’autre part se soumet Vaud et l’Argovie, etc., etc. Il faudrait ici plusieurs pages pour énumérer simplement tous ces traités enchevêtrés, qui se résoudront finalement dans un traité unique et uniforme instituant l’État fédératif.

Pendant des siècles, la Confédération n’a donc point de centre légal, de capitale, ni de constitution. Elle ne connaît et ne tolère nulle hégémonie dans son sein. Sa diète se réunit comme spontanément, ici ou là, et n’a pas de *pouvoirs* bien définis, mais seulement une *autorité*, souvent décisive d’ailleurs.

[[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_11.jpg/full/full/0/default.jpg) Plusieurs cantons se trouvent appartenir à deux ou trois réseaux d’alliances, lesquelles ne sont pas toujours réciproques dans toutes leurs obligations. (Comme si de nos jours, deux pays concluaient un pacte qui pour l’un serait d’assistance obligatoire, pour l’autre seulement de non-agression.)

D’où vient que cette fédération ait triomphé de toutes les crises d’une histoire violente et complexe ? Le secret de sa force est à peine formulable : il est de l’ordre du sentiment. Oui, ce n’est guère qu’un sentiment communautaire informulé — je dirais même soigneusement informulé — qui tient ensemble ces pays.

La crise réelle ne commencera qu’au jour où ce sentiment sera *dit*, traduit en lois, et par là même, soumis au risque de se voir discuté ; à partir de 1848 — date de notre première constitution centrale — et surtout à partir de 1941.

Le premier enseignement négatif de notre petite expérience, nous venons de le voir : c’est qu’il faut renoncer à tout *système* pour promouvoir une fédération. Il faut partir d’une connaissance aussi intime que possible des diversités nationales, et de leurs aspects les plus originaux. On ne fédère pas des ressemblances superficielles ou partielles (langue, race, voisinage géographique), mais des différences essentielles qui se révèlent complémentaires. Qu’on ne dise plus : « Renonçons à ce qui nous distingue et soulignons ce qui nous unit. » Car c’est justement sur la base des distinctions et des diversités *reconnues* et *légitimées* que se nouent les unions fécondes. L’union fédéraliste est un mariage, et non pas un alignement économique, militaire et géométrique.

Le second enseignement négatif, c’est qu’il faut renoncer à l’idée d’une *hégémonie éducatrice et organisatrice* de la future fédération.

[[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_12.jpg/full/full/0/default.jpg) Beaucoup de gens s’imaginent que l’Europe ne peut être fédérée que par l’action d’une grande puissance. Ce fut l’idée de Napoléon. C’est peut-être l’idée d’Hitler. C’est aussi celle de certains neutres admirateurs de l’Angleterre, et je le pressens, de *Union Now*. Ici, la Suisse peut dire : regardez-moi ! Je n’ai réussi à vivre et à durer qu’en combattant sans cesse toute tentative hégémonique dans la fédération, et cela dès les premiers jours, dès le temps ou les petits cantons s’unirent contre Zurich qui voulait tout mener.

Il se peut que l’union projetée entre les USA et l’Angleterre soit le germe d’une fédération, il est certain que ce germe sera tué si l’un de ces États, ou tous les deux ensemble, conçoivent la fédération mondiale comme un corps dont ils seraient la tête. C’est le renoncement à toute idée d’hégémonie qui est créateur de la fédération.

Introduisons ici une notion nouvelle : le paradoxe essentiel du fédéralisme, qui est la prise au sérieux de l’expression *s’unir dans la diversité*. Les systèmes unitaires ou totalitaires sont faciles à concevoir et à réaliser : il suffit de dompter l’opposition. Mais le fédéralisme implique la vitalité d’un grand nombre d’éléments opposés, et leur harmonisation. C’est là tout le problème.

Le mot « fédéralisme », en Suisse, a pris de nos jours, chez les conservateurs, le sens restreint et inexact d’autonomie de la région ou du canton, et d’opposition systématique au centre. Être « fédéraliste », en Suisse française surtout, c’est refuser par principe tout ce qui vient de Berne, capitale de la fédération. Cela revient à une sorte de nationalisme local. Au contraire, le mot allemand qui correspond à fédération : *Bund*, insiste uniquement sur l’union centrale. Or quand nous parlons de fédéralisme, nous devons entendre *à la fois* l’union et l’autonomie des parties qui s’unissent ; à la fois *un pour tous* et *tous pour un*, les deux membres de notre vieille devise helvétique.

## [[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_13.jpg/full/full/0/default.jpg) IV

Le fédéralisme est une éducation mutuelle, plutôt qu’une éducation autoritaire. C’est en quoi il est véritablement *personnaliste*.

La philosophie de la personne est à mon sens la seule philosophie acceptable pour le fédéraliste. Je définis la personne comme *l’homme à la fois libre et engagé*, — à la fois autonome et solidaire, à la fois conscient de sa vocation unique et des implications sociales de cette vocation.

Le personnalisme n’est pas une moyenne, un « parti du centre », un juste milieu entre l’individualisme atomisant et le collectivisme agglutinant. Au contraire ! Le personnalisme est la *position centrale*, dont l’individualisme et le collectivisme ne sont que des déviations morbides.

Quand l’homme oublie qu’il est responsable de sa vocation devant la communauté, il devient individualiste. Quand il oublie qu’il est responsable de sa vocation devant Dieu et devant lui-même, il devient collectiviste.

Or l’individualisme et le collectivisme aboutissent *identiquement* à l’étatisme centralisateur, aux systèmes gigantesques et abstraits, sur lesquels l’homme n’a plus de prises, et qui n’ont plus d’autre moteur que l’inhumaine « force les choses ».

La méthode, ou mieux : l’*attitude* personnaliste, peut seule résoudre le conflit permanent au sein de toute fédération : celui qui oppose le pouvoir central et l’autonomie des régions fédérées.

Car une personne, au sens où je l’ai définie, sait qu’elle doit normalement sacrifier à l’ensemble une part de ses prérogatives, si elle veut rester en mesure d’exercer concrètement sa vocation. Mais d’autre part, elle sait aussi que l’ensemble — ou le pouvoir central — n’a d’autre fin que de sauvegarder les libertés individuelles, par où j’entends l’exercice libre des vocations. Pour la personne, [[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_14.jpg/full/full/0/default.jpg) point de contradiction de principe entre ces deux nécessités vitales : centralisation et autonomie. Reste à résoudre la difficulté pratique de leur dosage dans les institutions.

À cet égard, le mouvement personnaliste français (surtout le groupe de [l’Ordre nouveau](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on)) me paraît avoir indiqué la seule méthode praticable. Il s’agit selon lui de reconnaître par une enquête technique, en tous domaines, quelles sont les activités créatrices exigeant donc l’autonomie, et quelles sont les activités mécaniques exigeant la centralisation. Dans le domaine industriel, cette enquête n’est plus à faire ; n’importe quel chef d’entreprise connaît exactement la différence entre un ouvrier qualifié et un manœuvre. La solution fédéraliste en économie est alors celle-ci : centraliser tout ce qui est de l’ordre du travail « indifférencié » ou parcellaire, afin de permettre une plus grande autonomie des entreprises qualifiées. [L’Ordre nouveau](https://www.unige.ch/rougemont/articles/on) proposait par exemple d’instituer un *service civil industriel* de quelques mois, assurant à chaque entreprise libre une main-d’œuvre à bas prix ou gratuite. D’où la possibilité de supprimer la condition prolétarienne ; la suppression du chômage périodique et technologique ; la possibilité d’adapter la production à la consommation sans créer de troubles sociaux ou de nomadisme ; et une éducation sociale et morale des participants (analogue à celle du service militaire en Suisse). Je ne puis indiquer ici que le *principe* de cette solution. Mais cela suffit à faire voir comment une attitude personnaliste se traduit normalement dans tous les plans — et jusque dans le détail de la « pratique » — par un dépassement des vieux conflits. Au lieu de la lutte stérile, dont souffrent la Suisse et les USA entre le parti des centralisateurs et le parti des libéraux (ou régionalistes), le personnaliste envisage la recherche en commun d’un arrangement technique orienté par une conscience vigilante des *buts derniers* de [[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_15.jpg/full/full/0/default.jpg) toute fédération. Faute d’une conscience claire de ces buts, les mesures pratiques que l’on prendra seront toujours, de fait, antifédéralistes.

## V

Le troisième enseignement négatif que nous devons tirer de l’expérience suisse est d’un ordre plus quotidien et intime. Le morcellement d’un pays — ou demain de l’Europe et du monde — en régions autonomes et de faible étendue, a pour avantage d’écarter toute possibilité d’impérialisme, tout gigantisme inhumain, tout délire de puissance. Mais il peut avoir pour inconvénient de restreindre les horizons, et de créer une certaine médiocrité d’esprit, rançon de la grandeur matérielle sacrifiée. Nous sommes ici en présence d’une maladie spécifique du fédéralisme.

Elle se manifeste par divers symptômes non trompeurs : intolérance morale, timidité intellectuelle, méfiance à l’égard du voisin de langue ou de confession, crainte perpétuelle d’être majorisé.

Notons que cette maladie a fait son apparition en Suisse à partir du moment où les cantons ont conclu une alliance unique et uniforme, au lieu qu’auparavant chacun faisait partie de *plusieurs* réseaux d’alliances superposées. Ainsi chacun s’est refermé sur soi, tendant à une espèce boiteuse d’autarcie. Chacun s’est trouvé isolé en présence de tous les autres. D’où sa timidité déguisée en prudence et tolérance, par gain de paix ou par faiblesse. D’où sa crainte de s’affirmer trop nettement différent. D’où finalement l’espèce de gêne morale, puis d’intolérance sourde et larvée qui paralyse les esprits « trop » entreprenants.

Pour prévenir cette maladie, il est essentiel d’insister sur le caractère non systématique et non unitaire du fédéralisme sain. Il est essentiel que les groupes, ou les individus qui les composent, gardent le droit, le souci et le goût de se rattacher à *plusieurs* [[p. 16]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_16.jpg/full/full/0/default.jpg) organismes supra-régionaux.

Je préciserai par un exemple très concret : en Suisse, les esprits les plus libres et les plus personnels sont ceux qui se rattachent : sentimentalement à une région ou canton ; légalement, à une commune, et c’est par là seulement qu’ils sont citoyens de l’État suisse ; religieusement à une Église dont les frontières sont bien plus vastes que celles de l’État ; intellectuellement, à l’une des grandes cultures voisines ; etc., et cela en toute conscience et authenticité ; non seulement par le fait (naissance ou tradition), mais encore et surtout par volonté. Leur esprit, leur personne, retrouvent ainsi plusieurs grandes dimensions, au-delà des limites de leur canton natal, et sans nul détriment pour ce dernier, bien au contraire. Tandis que les petits esprits intolérants sont ceux qui ne conçoivent le « fédéralisme » que sous la forme du *Kantönligeist*, c’est-à-dire d’un patriotisme autarcique et totalitaire en miniature ; ceux qui veulent être de leur canton d’abord ou uniquement, et appellent cela « fédéralisme », alors qu’ils ruinent le principe même dont ils forment le nom de leur parti.

La formule de la tyrannie maxima est celle de l’État qui prétend que ses frontières douanières et politiques soient en même temps celles de la religion des citoyens, de leur culture, de leur honneur, de leur amour… sinon de leur avidité. C’est la formule même du totalitarisme.

Construire la fédération européenne, ce sera peut-être simplement développer tout d’abord, et affirmer, une *pluralité* d’organismes déjà existants, religieux, culturels, linguistiques, idéologiques ou économiques, à condition qu’ils aient ceci de commun : l’œcuménicité, la volonté de relativiser les frontières politiques. (Nul besoin [[p. 17]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_17.jpg/full/full/0/default.jpg) d’abolir celles-ci, comme le voulaient les Internationales : si l’on garde le droit de les déborder dans plusieurs domaines, elles gardent aussi leur légitimité relative.)

## VI

La fédération universelle, si elle se fait, sera faite par des *personnes*, et non point par des *troupes*, au sens politicien du terme.

Les troupes, les masses, portent automatiquement au pouvoir des systèmes totalitaires. Les personnes, telles que je les définis, ne peuvent vouloir qu’un organisme fédéral.

Or il existe en Suisse (et c’est une ressemblance de plus avec les USA) un « personnel » plus apte qu’aucun autre à préparer les bases de la fédération.

C’est le charisme de la Suisse que de produire des hommes dont la fonction est avant tout de connaître l’Europe et le monde : juges et négociateurs d’accords internationaux, cosmopolites ou Suisses de l’étranger (il y a aujourd’hui 5 millions de citoyens suisses, dont 500 000 habitent à l’étranger), directeurs d’unions universelles, secrétaires d’alliances œcuméniques, membres du Comité international de la Croix-Rouge, etc. Le « Suisse international » est un homme qui peut et doit connaître l’Europe par tradition, par goût et par nécessité. Et la connaître non pour l’utiliser au bénéfice de quelque impérialisme, mais la connaître pour la *faire*. Pour la servir, et non pour s’en servir.

La mission historique de la Suisse fut, à partir du xiiie siècle, de garder libres pour les peuples et les princes les cols du centre de l’Europe. Mission pratique, devenue symbolique. Désormais, il nous appartient d’en proclamer la signification moderne : c’est la défense du cœur spirituel de l’Europe, la garde montée autour du drapeau rouge à la croix blanche, où le rouge est couleur d’empire, [[p. 18]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000ffv_18.jpg/full/full/0/default.jpg) c’est-à-dire d’union des nations, et la croix signe de salut, de sacrifice de soi, et d’espérance.

Gardienne des cols par où s’échangent les richesses, gardienne de l’idéal d’où renaîtra la paix si Dieu le veut, la Suisse tient les clés de l’Europe, et c’est là sa vraie vocation. Elle est le lieu et la formule, le génie tutélaire de l’empire.

De cet empire, on a bien dit que nous sommes le dernier vestige. Toute la question est de savoir si c’est là notre dernier mot — ou le premier d’un chapitre nouveau ; toute la question est de savoir si ce vestige ne va pas devenir un germe !

Un germe, ce n’est jamais grand : l’image convient à notre taille. Encore faut-il que le petit grain soit fécondé…

Il y a beaucoup à faire pour que la Suisse puisse prétendre à jouer le rôle d’un germe d’une Europe nouvelle. Mais il y va de notre indépendance autant que de la paix occidentale. Si nous n’embrassons pas cette mission-là, l’histoire aura tôt fait, n’en doutons pas, d’accepter notre démission — soit volontaire, soit forcée.

## VII

Puissent ces quelques remarques éveiller en Amérique un écho fraternel, et davantage : le désir de traduire en termes proprement américains — et c’est facile — les leçons qui se dégagent de l’expérience suisse, si petite, mais en même temps si chargée de significations séculaires. Beaucoup de choses dépendent en Europe du *fait suisse*, de ce paradoxe miraculeusement maintenu au cœur du continent. Mais presque tout dépend, dans le monde actuel, de la *volonté américaine*. Que ce fait puisse contribuer à éclairer cette volonté, c’est toute l’ambition de ces pages.

# [ddr19410000bae] Blind alley of Europe (1941)[[30]](#footnote-30)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000bae_01.jpg/full/full/0/default.jpg) « De quoi s’agit-il ? » avait coutume de dire le maréchal Foch. Posons-nous la question pendant qu’il en est temps, avant qu’une nouvelle phase du Blitzkrieg ne vienne absorber nos esprits dans l’actualité immédiate, où se perdent les grandes lignes de l’histoire.

Les causes directes de la guerre sont le problème national des minorités (Sudètes, Dantzig, etc.) et le problème économique de la répartition des matières premières (pétrole, acier, blé, colonies, etc.). La solution pacifique de ces questions ne pouvait être trouvée que dans le fédéralisme. L’Europe ayant refusé de se fédérer, les totalitaires ont essayé d’imposer leur solution, qui est l’unification forcée.

Pour y parvenir, ils avaient un moyen extrêmement simple : déclencher la guerre. Car ils savaient très bien qu’une guerre moderne contraint *les deux* adversaires à unifier leur économie et leurs pouvoirs, c’est-à-dire que du seul fait de leur déclarer la guerre, ils allaient forcer les démocraties à adopter des méthodes totalitaires. Et cela n’a pas manqué de se produire : mobilisation de l’industrie et de la main-d’œuvre, pleins pouvoirs politiques en France et en Angleterre. Tout ce que les libéraux et capitalistes déclaraient impossible et funeste en temps de paix est devenu possible et désirable du seul fait de la guerre. Mais les totalitaires ne sont pas en meilleure posture : ayant commencé une guerre au nom du nationalisme, ils sont en train de détruire les cadres nationaux, sapant ainsi les fondements de leur doctrine. Leur triomphe même les prive de l’avantage d’être les seuls États centralisés et capables de mener une guerre ; d’autre part, il les prive de l’appui dynamique des [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000bae_02.jpg/full/full/0/default.jpg) revendications raciales et minoritaires. Ainsi, pour les raisons mêmes qui expliquent leurs succès, les totalitaires ne peuvent remporter qu’une victoire stérile, équivalant à une défaite : ils détruisent la pratique de la démocratie chez leurs ennemis, mais ils détruisent aussi leur propre mystique nationaliste. Et plus la guerre dure, moins il y a de chances de restaurer soit cette pratique, soit cette mystique. Dès maintenant, des destructions irrémédiables ont été accomplies.

La démocratie française, par exemple, était pratiquement capitaliste, parlementaire et individualiste. Personne ne croit, ou n’oserait sérieusement soutenir qu’après cette guerre, quel que soit d’ailleurs le vainqueur, le capitalisme libéral pourra être rebâti en France ; que les partis traditionnels pourront s’y reconstituer ; et que l’individualisme du petit-bourgeois pourra redevenir la morale civique admise.

De l’autre côté, l’annexion des Tchèques et des Polonais, ou certains transferts de populations comme celui qui est train de s’opérer de Bessarabie en Lorraine française, réduisent à néant les dernières illusions qu’on pouvait entretenir sur le nationalisme des nazis et sur l’intangibilité des minorités historiques. Cela non plus ne pourra pas être refait. Ces précédents ne pourront pas être supprimés. *Dès maintenant, l’idée nationale est aussi profondément atteinte que la pratique démocratique*. Or l’idéal démocratique pourra difficilement survivre à la ruine des pratiques qui lui étaient liées, et le pouvoir matériel des totalitaires pourra difficilement se maintenir sans mystique revendicatrice.

Sur ces ruines déjà accomplies, Hitler et Churchill continuent leur lutte mortelle. Comment pourraient-ils s’arrêter ? Quel sens pourrait avoir leur « paix » ? C’est ce qu’un homme comme Mr Lindbergh, qui a pourtant traversé l’Océan (et *donc* il devrait tout savoir…) a échoué jusqu’ici à nous faire entrevoir. Mais d’autre [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000bae_03.jpg/full/full/0/default.jpg) part, que *peuvent* espérer l’un et l’autre parti de leur victoire, s’ils l’obtiennent ? Et que *peuvent* souhaiter les peuples de l’Europe actuellement soumis ou occupés ?

## 1. Hitler

Sa force se nourrit des contradictions de l’Europe et des défauts de la démocratie. Il a compris, ou plutôt senti, qu’il y avait une contradiction insurmontable entre notre économie capitaliste libérale et les souverainetés étatiques ; entre nos théories sur la justice sociale et notre pratique de la lutte des classes ; entre notre attachement au droit international et notre politique de l’intérêt national. Il a manœuvré de façon à aggraver ces antagonismes dans les démocraties, tout en les surmontant à l’intérieur du Reich, c’est-à-dire en faisant de sa nation tout entière une classe prolétarienne. À l’individualisme intenable des démocraties, il a opposé l’exemple d’une communauté militaire que beaucoup ont pris pour une vraie communauté. Grâce à la puissance que dégageait sa combinaison instable et explosive des notions de classe et de nation, il a fait sauter les vieilles structures de l’Europe, les vieilles barrières qui s’opposaient à l’union des peuples. Mais en même temps, il détruit tous les germes vivants d’une union future : valeurs universelles de culture, de droit, de raison, de religion. Il a détruit les internationales, mais il détruit maintenant les bases nationales de sa mystique. Que reste-t-il du national-socialisme ? Un socialisme sans doctrine, sans générosité, sans signification humaine ; une mobilisation permanente, un système purement technique et pénitentiaire de répartition du travail et des biens matériels. Cette machinerie sans âme pourra-t-elle jamais fonctionner ? Je répondrai par un exemple. L’envahisseur avait prophétisé : le 15 juin j’entrerai dans Paris. Il y est entré le 14, mais ce n’était plus Paris… Car voici l’impuissance [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000bae_04.jpg/full/full/0/default.jpg) tragique de ce conquérant victorieux : tout ce qu’il veut saisir se change à son approche — Midas de l’ère prolétarienne — en fer tordu, en pierraille lépreuse. Et telle est sa défaite irrémédiable devant l’esprit, devant le sentiment, devant ce qui fait la valeur de la vie, et qui permet à la vie de durer. Qu’il fasse dix fois le tour du monde ! Il ne rencontrera jamais que le fracas du néant mécanique. Quand il aura fait table rase de l’Europe et de ses traditions, ce magicien sera sans force, et son mouvement mourra dans le calme plat, sous les épaves, comme une vague après la tempête. Mrs Lindbergh, qui croit que les vagues avancent, en dépit de toute expérience, et qu’il n’y a qu’à se laisser porter, n’en retirera qu’un violent mal de mer. Pendant ce temps, heureusement pour nous tous, « Britannia rules the waves » du présent. Mais vers quoi navigue-t-elle ?

## 2. Churchill

Il dit comme Clemenceau : Je fais la guerre. Ne me parlez pas d’autres buts que de la gagner, c’est mon job. Cette simplification n’est qu’un sophisme. Car Churchill oublie que pour gagner cette guerre-ci, il faut d’abord gagner les peuples qui la font. Or les peuples ne s’intéressent qu’à la paix. Le meilleur moyen de perdre la guerre actuelle, c’est de n’avoir aucune autre idée que de la gagner d’abord. Car c’est n’avoir aucune idée de ce que peut signifier humainement l’expression « gagner la guerre ».

La force de Churchill est ambiguë. Elle est faite d’une part de l’attachement de la bourgeoisie à l’ordre ancien — déjà détruit dans ses assises par la guerre — et d’autre part de l’attachement des peuples à certains espoirs que permettait l’ordre ancien, malgré lui. Le seul moyen de rendre ces espoirs dynamiques et efficaces, serait de les désolidariser nettement de ce qui, dans l’ordre ancien, est déjà condamné. Mais Churchill paraît redouter les conséquences de cette déclaration. Il voit mal, ou craint de voir, la réalisation de ces espoirs. [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000bae_05.jpg/full/full/0/default.jpg) C’est pourquoi il voit mal, ou refuse de montrer ce que signifierait la victoire. D’où les erreurs de sa politique et l’inefficacité de sa propagande. Il parle aux Italiens de leur roi, qui n’est plus rien, de Mazzini et de Garibaldi, qu’ils ont oubliés, et il leur demande de revenir à l’« ordre » de 1919, qu’ils méprisent. Il n’ose pas leur dire franchement : vous êtes affamés et battus, le prix de la vie a augmenté chez vous de 42 %, l’Angleterre devient socialiste, renversez-donc votre tyran et joignez-vous à notre révolution ! Ces paroles ne seraient que trop bien entendues. Il le craint. Mais on ne peut pas remporter une victoire que l’on craint. Là encore, nous allons vers un point mort, vers une mortelle neutralisation des forces, qui n’est pas un espoir de paix réelle.

## 3. Les peuples de l’Europe

Je ne pense pas qu’il soit utile de multiplier les enquêtes pour savoir ce que pensent les peuples envahis. Car il y a peu de possibilités diverses. Il est clair que tous, dans leur écrasante majorité, souhaitent et attendent la fin du cauchemar totalitaire. Mais il est clair aussi qu’ils ne peuvent pas imaginer la suite. Ils souhaitent la victoire anglaise qui chasserait les envahisseurs. Mais ils ne croient plus à la victoire de la « démocratie » telle qu’ils l’ont connue. Certes, la présence des nazis dans l’Ouest, des Russes dans l’Est, leur fait sentir durement ce qu’est la privation de liberté, mais ils ne peuvent plus lier leur espoir de liberté aux institutions parlementaires, à la lutte des partis, au jeu secret des ploutocrates, au nationalisme verbal, à tout ce qui faisait naguère la substance de la vie politique dite démocratique. Le mot démocratie a perdu pour eux ce sens quasi mystique qu’il conserve en Amérique. (Non pas que la démocratie soit fausse ou impossible, mais aux yeux des Français, par exemple, elle a été *avortée* par la guerre et la [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19410000bae_06.jpg/full/full/0/default.jpg) défaite de son contenu d’espérance). Ils ne veulent plus d’un régime qui les a menés où ils en sont. Ils ne veulent pas davantage du régime qui prétend le remplacer. Ce régime nouveau ne pourrait être renversé pratiquement que par les Anglais. Mais les Anglais ne seront capables de triompher militairement que si les peuples vaincus se soulèvent contre leurs maîtres. Or ils ne se soulèveront pas pour rétablir la « démocratie », au sens ancien, que Churchill paraît croire suffisant.

Cette analyse nous conduit à une constatation extrêmement importante : *pour la première fois, depuis des siècles, l’Europe ne possède plus d’utopie vivante, de mythe du futur*. En 1918, les peuples pouvaient rêver un avenir socialiste, ou une ligue des nations. Lénine leur proposait une tactique révolutionnaire nouvelle ; Wilson, une organisation politique internationale. En 1941, on ne leur offre rien que du vieux ou de l’inhumain. Marxisme, capitalisme, internationales et nationalisme, ont clairement fait faillite. Il ne subsiste en Europe qu’un seul État qui représente une démocratie réelle et acceptable : la confédération des cantons suisses ; au-delà de l’Europe, qu’un seul État qui représente un espoir de force libérale : la confédération des USA.

Blind alley. Tout est remis en question. Dans les camps d’internés et de démobilisés, en France, les hommes découvrent et discutent les problèmes élémentaires : qu’est-ce que l’autorité ? que vaut la religion ? la violence est-elle légitime ? peut-on se fédérer ? Le passage des populations a créé des contacts imprévus. Les cadres nationaux craquent. Les idéologies meurent. De toutes ces négations, que pourrait-il sortir ? Un appel aux États-Unis du Monde ? Encore faudrait-il le formuler, lui donner des symboles, une doctrine, une morale, et une tactique immédiatement utilisable…

# [ddr19420500pro] La grande « stratégie religieuse » de cette guerre (avril-mai 1942)[[31]](#footnote-31)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420500pro_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Les analyses de la situation actuelle qu’on lit dans les journaux et les revues se fondent à peu près exclusivement sur des données politiques ou économiques. Elles ne tiennent pas compte des facteurs religieux. Cette négligence me paraît s’expliquer par un certain nombre de préjugés d’ordre subjectif : un écrivain non croyant est porté à sous-estimer le rôle des réalités religieuses dans le monde ; et la plupart des écrivains croyants, par prudence, pudeur ou timidité, croient devoir adopter les catégories courantes lorsqu’ils abordent des sujets politiques. Cependant, nous vivons dans une ère où les mouvements collectivistes vont nous forcer à prendre au sérieux l’aspect sociologique, au moins, du fait religieux. Je voudrais décrire ici quelques connexions frappantes entre l’évolution des diverses confessions et l’évolution politique de l’Occident, Amérique incluse.

Il existe aujourd’hui trois formes de totalitarisme, qui sont par ordre chronologique d’apparition : le fascisme italien, le stalinisme, le national-socialisme. Ces trois formes politiques se trouvent correspondre géographiquement et historiquement aux centres de trois grandes confessions chrétiennes : le catholicisme romain, l’orthodoxie, le luthéranisme. Mais d’autre part, nous ne constatons aucune forme de totalitarisme qui corresponde au calvinisme. Cette dernière confession se confond au contraire avec l’aire des démocraties : Suisse, Hollande, Angleterre, USA et, dans une certaine mesure que je préciserai plus tard, France. Comment expliquer ces faits évidents, et auxquels personne jusqu’ici ne me paraît avoir prêté la moindre attention ?

Si l’on considère l’histoire ecclésiastique de l’Italie, de la Russie, et de l’Allemagne, l’on s’aperçoit que la distinction des pouvoirs entre l’Église et l’État n’a jamais été établie d’une manière [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420500pro_02.jpg/full/full/0/default.jpg) satisfaisante ou tolérable dans ces trois nations. En Italie, la papauté a toujours revendiqué un pouvoir temporel, qui ne pouvait s’accorder avec le pouvoir politique. La tendance théocratique y a dominé pendant des siècles. En Russie et en Allemagne, c’était l’inverse : le tsar et l’empereur étaient les chefs de l’Église, et le clergé se conformait avec une certaine servilité aux buts de la politique d’État. On se trouvait en présence de régimes césaropapistes. Ainsi dans ces divers pays, l’Église et l’État se confondaient plus ou moins aux yeux des peuples, et formaient ensemble le Pouvoir. Ce fait fondamental devait déterminer la forme des révolutions modernes. Car si l’on s’attaquait à l’État, cela revenait, dans l’esprit populaire, à s’attaquer aussi à l’Église. Renverser l’un, c’était renverser l’autre. Or les révolutions ont toujours copié, consciemment ou non, les structures du pouvoir qu’elles renversaient. Les jacobins, par exemple, se sont faits centralisateurs à l’imitation des rois de France. Il était donc fatal que les chefs révolutionnaires, en Italie, en Russie et en Allemagne fussent amenés par la force des choses et les coutumes, à s’attaquer *en même temps* à l’État et à l’Église, confondus dans l’esprit du peuple. Il était fatal que dès le moment qu’ils s’emparaient du pouvoir temporel, ils tentassent de s’emparer aussi d’un pouvoir spirituel. Les structures théocratiques ou césaropapistes dont ils héritaient devinrent donc dans leur nouvel ordre des structures totalitaires. Car qu’est-ce que le totalitarisme, sinon la confusion parfaite du pouvoir temporel et de l’autorité spirituelle ?

Dans les pays calvinistes, au contraire, la distinction du temporel et du spirituel fut affirmée dès le xvie siècle avec une grande vigueur. Pour des raisons à la fois théologiques et tactiques, les réformés furent amenés à insister surtout sur les droits individuels, basés sur la *vocation* que tout homme reçoit de Dieu. Le droit de [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420500pro_03.jpg/full/full/0/default.jpg) révolte fut établi par Calvin et ses successeurs, non pour l’individu isolé, il est vrai, mais pour un groupe[[32]](#footnote-32) qui se verrait lésé dans sa foi ou ses droits civiques par un abus de pouvoir temporel. Quant aux pouvoirs spirituels, ils s’organisèrent en fédérations de synodes, évitant ainsi, par définition, toute tentation de se confondre avec le pouvoir d’un prince ou d’une République. Cette organisation synodale de l’Église et cette reconnaissance du droit de différer se traduisirent par un fédéralisme politique (« collégial ») en Suisse, dans les Provinces-Unies, aux USA, et dans une mesure moindre, au sein du Commonwealth britannique. Les calvinistes français, au xvie siècle, furent les premiers à proposer une organisation fédéraliste du royaume, puis de l’Europe entière. Lorsque plus tard, au xixe siècle, la foi calviniste s’affaiblit dans ces divers pays, les institutions qu’elle avait marquées de son empreinte évoluèrent naturellement dans un sens individualiste, et non pas totalitaire.

L’antithèse totalitarisme-démocratie se trouve donc correspondre dans une large mesure à des facteurs confessionnels et ecclésiastiques, l’aire du calvinisme recouvrant à peu près l’aire des démocraties.

Ces grandes lignes une fois reconnues, on peut tenter de marquer certaines nuances importantes. Pourquoi, par exemple, les États scandinaves, qui sont purement luthériens, n’ont-ils pas évolué dans le même sens que l’Allemagne ? Et pourquoi la France, redevenue catholique en majorité, a-t-elle été plus loin que toute autre démocratie dans la voie de l’individualisme ?

Pour la Scandinavie, le fait capital est celui-ci : lors de la Réformation, le roi, l’Église et le peuple entier devinrent luthériens, sans opposition. Ce ne fut pas une lutte violente comme en Allemagne, où Luther pour résister à l’empereur, dut se mettre sous la protection compromettante des princes. La réforme religieuse [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420500pro_04.jpg/full/full/0/default.jpg) s’effectua en Suède dans le cadre des institutions anciennes, sans rupture. Les pouvoirs eurent donc la possibilité de se distinguer normalement. Nous constatons une évolution analogue en Angleterre, où toutes les formes traditionnelles furent conservées, toutefois au prix d’oscillations plus violentes, d’où la sécession des puritains. Or, de nos jours, un processus exactement pareil se reproduit dans ces mêmes pays, cette fois-ci dans l’ordre social et économique. Nous voyons en Suède et en Angleterre une réforme socialiste s’introduire à l’intérieur les cadres conservateurs de la royauté et des hiérarchies nobiliaires. On avait gardé les évêques en devenant protestants. On garde la cour et les titres en devenant socialistes. Et ici encore la transition s’opère avec moins de secousses en Suède qu’en Angleterre.

Quant à la France, elle redevint catholique sous Louis XIV, certes. Mais n’oublions pas que ce furent des protestants qui donnèrent ses cadres moraux à la Troisième République. Guizot créa l’instruction publique, Buisson et Pécaut, ex-pasteurs, créèrent plus tard l’école normale des instituteurs, qui fut le foyer de l’esprit républicain dans les dernières décades du siècle passé. Cette influence protestante libérale devait nécessairement s’orienter vers l’individualisme pur, à mesure que le contenu religieux s’évaporait et que l’école se laïcisait.

Il serait intéressant d’analyser de ce point de vue le cas des USA. Constitués par des colonies de dissidents protestants, ils étaient destinés à évoluer dans un sens à la fois fédéraliste et excessivement individualiste. Et c’est ce qui se produisit au xixe siècle. Mais l’excès même de l’individualisme américain devait provoquer des phénomènes de compensation. Une certaine tolérance opportuniste, voisine de l’indifférence doctrinale, devait venir corriger les tendances à la division qu’introduisait la multiplicité des sectes. [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420500pro_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Un conformisme extérieur et superficiel, mais plus intolérant qu’en nulle autre partie du monde, devait venir corriger l’individualisme foncier. En apparence, les USA sont « totalitaires » dans leur standardisation des mœurs et des aspects matériels de la vie. En réalité, les causes profondes de ce conformisme sont radicalement distinctes de celles qui ont conduit au fascisme en Europe.

Je me borne ici à indiquer quelques pistes et sujets de réflexion. À mon avis, les auteurs de plans de fédération mondiale à venir auraient grand avantage à tenir compte d’indications de ce genre, et en particulier à recourir à la documentation considérable réunie par le mouvement œcuménique. Car c’est au sein de cette ultime « Internationale » que les problèmes ecclésiastiques et nationaux se trouvent actuellement confrontés avec la plus grande pertinence.

# [ddr19420000ms] Le miracle suisse (1942)[[33]](#footnote-33)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Au centre d’un cyclone, il y a toujours un espace circulaire où règne un calme étrange. C’est le cœur du cataclysme, et les oiseaux chassés par la furie de l’air battant les flots s’y posent épuisés sur une mer étale. La Suisse, cœur du cyclone européen, sait que le moindre déplacement du phénomène risquerait de la balayer. Depuis trois ans elle veille, elle surveille, elle accueille ; et chaque jour prête au pire, elle survit. Ce miracle n’est pas spectaculaire. Mais aussitôt qu’on y prend garde, il n’en est que plus étonnant. Au centre d’un bouleversement qui fait apprendre au monde entier la géographie de tant de petits pays, ou d’îles perdues dans l’océan, la Suisse a réussi ce tour de force qui consiste, tout simplement, à ne pas faire parler de soi. Elle vit. Vivre fait moins de bruit que mourir, dans ce siècle. Mais plus que jamais, vivre est miraculeux.

Si le secret de la vie d’un peuple peut intéresser aujourd’hui, interrogeons le mystère suisse. La formule politique incarnée par la Suisse depuis des siècles sera peut-être utile, demain, lorsqu’il s’agira moins de mourir ou de tuer que de reconstruire, pour notre Europe, un ordre humain.

On demande parfois : — Comment se fait-il que la Suisse soit le seul pays épargné par la guerre, au centre de l’Europe ? À quoi le *business man* répond, l’air entendu : — C’est bien simple ! Les fonds secrets de Goering sont à [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_02.jpg/full/full/0/default.jpg) l’abri dans les banques de Zurich et de Genève.

Je voudrais indiquer une réponse moins naïve et plus conforme aux réalités de notre siècle.

Si la Suisse a été épargnée par la guerre, cela tient à quatre facteurs fondamentaux : la *prévoyance* de l’état-major et du gouvernement fédéral ; la qualité de l’*armée* suisse et du terrain qu’elle doit défendre ; l’importance du col du *Gothard* ; et enfin l’idée suisse, ou pour reprendre un des mots clés de notre époque, le *mythe suisse*.

⁂

Depuis 15 ans au moins, la Suisse a prévu le *Blietzkrieg*. Il y a quinze ans, l’auteur faisait en Suisse son école d’officier. La doctrine militaire qu’on inculquait alors aux élèves officiers était la suivante : la prochaine guerre ne sera pas une guerre de tranchées, mais de pénétrations rapides en profondeur ; toute notre défense reposera donc sur des nids de résistance isolés et autonomes, disposés dans toute la profondeur du pays, munis dès le temps de paix d’armes automatiques, de munitions et de vivres, enfin, défendus par des hommes habitant la région et capables de s’y rendre en quelques heures ; vous laisserez passer l’infanterie, et vous tirerez sur les états-majors, les chevaux, les camions et les tanks.

Ce système de défense par *foyers locaux* était l’exacte réplique défensive, en blanc pour noir, du Blitzkrieg hitlérien. Mais il faut souligner surtout que cette tactique traduisait tout naturellement la structure et l’esprit fédéralistes qui qualifient [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_03.jpg/full/full/0/default.jpg) depuis six siècles et demi la Confédération helvétique.

De son côté, le gouvernement n’avait pas moins précisément prévu les mesures propres à parer au Blitzkrieg. Pour ne donner que deux exemples : il avait ordonné à chaque famille suisse de conserver en tout temps des provisions pour deux mois, et cela dès le début de 1939 ; et, par ailleurs, il avait officiellement averti les États voisins qu’en cas de violation de la neutralité helvétique, les ressortissants de l’État agresseur habitant la Suisse seraient immédiatement arrêtés et placés dans les greniers des édifices publics, où ils seraient les premières victimes des bombardements. (Il y a plus de cent mille Allemands en Suisse.)

L’armée suisse compte 600 000 hommes, sur pied de guerre, c’est-à-dire un soldat pour sept habitants. Elle peut être mobilisée en 48 heures, comme on le vit, en fait, au début de septembre 1939. Bien plus, l’occupation des nids de résistance sur les frontières, assurée par des brigades spéciales dont les hommes habitent la région, s’opère pratiquement en quelques heures. Chaque soldat suisse a dans son armoire en temps de paix, son fusil, ses cartouches et son uniforme. C’est le suprême achèvement de la démocratie armée. À pied, en bicyclette ou à cheval, il peut gagner son poste de combat par ses propres moyens. La mobilisation suisse est invisible, insaisissable, presque instantanée. Elle échappe à l’aviation ennemie. Elle déjoue toute surprise.

À cela s’ajoute que le terrain de la Suisse offre tous les avantages à la défense. La guerre actuelle a révélé [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_04.jpg/full/full/0/default.jpg) que les meilleurs obstacles antichars sont les forêts et les villages ; ce sont aussi les meilleurs couverts contre l’aviation ; or, vous en trouvez en Suisse, tous les deux kilomètres. Chaque village suisse est une forteresse, dont les abords sont interdits de tous les côtés par des murs de béton de plusieurs mètres d’épaisseur. Vous poussez la porte d’une grande [*sic*] et vous vous trouvez devant un canon antichar.

La doctrine défensive adoptée par la Suisse, et qui consiste à substituer des *foyers* de résistance aux *fronts* rigides, a trouvé sa réalisation exemplaire dans le plan dit du « Réduit national ». Je ne trahis aucun secret militaire en l’exposant ici, très brièvement. Car ce plan a reçu, en Suisse, la plus large publicité, non sans une intention bien définie.

Le Réduit national de la Suisse, c’est le massif du Saint-Gothard. Au Saint-Gothard, les deux chaînes parallèles des Alpes se nouent en un plexus de granit et de glaciers qui non seulement marque le centre de la Suisse, mais aussi le centre de l’Europe, puisque c’est là que prennent naissance le Rhin, le Rhône, et les principaux affluents du Danube et du Pô. Or cette croix de hautes chaînes et de fleuves, ce carrefour des civilisations et des langues de l’Europe, est aussi géographiquement le seul endroit des Alpes où un seul col permet de passer au Nord et au Sud. Ce col, ouvert au xiie siècle, a joué un rôle capital dans l’histoire du Saint-Empire romain germanique, dont il permit de relier les deux moitiés. Il fallait que ce col restât libre pour tous. Et c’est pourquoi l’empereur conféra des droits [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_05.jpg/full/full/0/default.jpg) spéciaux aux Suisses qui habitaient alentour. Il les libéra des seigneurs locaux pour faire d’eux les gardiens du col. Ces droits d’empire furent l’origine précise de la Confédération helvétique. La Suisse est née pour garder le centre de l’empire, au nom de l’empereur — on dirait aujourd’hui : au nom de l’Europe — elle s’est constituée pour protéger le col contre les entreprises des seigneurs féodaux — on dirait aujourd’hui : des États. Ainsi, terre d’empire au Moyen Âge, terre d’Europe au xxe siècle, la Suisse se distingue de toutes les autres nations par cette mission spéciale et supranationale, qui lui confère un statut comparable à celui d’un « district fédéral » du continent.

C’est ce double caractère, pratique et symbolique du Gothard, qui donne au plan du Réduit national toute sa portée. Sous la menace qui la cernait de tous côtés, la Suisse a retrouvé sa fonction primitive de gardienne du cœur de l’Europe. Les quatre cinquièmes du trafic entre l’Allemagne et l’Italie passent par le tunnel du Gothard. Si les Suisses font sauter le tunnel, ils coupent les communications intérieures de l’Axe. En même temps, le massif du Gothard est un bastion réellement imprenable. Le plan du Réduit national prévoit qu’en cas d’agression contre la Suisse, le gros de l’armée se retirerait dans ce massif, où des vivres ont été accumulés pour plus d’une année, tandis que des fabriques de munitions sont prêtes à fonctionner dans des cavernes taillées au flanc du roc et protégées [[p. 6-7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_06.jpg/full/full/0/default.jpg) par mille mètres de granit et de glace. En cas d’agression, la majeure partie du pays serait livrée à l’occupation étrangère. Elle le sait, elle l’accepte. Mais au Gothard, le canon suisse ne cesserait de tonner comme la voix même de l’invincible liberté européenne.

Le Gothard est le grand mythe suisse. Il symbolise la fonction politique de la Confédération, mais il est en même temps le bastion le plus formidable de l’Europe. Les Allemands savent que le tunnel sauterait dans la minute ou leur premier soldat aurait mis le pied sur le sol suisse.

Et c’est pourquoi, lorsque la presse allemande et M. Goebbels se laissent aller, périodiquement, a des explosions de rage et de menaces contre la Suisse, le Suisse moyen ne perd pas son calme. Il ne s’étonne pas du ton courtois et retenu des réponses de son gouvernement. Il ne dit rien : il pense au Gothard.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_07.jpg/full/full/0/default.jpg) ⁂

La Suisse subsiste donc, et l’on vient de voir que ce n’est point par accident. Mais si profondes que soient ses racines dans l’histoire, si forte sa position militaire, et si sûr son instinct civique, la Suisse n’en est pas moins cernée par l’Axe. C’est un fait. L’Axe pourrait l’affamer à la longue. Les remous imprévisibles que produirait un second front en Europe pourraient empiéter sur son territoire. Une crise sociale et politique pourrait naître de l’action combinée de la famine et de la propagande brutale des nazis, restée jusqu’ici sans aucun effet. Si la Suisse échappe à tout cela, ne sera-t-on pas tenté de croire que la Providence l’a réservée pour une mission particulière ? Mais le Ciel n’aide que ceux qui s’aident eux-mêmes, dit le proverbe. La sécurité de la Suisse jusqu’ici a été due à sa sagesse politique et civique, qui a procédé elle-même de sa fidélité a une idée bien définie : l’idée fédéraliste. Une leçon ne s’en dégage-t-elle pas ?

Après la guerre, la Suisse sera sans doute le seul pays intact du continent, le seul qui sera resté totalement démocratique, le seul, enfin, que les questions de langue et de race n’auront pas pu troubler un seul instant. L’Europe regardera ce petit peuple étonnant et lui demandera le secret de sa réussite. Que dira-t-il ?

Les Suisses se méfient profondément des utopies politiques et ils répugnent aux plans hâtifs des soi-disant [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_08.jpg/full/full/0/default.jpg) réalistes. Telle que je la connais, la Suisse n’élèvera guère la voix. Mais son exemple sera suffisamment éloquent. Il parlera pour elle. Il nous dira deux choses très simples et fondamentales : *préférez le divers à l’homogène* et *méfiez-vous des solutions générales et rapides*.

Politiquement, la guerre actuelle est née d’un conflit de races et de nationalités. Les minorités allemandes en Tchécoslovaquie, à Dantzig et en Pologne ont fourni à Hitler des prétextes qui paraissaient sérieux à des millions d’Européens par ailleurs démocrates et pas du tout racistes. C’est qu’en effet, tous ces Européens avaient été élevés dans l’idée suivante, qui leur paraissait aller de soi : il est nécessaire que les populations de même race et de même langue soient unifiées dans un même État et encadrées dans les mêmes frontières. Les minorités n’ont donc de choix qu’entre la suppression plus ou moins brutale par la majorité, ou l’annexion par le voisin. Cette conception nationaliste et unitaire a dominé le xixe siècle. Mais toute l’histoire de la Suisse la réfute.

Car, si la Suisse avait cru un seul jour à cette idée, elle aurait cessé d’exister. La Suisse est un complexe de quatre langues et de je ne sais combien de races inextricablement enchevêtrées. C’est un pays tout composé de minorités, pourrait-on dire. Une sorte de comprimé de toutes les causes d’aigreurs, de rivalités et d’injustices qui ont provoqué la plupart des guerres modernes. Mais, de ce qui était ailleurs causes de guerre, la Suisse a tiré précisément son principe [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_09.jpg/full/full/0/default.jpg) d’union le plus inébranlable. Placez les minorités dans un cadre rigide et considérez-les dans un esprit unitaire, vous aurez la guerre. Placez ces mêmes minorités dans le jeu de relations souples du fédéralisme, et pensez-les dans un esprit respectueux de la diversité, vous aurez la paix.

La première solution, qui est le nationalisme, flatte la paresse et l’impatience d’esprit. D’où son succès dans notre époque. Broyer ensemble toutes les couleurs de la palette — ou toutes les minorités — est plus facile que de les composer suivant les lois complexes des complémentaires. L’impatience nationaliste et l’esprit unitaire broyent ainsi les couleurs, et cela donne une sorte de brun sale et uniforme, — le brun de l’uniforme hitlérien, précisément. La méthode fédéraliste est beaucoup plus difficile et plus lente. Elle tient compte de toutes les nuances. Elle se réjouit de leur multiplicité et des problèmes délicats qui en résultent, — elle en compose finalement, non pas une unité, mais une union vivante, une harmonie. *L’harmonie est le contraire de l’uniformité*, aussi vrai que la paix est le contraire de la guerre. Si nos contemporains n’arrivent pas à saisir toute la portée de cette vérité, ils finiront dans le régime du brun, que la guerre soit gagnée ou perdue.

L’exemple suisse illustre depuis des siècles *une philosophie de la diversité*, qui me paraît seule capable de nous guérir de notre goût de l’homogène, de l’uniforme, des simplifications en apparence claires, mais qui ne sont acquises qu’au prix de mille désordres particuliers, de mille violences intimes, de [[p. 10bis]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_10.jpg/full/full/0/default.jpg) mille lésions vitales. Si nous voulons une paix vivante, un ordre politique humain, il nous faut transformer profondément notre attitude de pensée. Qu’est-ce en effet que le totalitarisme ? C’est l’application logique et nécessaire d’une philosophie de l’homogène, laquelle domine en fait nos habitudes intellectuelles. Il est incontestable que le totalitarisme est infiniment plus simple que les régimes démocratiques, comme la guerre est plus simple que la paix, la mort que la vie. Si nous ne voulons pas devenir totalitaires malgré nous, il faut donc nous persuader, par un renversement complet de nos préjugés et de nos maximes d’hommes pressés, qu’*une solution complexe vaut mieux qu’une solution simple en politique*. (À condition, bien entendu, que le but final soit clairement défini et affirmé, sinon, l’on ouvrirait la porte aux Machiavels de la confusion.) La guerre est devenue mécanique et la machine est toujours une solution simplifiée. Mais la paix est un phénomène organique et tout organisme est par définition complexe, compliqué, diversifié. Il ne peut être compris d’un seul coup d’œil. Il est lent à se composer. Or, tout cela s’applique au fédéralisme tel que la Suisse l’incarne et tel qu’elle lui doit de subsister.

Le fédéralisme est la seule doctrine politique qui s’oppose radicalement au totalitarisme, et qui s’y oppose avec efficacité. La démocratie de demain sera fédéraliste, — ou ne sera plus qu’un mot recouvrant une pratique plus ou moins totalitaire.

⁂

[[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_11.jpg/full/full/0/default.jpg) J’ai dit que la Suisse s’est toujours méfiée des plans. Elle se méfie des réformes schématiques de la carte, ou des solutions uniformes appliquées à des groupes divers. Elle est donc en garde, mieux qu’aucun autre pays, non seulement contre l’utopie forcenée du nouvel ordre européen, mais encore contre les tentations qui guettent les démocrates organisateurs de l’Europe future.

Contrairement à l’Amérique, *melting pot* de toutes les nationalités européennes émigrées, la Suisse s’est constituée au cœur même des diversités irréductibles de l’Europe. Elle ne pouvait pas les supprimer ou les mélanger. Elle a donc dû trouver le moyen de les composer. C’est le problème qui se posera demain.

Par son origine et par sa situation, la Suisse a toujours été contrainte de tenir compte des qualités et des idiosyncrasies des races diverses qui l’entourent et dont elle se compose. Elle avait un intérêt vital à les connaître. Elle a donc acquis la connaissance la plus intime de leurs querelles de famille depuis des siècles. Cette connaissance fait nécessairement défaut à la majorité des Américains, puisqu’ils sont devenus de bons Américains, dans la mesure même où ils oubliaient ces querelles. C’est pourquoi l’Amérique sera exposée, plus qu’aucune autre puissance, à la tentation de négliger certaines différences, certaines traditions, certaines bizarreries politiques auxquelles les Européens tiennent comme à leur vie et qui peuvent paraître, vues d’ici, [[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_12.jpg/full/full/0/default.jpg) les fruits d’une mentalité rétrograde et probablement perverse… Je voudrais que la Suisse ait sa place aux conférences de la paix, à titre d’experte en complexité européenne, et qu’on lui accorde un droit de veto sur certains projets et plans dangereusement « réalistes », qui ne manqueront pas de s’improviser sur les ruines de l’Europe.

⁂

Il se peut que la Suisse, demeurée neutre militairement, n’ait pas le droit de se faire entendre au conseil des vainqueurs. Toutefois, dans sa neutralité, elle aura remporté une victoire très réelle.

Elle aura préservé dans son sein la continuité de quelques-unes des valeurs les plus authentiques de l’Europe ancienne. (La Suisse allemande, pour ne citer qu’un exemple, est le dernier refuge de la culture germanique saccagée par Hitler en Allemagne.) Elle aura préservé la liberté d’opinion, et d’une opinion unanimement hostile à l’Axe, en dépit des menaces furieuses de Goebbels et d’un chantage économique permanent. Elle aura sauvé le trésor de la sagesse civique de l’Occident, le trésor même de la démocratie, qui est le sens des responsabilités personnelles, condition de l’ordre dans la liberté.

Constellation de minorités, mais sans problème minoritaire ; dépourvue de colonies et d’accès à la mer, mais ne réclamant aucun espace vital ; fédéraliste en pleine tourmente nationaliste, [[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_13.jpg/full/full/0/default.jpg) unie dans ses diversités et forte dans sa liberté, la Suisse aura été, au cœur même de l’Axe, la réfutation la plus concrète et la plus indiscutable des théories totalitaires.

Montant sa garde séculaire autour de la croix de fleuves du Gothard, elle aura protégé en même temps le dernier organisme international vivant : le comité de la Croix-Rouge. Et conformément à sa mission supranationale, elle aura représenté dans le monde en guerre les intérêts de trente-cinq pays différents.

D’autres auront gagné la guerre, certes. Mais elle, pour son compte, aura gagné la paix. C’est un titre qui l’autorise, qui l’oblige même à dire son mot, demain, quand il faudra savoir comment une paix se bâtit.

⁂

J’imagine le discours du délégué de la Suisse à une hypothétique conférence pour organiser notre Europe.

Après avoir rappelé comment la Suisse s’est constituée au cours des âges, et comment elle a survécu au cyclone totalitaire, notre délégué s’écrierait :

« Messieurs, si vous souhaitez que notre histoire ait préfiguré, sur une petite échelle, l’histoire de l’Europe à venir, il faut choisir. Certains d’entre vous tiennent encore au système des frontières rigides entre les nations. Ce système simple me paraît absurde. Je ne vois aucune raison pour que la frontière de deux langues soit aussi la [[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19420000ms_14.jpg/full/full/0/default.jpg) frontière de deux économies, alors qu’elle passe au beau milieu d’un bassin de houille et de minerai formant un tout. Au reste, ce système a fonctionné pendant tout un siècle. Il nous a conduits à ce que vous savez. Seuls, les 25 petits États de notre confédération l’ont toujours refusé. Les frontières de nos cantons sont ouvertes ; elles ne limitent qu’une administration locale. Et pourtant, nos cantons ont su garder leur culture et leurs coutumes propres, en mettant en commun leurs armées et une bonne part de leur économie. Notre fédéralisme a duré, il a réussi. Le système des frontières rigides a échoué. Il rend le problème des minorités insoluble, sauf déportations en masse. Concluez.

« Messieurs, si vous voulez faire des États-Unis d’Europe, cessez de penser en termes de nations, pensez Europe. Cessez de penser au “bloc allemand”, il n’y a qu’une mosaïque de langues allemandes. Cessez de penser balance de pouvoirs, pensez collaboration des économies, parente des cultures, habitudes politiques, religions, langues : leurs frontières ne sont pas les mêmes. Cessez de penser cadres, pensez foyers rayonnants. Cessez enfin de penser qu’une solution simple coûtera moins cher qu’une solution complexe. Perdez une année de réflexions, sauvez un siècle de paix et des millions de vies. »

# [ddr19470515gensuisse] Il y a aussi des gens en Suisse (15 mai 1947)[[34]](#footnote-34)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Environ quatre millions et demi, et maintenant je ne citerai plus un chiffre, c’est promis, je vais parler des êtres humains et de leurs coutumes.

La plupart des Anglo-Saxons, quand on dit *Switzerland*, voient des montres, des vaches, des trous dans le fromage, des montagnes et surtout Saint-Moritz. Je n’ai jamais été à Saint-Moritz, qui me parait l’endroit le moins suisse de mon pays, parce que tout, sauf le lac et les glaciers, y date du xixe siècle. Or la Suisse date d’un Moyen Âge démocratique et germanique, non pas féodal, d’une Renaissance italienne et protestante non païenne, d’un xviiie siècle français et aristocratique, mais non pas *enlightned*, et d’un xxe siècle fédéraliste et mondial, quand les autres pays sont encore en pleine crise nationaliste. C’est tout le contraire de ce que l’on croit savoir. C’est un nœud de contradictions vivantes et florissantes, noué en plein cœur de l’Europe à contre-courant de l’histoire, défiant l’histoire depuis sept siècles, non sans succès, et résumant toutes les richesses de l’Europe. C’est ce miracle de contradictions harmonisées et de diversités en bonne intelligence que je voudrais décrire ici, parce que c’est justement cette essence de la Suisse que les touristes qui la traversent soupçonnent le moins, tout occupés qu’ils sont à distribuer des *tips*, à acheter des *wristwatches*, à regarder les Alpes, et à tenter de changer des billets de banque qui n’intéressent personne, car le cours du dollar au marché noir est inférieur au cours officiel dans ce pays — mais j’ai promis de [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_02.jpg/full/full/0/default.jpg) ne plus citer de chiffres. Voyons les Suisses. C’est dans leurs villes petites ou grandes — et non pas dans les pâturages, qu’on les voit le mieux et que la plupart vivent.

⁂

## Berne ou l’histoire

Prenons Berne, par exemple : c’est la ville fédérale, mais c’est aussi la capitale d’un canton, d’un des 22 petits États qui forment la Confédération. Bismarck disait que le Bavarois était un être intermédiaire entre l’Autrichien et l’homme. De même, tout le monde sait en Suisse que le Bernois est intermédiaire entre l’ours et l’homme. Le nom même de la ville l’indique : Berne vient de Bär, qui est l’ours en allemand. Et vous retrouvez cet animal totémique dans toute la ville : sur les gâteaux de pain d’épice qu’on vend à Noël, on l’a coulé en sucre blanc et il tire une grande langue rose ; sur les enseignes médiévales des restaurants, sur le drapeau de la République, dans le caractère des habitants et sur l’une des fontaines peintes en rouge, bleu et or qui ornent la grande rue centrale bordée d’arcades, on le voit debout, tenant un oriflamme, et revêtu d’une véritable amure de chevalier. Enfin au bas de la ville, dans une fosse circulaire, vous trouverez ce symbole de l’État bien vivant, toujours dressé sur ses pattes de derrière, abondamment nourri par les enfants et les touristes de carottes et de *peanuts* qu’on lui jette par-dessus la barrière, et qu’il attrape d’une patte qui semble paresseuse, mais qui ne rate jamais sa proie. Ainsi sont les Bernois, lents [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_03.jpg/full/full/0/default.jpg) et rusés, aussi adroits qu’ils paraissent lourds. Ils furent un jour les plus puissants en Suisse, lorsque la Suisse était la plus puissante, militairement, au centre de l’Europe. Ils avaient battu successivement tous leurs voisins, Impériaux, Français, Italiens. Lors d’une de leurs dernières campagnes, ils envahirent la Lombardie, battirent le duc de Milan, lui prirent ses ours et les ramenèrent en laisse, par-dessus les Alpes, jusqu’à Berne : ce sont les descendants de ces prisonniers de guerre qui habitent aujourd’hui la fameuse fosse, entourés du respect affectueux de la population. Cela se passait à la fin du xve siècle. Peu après survint la Réforme, et la Suisse renonçant aux conquêtes militaires devint un centre spirituel et intellectuel. On peut suivre cette évolution dans la vie du plus étonnant des citoyens de Berne à cette époque, Nicolas Manuel Deutsch. Tantôt soldat dans les guerres d’Italie, tantôt peintre à la fantaisie cruelle et visionnaire (les surréalistes français le connaissent bien et s’en sont inspirés), en même temps auteur de drames et de poèmes satiriques, il abandonne un jour l’épée et le pinceau pour se lancer avec la même fougue dans les grandes luttes théologiques du temps et devient l’un des chefs du parti protestant. Il meurt jeune, consumé, dirait-on, par cette fièvre de l’homme de la Renaissance, qui le pousse à se prodiguer là où la lutte promet d’être la plus ardente, que ce soit dans les arts ou dans la politique, dans la spéculation métaphysique ou dans la guerre.

Il ne faut jamais oublier ce passé glorieux et turbulent quand on voit les Suisses d’aujourd’hui, si calmes et [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_04.jpg/full/full/0/default.jpg) pacifiques, si soucieux de modération dans leurs jugements, et de neutralité dans leur politique. La Suisse ayant choisi et décidé, au xvie siècle, de rester un petit pays, il en résulte que les grandes entreprises et les grands tempéraments n’y trouvent plus de place : elle les exporte. Quand un Suisse veut construire un gratte-ciel, il propose ses services aux Nations unies , comme Le Corbusier. Quand il veut bâtir le plus grand pont du monde, le Washington Bridge, il ne trouve une rivière assez large qu’aux États-Unis, comme l’ingénieur Amann. Quand il veut proposer un système ou jouer un rôle politique, il s’adresse à la France, comme Rousseau, comme Benjamin Constant. Pendant deux siècles après la Réforme, la Suisse a exporté les cerveaux brûlés de son patriciat : ils recrutaient un régiment et allaient faire la guerre dans toute l’Europe pour le compte des rois de France, de Naples, d’Espagne, de Prusse. Mais presque tous rentraient finir leurs jours dans leur patrie. Ils rapportaient de leurs campagnes des grades et des titres ronflants, généraux, maréchaux de France, barons du Saint-Empire, comtes et marquis. Et c’est ainsi que la plus vieille démocratie du monde, et certainement la plus égalitaire dans son esprit et dans ses mœurs, se trouve être en même temps l’un des pays où les traditions aristocratiques sont le plus jalousement gardées. Les grandes maisons de pierres gris-vert du patriciat bernois, aux frontons armoriés, aux fenêtres ornées de géraniums, renferment et dissimulent aux yeux de l’étranger des chefs-d’œuvre de luxe ancestral, lourds meubles de style patinés, tapisseries, collections de porcelaine de Chine dites de la Compagnie des Indes, tiroirs pleins d’argenterie massive.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Personne n’est plus conservateur au sens littéral que les Suisses, personne n’est plus ennemi du *waste*. Conserver tout l’acquis est une nécessité vitale dans un pays pauvre en matières premières et qui ne vit que de son habileté à mettre en œuvre ce qui lui vient d’ailleurs. Mais ce trait de caractère national résulte aussi du fait que la Suisse, presque seule sur le continent, n’a pas subi de révolutions violentes depuis sa formation au xiiie siècle : ainsi le passé s’y continue et survit tout mêlé au présent. Cette continuité peut se lire facilement dans l’architecture d’une ville comme Berne. Vous passez par une série de transitions insensibles du centre de la ville, médiéval et renaissant, des rues bordées d’hôtels aristocratiques de style français du xviiie, puis à des quartiers bourgeois et officiels du xixe, puis à des faubourgs aérés, de plus en plus modernes, habités par les fonctionnaires fédéraux et les ouvriers, qui exigent leur baignoire « encastrée », le téléphone, la radio et un jardin. Sur cet ensemble harmonieux et divers, illustrant six siècles de tradition vivante, règne une municipalité socialiste.

## Bâle ou la culture

Si Berne est un carrefour d’influences françaises, germaniques et italiennes, fondues dans une tradition militaire et politique, Bâle est au contraire une cité toute bourgeoise, intellectuelle et germanique. Il semble que l’esprit des villes universitaires et romantiques de l’Allemagne ancienne y ait [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_06.jpg/full/full/0/default.jpg) trouvé son dernier refuge. C’est ici qu’enseignèrent Érasme, puis Euler, le fondateur des mathématiques modernes, puis Jacob Burckhardt, le grand historien de la Renaissance, et son jeune disciple Nietzsche. Aujourd’hui, les deux Karl dont s’honore la Suisse, Barth le théologien et Jaspers l’existentialiste, y enseignent côte à côte, cependant que dans les laboratoires des grandes usines de produits chimiques, les inventions les plus inquiétantes se multiplient par centaines, l’une des plus connues étant le DDT. Tout cela se passe en silence, dans le cadre le plus cossu, le plus bourgeois qu’on puisse imaginer. Ici, les grandes familles ne comptent pas combien de généraux ou de hauts dignitaires de la République figurent parmi leurs ancêtres, mais combien de professeurs célèbres.

Les mariages bâlois sont des affaires considérables. Quelques jours avant la cérémonie, l’on procède à la réception des cadeaux. Ceux-ci sont apportés par les domestiques des familles amies, et déposés sur une grande table. D’un coup d’œil, le personnage qui préside à la réception estime le prix du cadeau, et les *tips* donnés aux domestiques sont calculés *in accordance*, tant pour cent. On imagine les conversations qui s’ensuivent dans les familles ! Le reste de la Suisse se moque volontiers de ces coutumes, mais les respecte secrètement comme autant de marques d’une stabilité sociale que la plupart des pays de l’Europe ont perdue sans retour possible.

Et tout d’un coup, dans cette cité studieuse, lourdement conformiste et puritaine, éclate comme une revanche des instincts naturels, le carnaval le plus déchaîné de la Suisse. Pendant deux jours et deux nuits, sur un signal donné, la ville entre en folie. Des barques chargées de personnages portant [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_07.jpg/full/full/0/default.jpg) des masques démesurés se détachent de la rive droite du Rhin, traversent le fleuve, et répandent dans la ville les symboles bariolés du délire et de la monstruosité. On danse, on boit partout. À la faveur des déguisements, tout est permis. Les lois morales sont suspendues. Les échanges et les aventures les plus inconcevables sont admis. Et puis tout s’arrête brusquement, au second signal. Et durant le reste de l’année, par un accord tacite strictement observé, plus personne ne fera la moindre illusion à ce qui lui est arrivé pendant le carnaval.

## [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Genève ou l’internationalisme

Il n’y a pas de place en Suisse pour de longs voyages dans l’espace, mais on se rattrape sur la variété et les contrastes. Entre Bâle et Genève, en trois heures, on change de monde au moins deux fois.

Sortant d’un Nord sévère et montagneux, on débouche après un tunnel au-dessus des rives du lac de Neuchâtel, qui reflète en des eaux d’une suavité immatérielle des vignobles doucement étagés, en bas d’un vaste ciel. À l’horizon flotte la guirlande diaphane des Alpes. Déjà, tout le monde parle français et le climat s’est adouci. Une heure encore, et c’est le lac Léman, son paysage monumental, ses rives les plus internationales du monde. Du parc où l’on trouvait l’été dernier M. Churchill en train de peindre, on peut voir les villes et les châteaux qu’habitaient jadis ou naguère Paderewski, Lord Byron, l’empereur Charles d’Autriche, Voltaire, Madame de Staël, Stravinsky, Gibbon, l’Aga Khan, la reine d’Espagne, le roi des Belges ; et tant de fameux couples d’amants sortis des romans romantiques. Et tout cela se résume et se concentre au bout du lac, à Genève, dans les palaces qui entourent le port, et que domine la cathédrale de Saint-Pierre, qui fut l’église de Calvin…

C’est si petit, c’est si charmant, tout y prend un air de vacances… Et c’est d’ici que sont parties quelques-unes des idées qui ont transformé le monde : celle de Calvin, qui croyait la nature mauvaise et qui a fondé nos régimes libéraux ; celle de Rousseau, qui croyait la nature bonne, et qui a produit les révolutions modernes ; celle de Dunant, qui ne croyait ni l’un ni l’autre, ou l’un et l’autre, et qui a fondé la Croix-Rouge. Voici enfin parmi les arbres séculaires d’un parc privé, le palais blanc de la Société des Nations : il est vide, le fantôme d’un grand rêve y attend encore les hommes d’une grande réalité.

Les Genevois passent donc pour secs et froids, d’après l’idée qu’on se fait de Calvin. Je les trouve pour ma part spirituels, cultivés, d’une élégance un peu trop parfaite, d’un goût un peu trop classique, mais au total remarquablement civilisés et dignes de leurs traditions. [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19470515gensuisse_09.jpg/full/full/0/default.jpg) Leurs femmes sont souvent belles, plus sportives et modernes d’allure que les Françaises. Leurs salles de concerts et de conférences voient défiler chaque jour les meilleurs artistes, les écrivains les plus célèbres du continent, et ils les jugent avec un sens critique très sûr. Que leur manque-t-il ? Que manque-t-il à cette Suisse si incroyablement intacte au milieu des ruines de l’Europe ? Peut-être simplement quelques vertus extrêmes qui lui permettraient de dépasser sa parfaite correction : l’imagination dure et théâtrale des Espagnols, l’humilité naïve des Russes.

L’automne dernier, comme je passais sur le grand pont qui enjambe la rade de Genève, au milieu de la cohue joyeuse des piétons, des cyclistes, des autos et des motos, je vis dans un tourbillon blanc trois cygnes s’abattre sur la chaussée. Apparemment épuisés par l’effort d’avoir volé si haut, par-dessus les barrières du pont, ils se balançaient tristement d’une patte sur l’autre, leurs grandes ailes étendues traînant sur l’asphalte. L’un d’eux saignait. Le vide s’était fait autour des oiseaux, la circulation s’arrêtait. Personne ne bougeait : les Suisses sont *self-conscious*. Et les cygnes sont connus pour leur méchanceté : ils mordent très fort. Soudain, un solide petit garçon sortit de la foule, s’avança vers l’un des cygnes, le prit à bras le corps et, titubant sous le poids de l’animal plus gros que lui, le poussa par-dessus la large balustrade de fer. Le cygne étendit ses ailes et se posa sur l’eau bleue. Puis le garçon se retourna, sérieux et décidé, vers le second cygne, l’empoigna, mais cette fois-ci ne parvint pas à le soulever. Quelques hommes s’étaient enfin avancés et l’aidèrent.

Ce qu’il nous faut, pour sauver le monde, ce sont quelques naïfs qui n’aient pas peur. Un petit pays, s’il osait…

# [ddr19471021aragon] Une lettre de Denis de Rougemont (à propos d’Aragon) (21 octobre1947)[[35]](#footnote-35)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19471021aragon_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Ferney-Voltaire, le 21 octobre 1947

Cher Max-Pol Fouchet,

Je viens de recevoir un exemplaire des *Conférences de l’Unesco* publiées par les Éditions Fontaine. En le feuilletant, je tombe sur les lignes suivantes :

Au cours de ces conversations — (il s’agit des « Rencontres internationales de Genève ») — un écrivain qui n’a jamais cessé au temps de Vichy d’être publié en France et qui a un passeport suisse a trouvé… le moyen, décrivant les maladies de l’Europe, à l’heure qu’il est, de mettre sur le même pied trois de ces maladies : la résistance européenne, l’antisémitisme et le nationalisme. Je n’ai pas souvenir de l’avoir entendu d’énoncer l’antisémitisme du vivant de Hitler…

Le passage est censé me viser, comme on le découvre un peu plus bas, et il figure à la page 100, dans la conférence d’Aragon.

Cet auteur qui a perdu son prénom, et qui prévoit sans doute que le reste suivra, écrit déjà comme une lettre anonyme. Ce n’est donc pas à lui qu’on peut répondre. Mais pour les lecteurs de Fontaine, mettons les choses au point.

1°) « Au temps de Vichy », j’étais en Amérique, où je rédigeais les émissions de l’*Office of War Information*, retransmises à la France par la BBC. Quelques fragments de ces émissions furent imprimés par les journaux de la résistance : c’est sous cette forme qu’en effet je n’ai pas cessé d’être publié ici. Pour le reste : non seulement il n’a pas paru une ligne de moi en France sous Vichy, mais au contraire mon [*Journal d’Allemagne*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1938ja) a été saisi et détruit. (La résistance hollandaise en a fait trois rééditions clandestines.) Dans le même temps, notre auteur sans prénom publiait librement à Paris.

2°) Mon « passeport suisse » — puisque M. Aragon, cédant à un réflexe caractéristique, me demande mes papiers — n’a pas empêché la censure suisse d’interdire en 1944 la publication de [*La Part du diable*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1944partdia), jugée non sans raison injurieuse pour Hitler. Dans le même temps et dans le même pays, la même censure autorisait les poésies de M. Aragon, inoffensives.

3°) Parmi les maladies de l’Europe que je décrivais à Genève, il y a un an, je mentionnais l’échec de la résistance après la guerre, non pas la résistance, comme l’affirme Aragon. Dans un mouvement d’éloquence excitée, il se demande, à propos [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19471021aragon_02.jpg/full/full/0/default.jpg) de Jaspers, de Bernanos et de moi, s’il a à faire « aux pensionnaires d’un asile d’aliénés ». Demandons-nous, plus calmement, à son propos, si nous avons à faire à quelqu’un qui sait lire.

4°) M. Aragon « n’a pas souvenir » de m’avoir entendu dénoncer l’antisémitisme, du vivant de Hitler. Que veut-il prouver en nous faisant part de cet intéressant oubli ? Supposez qu’il n’ait pas souvenir d’avoir loué le pacte hitléro-stalinien, s’en suivrait-il qu’il ne l’a pas loué ? Enfin, rafraîchissons cette mémoire défaillante. J’ai analysé et dénoncé l’antisémitisme notamment dans [*Les Juifs*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/1936-1938/ddr1937lj) (Plon, 1937) et dans [*Mission ou démission de la Suisse*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1940mds) (La Baconnière, 1940). Entre autres, M. Aragon dira qu’il l’ignorait. Dans ce cas, il n’avait qu’à se taire.

Comme vous le voyez, ces quelques lignes de la conférence d’Aragon contiennent deux fieffés mensonges, une falsification de sens parfaitement délibérée, et une accusation dont il se trouve qu’en fait elle porte à plein contre son propre auteur, pas une seconde contre moi.

« Nous autres, hommes de l’esprit — ose dire ce même auteur — nous mettons de l’ordre dans les rapports humains ». C’est du moins ce que je voudrais faire en vous écrivant cette lettre, et que vous ferez, mon cher ami, en la publiant.

# [ddr19471200if] Idées françaises (décembre 1947)[[36]](#footnote-36)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19471200if_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Il fut un temps où toutes les grandes idées étaient françaises, sans qu’il y eut besoin de le dire. Parce que la France dans l’Europe était tout, et que l’Europe était presque le monde. La France alors était universelle, du simple fait qu’étant seule à produire des idées que l’univers adoptait, elle n’avait point à se soucier de « penser français », — cette double faute de pensée et de français.

Né en Prusse par la faute d’un Corse jacobin qui avait d’abord conquis la France, le funeste *nationalisme* a changé tout cela depuis un siècle. Nous voyons triompher aujourd’hui dans le domaine de la culture, et non plus seulement de la cuisine, les spécialités nationales. La philosophie est allemande ; le roman et le film, américains ; la poésie, anglaise ; la doctrine politique, soviétique. Et l’éloquence a passé de mode, et la science est internationale… Que reste-t-il donc à la France ? Qu’est-ce que le monde attend encore d’une France qui, dans le fait, n’est plus universelle, qui n’est plus une puissance de premier plan, et dont la langue recule devant l’anglais ? Comment se peut-il que la France, malgré tout, jouisse encore dans le monde entier d’un crédit d’amitié à nul autre accordé, d’un prestige de culture incomparable ?

Beau mystère, dont il faut s’approcher avec quelque délicatesse, d’aussi loin que possible, et d’un air étranger. Car les Français qui en vivent ne s’en doutent pas, conscients [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19471200if_02.jpg/full/full/0/default.jpg) de tout sauf de cela justement qu’ils sont les plus conscients du monde, de même qu’ils tiennent leur climat tempéré pour le climat normal de l’homme, oubliant que sur la planète c’est une exception surprenante et non moins anormale, dirait-on, que l’ordre dans la liberté, la raison dans l’amour, l’équilibre… De quoi se fait l’équilibre humain ? Quelle est cette mesure de l’esprit dont la France offre seule au monde un modèle qu’elle persiste avec bonheur à tenir pour normal, et non français ?

⁂

L’importance des idées en soi : voilà sans doute l’idée française par excellence.

Interrogez d’autres nations modernes, ou plutôt voyez-les dans leurs œuvres. Quels sont les principes qu’elles allèguent pour justifier leur politique, et quel but se donnent-elles dans le fait ? Elles répondront : puissance, richesse, bien-être, justice économique, ordre civique. Mais la France répondra par des idées. C’est son risque : il en peut sortir sa vraie grandeur et ses faiblesses les plus notoires. C’est ainsi qu’elle offrit à l’Europe tantôt les droits de l’homme, tantôt des majuscules ; tantôt Descartes et tantôt Robespierre ; tantôt le style de ses grands moralistes, et tantôt des querelles de partis exaspérant sur des points de « doctrine », au lieu de nourrir le peuple et rebâtir l’État. Cette primauté pratique de l’esprit, qu’il soit générateur d’ordre et de paix, ou simplement d’arguties partisanes ; cette volonté constante de se rendre raison des actions que l’on [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19471200if_03.jpg/full/full/0/default.jpg) entreprend, et de rester conscient, jusque dans le désastre ; cette vigilance, enfin, d’un intellect jamais las de mettre en forme le réel et de trouver un *sens* à l’évènement, quand d’autres peuples se contentent de le subir avec ivresse ou discipline, voilà ce qui étonne ou séduit l’étranger, au premier regard sur la France. Mais ce premier regard peut aussi bien tromper. Il existe une France de façades, de pavillons d’expositions, qui déçoit vite ceux qu’elle arrête. La moustache coquine de Menjou, le sourire du charmant Boyer, quelques noms de grands crus, parfums et couturiers, composent un cliché « France » d’exportation facile, mais qui laisse l’étranger dans l’ignorance du vrai peuple de la vraie France, — ce peuple en noir, le plus sérieux que j’aie connu. De même l’idée courante d’une nation qui s’attarde à des joutes idéologiques, négligeant ses plus sûrs intérêts, pourrait faire oublier que la vraie France est d’abord le pays qui préfère les raisons de vivre — la vie brute, et qui sait donner le pas aux valeurs sur les faits : la Résistance l’a bien prouvé contre Vichy.

On voudrait dire aux amis de la France que les clichés, majuscules, étiquettes, crises politiques et rhétorique nationaliste qui parlent trop de le France, ou trop haut, ne la sont pas, ne font d’elle qu’une spécialité, une pittoresque turbulence, un pays moyen parmi d’autres, et qui après tout ne représente que 40 millions d’habitants. La vraie France, je la trouve chez ceux qui en parlent peu, qui n’en font pas sans cesse un cas, un trémolo, une affaire bien à [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19471200if_04.jpg/full/full/0/default.jpg) eux et dont le reste des hommes est exclu. Et quand ils parlent, ce n’est pas comme Français, — nous les Français et la main sur le cœur, comme ces Américains qui vous offrent d’abord leur *american way of life*, ces Allemands leurs problèmes d’Allemands, ces Russes leurs solutions décrétées par Staline — mais c’est en hommes, tout simplement. Voilà la seule spécialité qu’ils cultivent dans le monde d’aujourd’hui : celle de n’en point vouloir, d’être humains avant tout.

Ceux-là me donnent une idée de la pudeur, et de la pudeur dans les idées, qui est encore une idée française sans qu’ils le sachent, parce qu’ils l’ignorent, et qu’elle vaut à leurs yeux pour tous les hommes. C’est à cause d’elle, et non par vanité, qu’ils ont le souci de bien parler, de mettre en forme ce qu’ils disent, comme pour s’assurer qu’ils n’ont rien dit de plus ni rien de moins qu’ils ne voulaient, dans les termes précis qui conviennent pour livrer sa pensée à autrui sans livrer du même coup des aveux importuns. Ainsi le sens des formes est leur pudeur, leur scrupule, leur sérieux jusque dans la gaieté, dans le mot d’esprit, dans la mode. De là vient leur idée du style, ou pour mieux dire : du style dans les idées, qui est leur secret le plus précieux. Je les écoute, je les épie, je les relis. Et quand j’oublie de penser devant une de leurs phrases : voilà une idée bien française ! — quand je m’écrie : quelle bonne idée ! quelle belle idée ! — je sais qu’ils sont à leur point d’excellence. Ils m’ont fait oublier leur nation pour mieux voir l’homme. Ils sont la France.

1. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 1036. [↑](#footnote-ref-1)
2. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 405. Une note manuscrite indique : « Conférence donnée à l’Université de Genève en avril ou mai 1938 (pendant la rédaction de [*L’Amour et l’Occident*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1939ao)). » La seconde partie de la conférence a été publiée dans les [*Cahiers protestants*](https://www.unige.ch/rougemont/articles/cp). Nous ne reproduisont ici que la première partie. [↑](#footnote-ref-2)
3. [NdE] Le tapuscrit ne reproduit pas le passage cité, dont on peut supposer qu’il s’agit de la « [cérémonie sacrée](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1938ja/2#s2-17) » publiée dans le [*Journal d’Allemagne*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1938ja). On n’a pas identifié la revue à laquelle Rougemont fait référence. [↑](#footnote-ref-3)
4. [NdE] Tapuscrit peu lisible à cet endroit, on indique le chiffre le plus probable à notre sens étant donné les connaissances historiques à ce sujet. [↑](#footnote-ref-4)
5. [NdE] Souligné trois fois sur le tapuscrit. [↑](#footnote-ref-5)
6. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 965. Suivant [une lettre adressée à Max Dominicé, datée du 16 août 1939](https://www.unige.ch/rougemont/correspondances/dominice/19390816), Rougemont a oublié d’envoyer ce texte « au *Semeur vaudois*, qui pourtant me l’avait demandé. Maintenant, c’est refroidi. » [↑](#footnote-ref-6)
7. Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 970. [↑](#footnote-ref-7)
8. [NdE] Il manque ici la page 5 du tapuscrit. [↑](#footnote-ref-8)
9. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 427. Paru en anglais : « Passion and the Origin of Hitlerism », *The Review of Politics*, Notre Dame (Indiana), vol. 3, n° 1, janvier 1941, p. 65-82. L’édition a été réalisée en recoupant le tapuscrit français et la version originale publiée aux États-Unis. [↑](#footnote-ref-9)
10. Je renvoie le lecteur aux livres I et II de *L’Amour et l’Occident*, en particulier au chapitre 5 du livre II pour l’aspect théologique du problème. [↑](#footnote-ref-10)
11. J. Huizinga, *The Waning of the Middle Ages*, p. 96. [↑](#footnote-ref-11)
12. C. G. JUNG, *Psychologische Typen* ; *Psychology and Religion*, etc. [↑](#footnote-ref-12)
13. *Mein Kampf* : Traduction de J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Éditions latines 1934, p. 111. [↑](#footnote-ref-13)
14. *Ibid.*, p. 337. [↑](#footnote-ref-14)
15. *Ibid.*, p. 469. [↑](#footnote-ref-15)
16. *Ibid.*, p. 471-472. [↑](#footnote-ref-16)
17. *Ibid.*, p. 472-473. Les mots soulignés le sont par Denis de Rougemont. [↑](#footnote-ref-17)
18. *Ibid.*, p. 474-477. [↑](#footnote-ref-18)
19. *Ibid.*, p. 338. [↑](#footnote-ref-19)
20. *Ibid.*, p. 462. [↑](#footnote-ref-20)
21. *Ibid.*, p. 335. Souligné par Denis de Rougemont. [↑](#footnote-ref-21)
22. *Ibid.*, p. 465-466. [↑](#footnote-ref-22)
23. *Ibid.*, p. 337-338 (souligné par l’auteur). [↑](#footnote-ref-23)
24. *Ibid.*, p. 338. [↑](#footnote-ref-24)
25. *Ibid.*, p. 349-350. [↑](#footnote-ref-25)
26. *Ibid.*, p. 475. [↑](#footnote-ref-26)
27. [NdE] Une partie de ce paragraphe est raturé dans la version tapuscrite, Rougemont ajoutant en marge : « Là où l’homme veut être total, l’État ne sera jamais totalitaire. » [↑](#footnote-ref-27)
28. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 927. [↑](#footnote-ref-28)
29. Laquelle est à la fois ou alternativement jacobine, raciste, nationaliste, marxiste, et toujours étatiste. Je ne parle pas des *intentions* (souvent personnalistes, parfois même anarchisantes) mais des *réalisations historiques*. [↑](#footnote-ref-29)
30. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 901. Une note manuscrite indique : « Inédit en français ». [↑](#footnote-ref-30)
31. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant ds0065. Une note manuscrite indique que ce texte a été publié dans *The Protestant*, vol. 4, n° 5, avril-mai 1942. [↑](#footnote-ref-31)
32. Ce que Calvin appelle « les magistrats inférieurs ». [↑](#footnote-ref-32)
33. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 945. [↑](#footnote-ref-33)
34. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 995. Paru en anglais le 15 mai 1947 dans le magazine *Vogue* sous le titre « There are also people in Switzerland ». [↑](#footnote-ref-34)
35. [NdE] Édition réalisée sur la base d’épreuves conservées à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant ds4905. Cette lettre n’a finalement pas été publiée. [↑](#footnote-ref-35)
36. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 449. Le tapuscrit n’indique aucune information concernant la date ou la parution de ce texte. On mentionne par défaut la date indiquée dans l’inventaire du fonds. L’article aurait été publié dans le *Monde illustré*, sans qu’on puisse le confirmer. [↑](#footnote-ref-36)